

REPUBLIQUE DU TCHAD

UNITE - TRAVAIL – PROGRES

PRIMATURE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

INSTITUT TCHADIEN DE RECHERCHE
AGRONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE FRANCAISE

AMBASSADE DE FRANCE

AU TCHAD

Service de Coopération
et d'Action Culturelle

Secteur Rural

Diagnostic de la filière coton au Tchad

Perspectives et privatisation

-

Etude



Damien HAUSWIRTH
Septembre 2006



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVERTISSEMENT

Les opinions, observations, analyses contenues dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement les positions du Service de Coopération et d’Action Culturelle de l’Ambassade de France et ne sauraient en conséquence engager que leur auteur.

Table des sigles et abréviations employés

AFD :	Agence Française pour le Développement
AFDI :	Agriculteurs Français et Développement International
ARDESAC :	Appui à la Recherche et au Développement des Savanes d'Afrique Centrale
ARST :	Appui à la Recherche Scientifique et Technique
ATADER :	Association Tchadienne de Développement Rural
AV :	Association Villageoise
BAD :	Banque Africaine pour le Développement
BEAC :	Banque des Etats d'Afrique Centrale (ex BCEAC), institution membre de l'UMAC (CEMAC)
BDEAC	Banque de Développement des Etats d'Afrique Centrale, institution membre de l'UEAC (CEMAC)
BELACD :	Bureau d'Etude et de Liaison des Actions Caritatives du Diocèse
BID :	Banque Islamique de Développement
BM :	Banque Mondiale
CCL :	Comité de Coordination Local
CE :	Chef d'Exploitation
CECI :	Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale
COOPEC :	Coopératives d'Epargnes et de Crédit
CFPA :	Centre de Formation Professionnelle Agricole
CGI :	Centre de Gestion Intrants
CIRAD :	Centre de Coopération Internationale pour la Recherche Agronomique et le Développement
CNAR :	Centre National d'Appui à la Recherche
CRRA :	Centre Régional de Recherche Agricole
COOPEC :	Coopérative d'Epargne et de Crédit
CST :	Compagnie Sucrière du Tchad
CTD :	Cotontchad
CTRC :	Cellule Technique d'appui à la Réforme du secteur Coton
DAGRIS :	Développement des Agro-industrie du Sud (ex CFDT)
DED :	ONG allemande
DHS :	Direction Huilerie Savonnerie
FAO :	Food and Agriculture Organisation
GTZ :	Germanische für Zusammenarbeit
GUMAC :	Groupe d'Utilisation de Matériel Agricole en Commun
HCI :	Haut Comité Interministériel
ITRAD:	Institut Tchadien de Recherche Agronomique pour le Développement
LRVZ :	Laboratoire de Recherche Vétérinaire et Zootechniques de Farcha
MAG :	Marché Auto Géré
MPZS	Mouvement des Paysans de la Zone Soudanienne
ONDR :	Office National pour le Développement Rural
PAEPS :	Projet d'Appui à l'Elaboration, à la Programmation et au Suivi des politiques rurales au Tchad
PAOP :	Projet d'Appui aux Organisations Paysannes
PASR :	Projet d'Appui aux Structures Rurales
PGRN :	Projet de Gestion des Ressources Naturelles
PIDR :	Programme d'Intervention pour le Développement Rural
PNAE :	Plan National d'Action pour l'Environnement
PRASAC :	Pôle régional de Recherche Appliquée au développement des Savanes d'Afrique Centrale
PSAOP :	Projet d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations de Producteurs
PROADEL :	Projet d'Appui au Développement Local
PRODALKA :	Programme de développement rural décentralisé des départements du Mayo Kébi et de la Kibia
PSSP :	Projet de Sécurisation des Systèmes Pastoraux
SCAC :	Service de Coopération et d'Action Culturelle
SCV :	Semis direct dans un Couvert Végétal
SIMAT :	Société Industrielle de Matériel Agricole du Tchad
SNRA :	Système National de Recherche Agricole
STAT :	Société Tchadienne Affrètement et Transit
UTA :	Union des Transporteurs Africains

Table des matières

TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS EMPLOYES	3
TABLE DES MATIERES.....	4
RESUME	6
INTRODUCTION	8
<u>PARTIE 1 : DEMARCHE D'ANALYSE ET ELEMENTS DE CONTEXTE</u>	
I – DEMARCHE D’ANALYSE.....	10
1.1. ECHANTILLONNAGE GEOGRAPHIQUE.....	10
1.1.1. Echantillonnage des zones d’enquêtes à l’échelle de la zone soudanienne	10
1.1.2. Echantillonnage des sites d’enquêtes dans chaque zone-usine sélectionnée	10
1.2. ECHANTILLONNAGE SOCIAL.....	11
II – CONTEXTE DE PRODUCTION ET D’EXPLOITATION COTONNIERE.....	12
2.1. UN ESPACE MOSAÏQUE COMPOSE DE ZONES A DYN AMIQUES ET ENJEUX SPECIFIQUES	12
2.2. POTENTIALITES ET CONTRAINTES DU MILIEU PHYSIQUE.....	12
2.3. POTENTIALITES ET CONTRAINTES DU MILIEU HUMAIN	13
2.4. CONTEXTE AGRAIRE	14
2.5. ELEMENTS DE CONTEXTE ECONOMIQUE.....	14
2.5.1. Contexte macro-économique.....	14
2.5.2. Fixation du cours du coton sur le marché intérieur.....	15
2.6. UNE FILIERE STRATEGIQUE POUR L’ECONOMIE TCHADIENNE.....	16
<u>PARTIE 2 : ELEMENTS DE DIAGNOSTIC DE LA FILIERE COTON</u>	
I– ELEMENTS D’ANALYSE GLOBALE DE LA FILIERE	18
1.1. PRESENTATION DES DIFFERENTS STADES DE LA FILIERE.....	18
1.2. ANALYSE FONCTIONNELLE	18
1.3. DIAGRAMMES SCHEMATIQUES DES FLUX PHYSIQUES ET FINANCIERS.....	24
II – UNE PRODUCTION SOUMISE A UN CONTEXTE EXTERNE PEU FAVORABLE	27
2.1. DONNEES SOCIOECONOMIQUES CONCERNANT LES PLANTEURS ENQUETES	27
2.2. TYPOLOGIE STRUCTURELLE ET PERFORMANCES TECHNICO-ECONOMIQUES	28
2.3. PRATIQUES AGRICOLES.....	30
2.4. ORGANISATION DES PRODUCTEURS DE COTON.....	33
III –AV ET MAG : SYSTEME INEQUITABLE DE RISQUES ET DETTES EN AUGMENTATION	34
3.1. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT.....	34
3.1.1. Données structurelles	34
3.1.2. Modalités d’organisation des AV pour la fourniture des intrants aux producteurs.....	34
3.1.3. Modalités d’organisation des AV pour la gestion des Marchés autogérés (MAG)	35
3.2. PROBLEMATIQUES POSEES PAR LE SYSTEME DES MAG	36
3.2.1. Un système de risque essentiellement supporté par les producteurs.....	36
3.2.2. Inéquité de la charte régissant la commercialisation primaire du coton.....	37
3.2.3. Faibles performances du système de caution solidaire.....	38
3.3. UNE DETTE EN AUGMENTATION.....	38
IV – MPZS, CCL ET COOPERATIVES : VERS UNE ORGANISATION FRIABLE DES PRODUCTEURS...39	
4.1. LE MPZS (MOUVEMENT PAYSAN POUR LA ZONE SOUDANIENNE)	39
4.2. LES CCL (COMITES DE COORDINATION LOCALE).....	40
4.2.1. Structures et fonctions affichées.....	40
4.2.2. Fonctions effectives, perception et légitimité des CCL	40
4.3. UNE FAIBLE PROBABILITE DE CONSTITUTION DE COOPERATIVES VIABLES	41
V – LA NECESSAIRE REDEFINITION DES SERVICES CONNEXES	43
5.1. L’ENCADREMENT AGRICOLE	43
5.1.1. Du démantèlement de l’encadrement agricole... ..	43
5.1.2. ...A la création d’une interface centrée sur la gestion de la commercialisation primaire	43
5.1.3. Perception des planteurs.....	43
5.2. LA RECHERCHE COTONNIERE	44

5.3. LA PRODUCTION DE SEMENCES	47
5.3.1. Production de semences de pré-base par le CRRRA de Bébedjia :	47
5.3.2. Production de semences de base par la ferme de Békamba :	47
5.3.3. Multiplication en milieu réel connexe à la culture cotonnière	48
5.3.4. Une évolution nécessaire de la production semencière	49
5.4. LA FONCTION TRANSPORT	50
5.4.1. Données générales	50
5.4.2. Gestion des flux physiques	51
VI – DIFFICULTES STRUCTURELLES, INDUSTRIELLES ET FINANCIERES DE LA COTONTCHAD - DEGRADATION CORRELEE DU DEROULEMENT DES CAMPAGNES DE PRODUCTIVITE.....	52
6.1. ORIGINE ET ORGANISATION DU BASSIN INDUSTRIEL.....	52
6.2. APPRECIATION DES PERFORMANCES INDUSTRIELLES	53
6.2.1. Données structurelles	53
6.2.2. Des indicateurs de performance techniques en dégradation.	56
6.3. DIFFICULTES ET PERSPECTIVES POUR LA COTONTCHAD.....	57
6.4. PERCEPTIONS DES PLANTEURS ET DES AV SUR LES CAMPAGNES DE PRODUCTIVITE	58
6.4.1. Perceptions relatives à la mise en place des intrants	58
6.4.2. Perceptions relatives à l'ouverture des marchés	58
6.4.3. Perceptions relatives à l'enlèvement du coton graine.....	59
6.4.4. Perceptions relatives à la pesée du coton graine.....	59
6.4.5. Perceptions relatives au classement du coton graine.....	59
6.4.6. Perceptions relatives au paiement du coton graine	60
<u>PARTIE 3 : PERSPECTIVES ET PRIVATISATION</u>	
I – L’OBJECTIF DE LIBERALISATION A L’EPREUVE DES REALITES	62
1.1. LE PROCESSUS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE PRODUCTEURS.....	62
1.1.1. Etat des lieux	62
1.1.2. Eléments de débat.....	63
1.2. LA PRIVATISATION DE LA SOCIETE COTONNIERE.....	64
1.2.1. Ancrage historique et déroulement de processus	64
1.2.2. Eléments de débat.....	64
1.3. REPOSITIONNEMENT DE L’ETAT ET DEVENIR DES FONCTIONS CRITIQUES	65
II – PERCEPTIONS D’ACTEURS RELATIVES A LA PRIVATISATION	69
2.1. PERCEPTION DU SEGMENT PRODUCTION SUR LA PRIVATISATION DE LA COTONTCHAD	69
2.2. PERCEPTION DES COMMERÇANTS LOCAUX SUR LA PRIVATISATION DE LA COTONTCHAD.....	72
CONCLUSION	73
BIBLIOGRAPHIE	74

Résumé

La filière coton confère une identité régionale certaine à l'espace des savanes soudaniennes du Tchad. Son rôle économique est stratégique pour le développement de cet espace et la sécurité alimentaire des acteurs qui y vivent. Elle y est néanmoins confrontée à un haut niveau de contraintes pour la production comme pour l'exploitation industrielle : la faible quantité d'infrastructures fonctionnelles, la déstructuration du tissu économique, l'état du réseau routier, l'enclavement des zones de production et d'égrenage, l'éparpillement des structures de production génèrent des difficultés considérables pour l'exploitation industrielle (coûts d'évacuation, organisation des campagnes de productivité) comme pour la production agricole (faible accès aux innovations techniques). A ces facteurs s'ajoutent notamment les faiblesses de l'encadrement technique et de la structuration des producteurs.

L'accès à la traction animale est le premier facteur de différenciation des exploitations manuelles et familiales qui produisent du coton. Leurs performances technico-économiques apparaissent très faibles par comparaison aux autres pays de la zone AOC. Cet état de fait résulte pour l'essentiel d'un ensemble de pratiques (faible recours à la fertilisation minérale, utilisation marginale d'herbicide, décalage de semis et d'épandage, etc.) opérées en réponse aux contraintes d'un environnement externe défavorable. Dans un contexte de dysfonctionnements accrus dans le déroulement des campagnes de mises en place des intrants, de collecte et de paiement du coton graine, les marges de manœuvre des producteurs sont extrêmement réduites. La mise en place d'alternatives pour l'accès aux crédits et aux intrants est la première condition d'une amélioration de la productivité au champ. D'autres pistes d'innovation technique existent à différents niveaux de l'itinéraire technique.

La structuration des producteurs en organisations réellement opérationnelles se limite dans la plupart des cas à des groupements d'intrants qui constituent le noyau des associations villageoises (AV). De faible taille, les AV gèrent la commercialisation locale du coton graine au sein de marchés autogérés dispersés à travers toute la zone soudanienne. Cette forme d'organisation est particulièrement desservie par :

- un système inéquitable de risques presque unilatéralement supporté par les producteurs, y compris ceux nés des défaillances de la société cotonnière ;
- une caution solidaire à la seule échelle villageoise qui se réduit à un système peu performant de recouvrement des crédits intrants pour la société cotonnière lorsqu'il ne constitue pas un outil d'exclusion et de déstructuration sociale ;
- diverses pratiques de minimisation des risques marchés recouvrant en particulier des arrangements perturbant la logique des échanges. Ils sont favorisées par la détérioration du déroulement des campagnes cotonnières, les écarts de prix pratiqués à l'usine entre les trois catégories de coton graine, la faiblesse des marges de manœuvre financières des planteurs et leur absence d'implication dans l'organisation des campagnes de productivité.

Dans la perspective d'une privatisation, les modalités d'apurement de la dette des AV qui a atteint un niveau critique doivent être définies. Parallèlement, la Charte des Marchés Autogérés devrait être renégociée pour apporter un équilibre entre les producteurs et la Cotontchad

A l'échelle supérieure, le système d'organisation professionnelle des producteurs de coton comporte de nombreuses faiblesses. Les Comités de Coordination Locale, censés représenter et défendre les producteurs selon un schéma électif pyramidal, sont généralement perçus par les chefs d'exploitation comme une institution para-administrative disposant d'un pouvoir de taxation. Dans la pratique, ils participent aux discussions nationales concernant la filière, assurent le prélèvement d'une cotisation des producteurs en vue de la privatisation, assument localement la transmission top-down d'informations contextuelles, mais leur efficacité est limitée. D'autres organisations paysannes ou syndicats de producteurs historiquement constitués et présents régionalement, sont absentes du paysage décisionnaire (SYNTRAD, AOPK, GUMAC, etc.)

Concernant les fonctions critiques, les faiblesses simultanées -tant sur le plan financier que sur celui des ressources humaines- des services de l'Etat connexes à la production (encadrement technique, recherche cotonnière) ne leur permettent plus de jouer que très imparfaitement leur rôle. La révision de ces fonctions est un facteur clé de la réforme du secteur. Les performances de la production de semences de coton pourraient également être améliorées.

L'entreprise Cotontchad rencontre des difficultés financières et une perte de compétitivité amont et aval. Les performances industrielles sont limitées. La dégradation de l'outil a réduit la capacité réelle de traitement du coton graine. Les campagnes d'égrenage se déroulent de façon chaotique : elles sont soumises à de fréquents arrêts pour des causes non-techniques. A ces éléments s'ajoutent des dysfonctionnements dans la mise en place des intrants, l'évacuation du coton graine et le paiement du coton. Au plan local, les difficultés de l'entreprise cotonnière ont un impact sur la sécurité alimentaire et la préparation des campagnes agricoles. Elles entraînent une perte de confiance des producteurs en la société cotonnière, l'émergence de systèmes de profits marginaux fondés sur les défaillances de l'opérateur et le développement par les planteurs de stratégies de minimisation des risques. Plusieurs sources d'amélioration de la situation existent néanmoins :

- obtention d'un prêt de réhabilitation industrielle de la BDEAC (4 Milliards de FCFA) permettant le renouvellement d'une partie de la flotte de camions et une rénovation de l'outil ;
- mise en service de l'axe bitumé Moundou-Ngaoundéré qui devrait générer une économie annuelle d'1,6 milliards de F CFA pour 80 000 t de fibres sur les coûts de transport ;
- réintégration de l'Huilerie Savonnerie, privatisée il y a 3 ans ;
- restructuration financière de l'entreprise en cours.

Affaiblie par les effets d'une baisse drastique des cours du coton sur le marché mondial, la filière évolue dans la perspective à échéance 2008 d'une privatisation de l'entreprise cotonnière accompagnée du renforcement des capacités des producteurs et d'une redéfinition du rôle de l'Etat :

➤ Deux *scénarii* sont retenus pour la privatisation de la société cotonnière: cession d'actions avec conservation de l'unité territoriale ou cession d'actifs en 2 à 3 blocs de production et d'exploitation industrielle. Si ce dernier choix est le plus probable, la décision définitive concernant l'option à suivre ne devrait être arrêtée qu'au terme du 1^{er} trimestre 2007 ;

➤ Alors que le choix des *scenarii* de privatisation dont dépend partiellement le devenir des fonctions critiques de la filière n'est pas encore opéré, le renforcement des capacités de producteurs est directement piloté par la CTRC et le PSAOP (Banque Mondiale) vers la constitution, par évolution juridique des CCL, de coopératives devant notamment assumer l'approvisionnement en intrants, la production et la commercialisation du coton. Si cette évolution reflète un souhait effectif des planteurs, le niveau de risque associé au processus demeure important.

➤ Le repositionnement de l'Etat pose diverses questions ayant trait aux objectifs de développement rural assigné au secteur coton et aux modalités du partenariat privé/public à établir :

- devenir du principe de pan-territorialité des prix d'achat du coton et de vente des intrants ;
- devenir des zones marginales de production ;
- évolution des filières crédit et intrant ;
- mutations des fonctions connexes à la production (semences, encadrement, recherche) ;
- définition d'un schéma viable de réhabilitation et de maintenance du réseau routier, comprenant les modalités de participation de l'opérateur cotonnier aux coûts d'entretien ;
- clarification de l'implication attendue de la part des planteurs dans la gestion des flux physiques.

L'ensemble du processus est susceptible d'avoir des conséquences durables sur le développement des savanes soudaniennes du Tchad. De ce fait, il comporte un haut niveau de risque, notamment si le secteur coton est insuffisamment restructuré avant la mise en œuvre de la privatisation et si les prises de décisions politiques ne clarifient pas suffisamment les règles du jeu régissant les rapports entre les différents acteurs de la filière.

Introduction

Concentrant l'essentiel de la production agricole du pays, la zone soudanienne du Tchad s'étend sur 130 000 km² pour une population de plus de 3 000 000 d'habitants. La filière coton y joue un rôle primordial au plan économique : il peut être estimé que près de 2 millions de personnes¹ tirent un revenu direct ou indirect de la cotonculture (producteurs, transporteurs, fournisseurs, commerçants, etc.). Ceci confère aux évolutions touchant la filière une importance particulière au regard de leurs conséquences directes ou induites sur le développement économique de cet espace et à sa stabilité.

Les mutations rapides du secteur faisant ressortir un besoin d'informations actualisées (annexe 1), la présente étude est le résultat d'un travail d'enquêtes de terrain menées en zone soudanienne du Tchad auprès de l'ensemble des acteurs de la filière coton. Ce travail a mobilisé 180 hommes-jours d'octobre à décembre 2005.

Dans un contexte caractérisé par un haut niveau de contrainte pour la production et l'exploitation industrielle, la filière cotonnière tchadienne subit actuellement une grave crise structurelle et contextuelle, tandis qu'un double processus de libéralisation de la filière et de privatisation de la société industrielle a été engagé.

Quel diagnostic peut-on porter sur le fonctionnement actuel de la filière ? Comment se traduisent à l'échelle des producteurs et des associations villageoises les mutations engagées à l'échelle nationale ? Quels sont les potentialités et les risques inhérents au processus de libéralisation en cours ? Comment celui-ci est-il perçu ?

Dans un premier temps, la démarche méthodologique employée pour apporter des éléments de réponse à ces différentes questions est succinctement présentée. Le contexte de production cotonnière et d'exploitation industrielle est décrit, ses conséquences sur le fonctionnement de la filière analysées. Différents indicateurs sont ensuite employés pour décrire et analyser les segments et les acteurs de la filière sous l'angle des systèmes de fonctionnement en place, des flux qui les traversent et des relations inter-acteurs.

Enfin, le processus de libéralisation est présenté et analysé sous l'angle de ses conséquences possibles sur la zone soudanienne du Tchad, une attention particulière étant portée aux perceptions dont il fait actuellement l'objet en milieu rural.

¹ Estimation basse basée sur des exploitations agricoles faisant vivre 6 personnes en moyenne

PARTIE I
DEMARCHE D'ANALYSE ET ELEMENTS DE
CONTEXTE

I – Démarche d'analyse

On se reportera à l'annexe 2 pour une présentation exhaustive de la démarche méthodologique suivie pour procéder à ce diagnostic. Schématiquement, les segments « production », « commercialisation primaire » et « commerçants locaux » ont été explorés par enquêtes semi-quantitatives à partir d'un échantillon de 170 associations villageoises (AV) à la production cumulée de 12 120 tonnes de coton graine en 2004 ; 204 exploitations agricoles (EA) et 170 commerçants locaux. Deux formes d'échantillonnage ont été associées. Les autres segments ont été explorés par enquêtes qualitatives auprès d'acteurs ressources et par capitalisation bibliographique.

1.1. Echantillonnage géographique

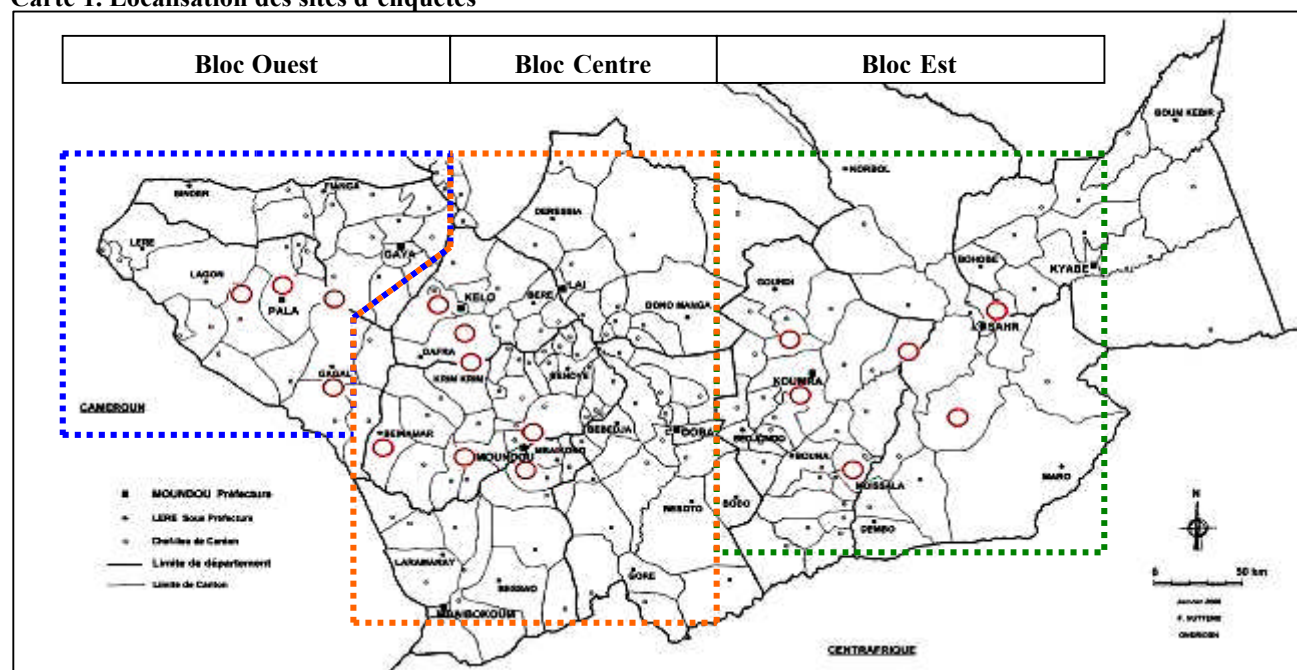
1.1.1. Echantillonnage des zones d'enquêtes à l'échelle de la zone soudanienne

En adoptant une posture d'analyse centrée sur la comparaison de situations contrastées, le premier niveau d'échantillonnage permettant de choisir parmi les neuf zones usines se centrait sur les blocs d'exploitation cotonnière. Ce niveau d'échantillonnage recoupe partiellement le zonage agro-écologique des savanes soudanaises (cf. infra). Pour l'ensemble des blocs d'exploitation, seules cinq zones usines pouvaient être retenues pour l'enquête de terrain du fait des contraintes logistiques. Il a été fait le choix de centrer l'enquête sur les cinq zones usines les plus importantes en terme de tonnage, (Pala, Kélo, Moundou, Koumra et Sarh) les zones liminaires trop spécifiques étant de ce fait éliminées. Ceci permettait conjointement de limiter les déplacements à effectuer.

1.1.2. Echantillonnage des sites d'enquêtes dans chaque zone-usine sélectionnée

Deux critères de différenciation ont été employés dans le choix des sites enquêtés au sein des zones usines sélectionnées : distance à l'usine (proche, mi-distance, limite du rayon de collecte) et état des voies de communication. Au final, 17 sites ont été explorés, répartis grossièrement selon une ligne ouest-est (carte 1 et tableau 1). Pour chaque site retenu, dix responsables d'AV, douze chefs d'exploitation et dix commerçants locaux ont été enquêtés.

Carte 1. Localisation des sites d'enquêtes



Source : enquêtes (2005)

Tableau 1. Nature des sites d'enquêtes retenus par zone-usine

Usine	Dist. usine / rayon collecte	Site	Remarques
Pala	Proche	Pala Nord – Gouin Lara	
	Mi-distance	Doué	
	Limite collecte	Sud et Ouest Gagal – Mar	Echanges frontaliers
	Zone tampon	Sorga – Ngoko	Livraison aux 2 usines
Kélo	Proche	Kélo ouest	Transfert d'intrant sur riziculture
	Mi-distance	Kélo sud	
	Limite collecte	Krim-Krim	
Moundou	Proche	Miladi – Donia	
	Proche	Mbala – Mbalkabra	
	Mi-distance	Badé	Désaffectation pour la cotontculture
	Limite collecte	Sud Beinamar	coton de 2004 non collecté fin 2005
Koumra	Proche	Koumra ouest	
	Mi-distance	Goundi sud	
	Limite collecte	Moissala Nord ouest	coton de 2004 non collecté fin 2005
Sarh	Proche	Sarh Nord : Kotongoro	
	Mi-distance	Sarh Ouest : Dokassi Kémata	
	Limite collecte	Sarh sud : Koumogo	

Source : enquêtes (2005)

1.2. Echantillonnage social

L'échantillonnage social des enquêtes de terrain a été conduit selon les principes ci-dessous :

➤ Producteurs : compte tenu de la nature des informations recherchées, il a été fait le choix d'enquêter des chefs d'exploitation ayant produit du coton en 2004. Deux critères de différenciation de ces producteurs ont ensuite été employés :

- poursuite ou abandon de la production de coton en 2005 ;
- catégorie d'exploitation, selon des critères de typologie structurelle déjà connus centrés sur la forme d'accès à la traction animale (Leroy J., Djondang K., Mbetid Bessane, Havard M., 2003)

➤ Associations villageoises : Celles-ci ont été enquêtées sur la base d'une analyse par petite région de production correspondant plus ou moins au canton. Elles ont ensuite été analysées sur la base de l'importance des volumes de production commercialisés

➤ Commerçants : L'objectif était ici d'avoir un aperçu de l'influence de la filière coton sur les activités commerciales locales. Deux critères de différenciation se recoupant partiellement ont été employés : origine du commerçant et nature de l'activité commerciale.

Les critères employés pour l'organisation des enquêtes de terrain sont synthétisés ci-dessous.

Tableau 2. Organisation des enquêtes de terrain pour chaque site d'enquête

Structuration des enquêtes			Nb. Enquêtes	Remarque
Commerçants villages voisins (dont chef lieu de canton)		Autochtone	4	Vendeurs d'intrants, stockeurs de céréales, autres (ex. transporteurs)
		Allogènes	4	
Commerçants du village		Autochtone	1	
		Allogène	1	
Bureau AV village central		AV productrice de coton en 2004, commercialisé en 2005	9	Enquête collective en présence du convoyeur
AV voisines du village central			1	
Producteurs de coton en 2004	Producteurs ayant abandonné le coton en 2005		2	Itinéraire technique 2004
	Producteurs de coton en 2005	Femmes CE	2	Itinéraire technique 2005
		Non usagers de TA	2	
		Locataires de TA	4	
		Prestataire de service pour TA	2	
Nombre total d'enquêtes			32 enquêtes / site dont : 10 AV, 12 CE, 10 commerçants.	

Source : enquêtes (2005)

On se reportera à l'annexe 3 pour une présentation des fiches et grilles d'enquêtes employées. L'annexe 4 localise précisément les sites enquêtés.

II – Contexte de production et d'exploitation cotonnière

2.1. Un espace mosaïque composé de zones à dynamiques et enjeux spécifiques

La zone soudanienne du Tchad couvre une superficie de 130 000 km² pour une population estimée à 3 000 000 d'habitants. Cette région est marquée par l'intégration sous un même vocable d'espaces à dynamiques spécifiques : aires protégées, fronts pionniers, zones de migration, zones périurbaines, zones saturées, zones d'interface agriculture / nomadisme / élevage semi sédentarisé, zones d'exploitation pétrolière, etc.

En substitution à la définition de cet espace par un clivage nord-sud, la présence de ces dynamiques particulières autorise la construction d'une représentation centrée sur la juxtaposition d'espaces à potentialités, enjeux et contraintes spécifiques selon des différentiels multiples (Magrin, 2000):

- différentiels démographiques : des espaces d'accueil, (5 hab./km²) côtoient des espaces saturés (> 120 hab./km²) ;
- différentiels d'enclavement, tant en terme de niveau qu'en terme de conditions : si certaines régions connaissent un enclavement saisonnier lié à l'épandage de crues dans les plaines d'inondation, d'autres souffrent d'un enclavement lié à l'éloignement des trames urbaines, des voies de communication et des flux commerciaux (Kyabé). Par opposition, des interfaces d'activités humaines demeurent aisément accessibles en toute saison (Moundou) ;
- différentiels agricoles : à la vision d'un espace fondé sur un unique bassin cotonnier émaillé de pistes cotonnières et d'usines d'égrenage se substitue une organisation de la mise en valeur agricole selon des bassins de production spécialisés (arachide, tubercules, riz, etc.).
- différentiels industriels et urbains : à l'exploitation pétrolière (Komé) ou industrielle (Moundou) répond la désaffectation de certains espaces (Laï) à l'écart des dynamiques soutenues vis-à-vis des pôles majeurs d'activité économique.

La culture cotonnière offre assurément une identité régionale à cet espace mosaïque, soit parce qu'elle est pratiquée, soit parce qu'elle induit des conséquences sur une zone particulière (transfert d'intrants coton sur les espaces rizicoles, par exemple). Pour autant, cette représentation impose qu'une politique cotonnière efficace soit construite à une échelle sub-locale pour s'assurer d'une certaine efficacité (substitution à la culture cotonnière en zones marginales, par exemple).

2.2. Potentialités et contraintes du milieu physique

Une analyse du potentiel agronomique de la zone soudanienne du Tchad est effectuée en annexe 5. Le tableau 3 ci-dessous en synthétise les principales conclusions.

Tableau 3. Potentialités et contraintes induites par le milieu physique

Facteur de milieu	Description du facteur	Contrainte associée
Climat	Climat intermédiaire entre la zone équatoriale du sud Cameroun et la zone sahélienne au nord. Pluviométrie : 800 à 1300 mm de pluie par an, selon un gradient croissant du nord vers le sud. Important aléa pluviométrique interannuel. Fort aléa d'installation des pluies en début de saison pluvieuse	Risque fort pour le rendement final au moment de la 1 ^{ère} phase du cycle cultural du coton, (imprévisibilité de démarrage des pluies, marqué par une probabilité de « sec » Forte érosivité des pluies Limitation de la durée possible de la campagne d'égrenage à 150 jours (pas d'égrenage au-delà de 11% d'humidité, faibles capacités de séchage)
Sol	Principalement : sols tropicaux ferrallitiques ou ferrugineux Minéralisation rapide la matière organique	Sols fragiles mais sains au plan agronomique Problèmes localisés d'érosion / dégradation de la fertilité (lixiviation)

Source : Arrivets J. et Rollin D. (2003)

2.3. Potentialités et contraintes du milieu humain

Les potentialités et contraintes du milieu humain (cf. annexe 5) sont tout d'abord celles de différentiels démographiques associés à un peuplement ethnique différencié.

Tableau 4. Potentialités et contraintes induites par les facteurs démographiques et ethniques

Facteur démographique	Caractéristiques associées
Multiplicité ethnique	Juxtaposition de systèmes sociaux différenciés du point de vue de la gestion collective des facteurs de production agricole (attribution du foncier, zones de pâturage, en particulier). Niveaux variables d'intégration agriculture-élevage : - Ouest et extrême Est : présence de règles performantes d'accès et de gestion des pâturages, forte légitimité des structures coutumières et moindre occurrence des conflits agriculture-élevage - Centre, Nord et Sud-est : absence de tradition d'élevage bovin sédentaire, (apparu tardivement avec la vulgarisation de la traction animale en cotonculture) : Structures sociales plus lâches et conflits (agriculture/ élevage) plus fréquents
Densification de l'occupation humaine dans les espaces situés le long des axes de communication à praticabilité permanente	Accroissement de la pression sur l'espace cultivable Localement, réduction de la durée des jachères et dégradation de la fertilité des sols Densification du réseau d'exploitations cotonnières favorisant la constitution de pôles de production d'importance significative. Phénomène pouvant s'accroître dans le futur par une probable concentration induite par la privatisation (cf. infra)
Désaffectation des zones faiblement peuplées	Eparpillement des structures de production générant des coûts de collecte si importants que l'exploitation industrielle du coton ne peut y être considérée comme rentable.

Elles relèvent également de situations d'enclavement polymorphe.

Tableau 5. Facteurs et formes d'enclavement

Facteur d'enclavement	Forme d'enclavement	Caractéristiques associées
Absence d'accès direct au transport maritime	Enclavement de la zone soudanienne au sein de la sous-région	Frais d'approche et coûts d'évacuation élevés (coût du transport / mise à FOB = 15% du prix de revient de la fibre en 1998) Difficultés de gestion des exportations de fibres et des approvisionnements en inputs de production et d'exploitation industrielle Importance de la distance à parcourir multipliant les risques de ruptures de charges (durée moyenne du trajet d'une balle de coton de l'usine à Douala : 3 semaines)
Distribution des usines selon un axe ouest/est avec export du coton selon une «porte» unique à l'ouest.	Enclavement différentiel des usines en fonction de la distance à Ngaoundéré (420 à 1100 km avant ouverture de l'axe Moundou – Touboro - Ngaoundéré)	Facteur de rentabilité différentielle des usines (les coûts d'évacuation sont linéairement fonction de la distance à Ngaoundéré). Usines de Kyabé et de Sarh très défavorisées (éloignement, mauvais état des pistes en saison des pluies). Avantage comparatif des usines frontalières (Léré, Pala, Gaya), pour l'export de fibres et de graines destinées aux huileries nigérianes). Atténuation de cette forme d'enclavement à partir de 2006 : rapprochement des usines par l'ouverture de l'axe Moundou-Ngaoundéré, projet de bitumage de l'axe Moundou-Sarh
Taille importante des bassins de production autour des zones usines	Enclavement différentiel des zones de production au sein des zones usines en fonction de : - leur distance à l'usine - l'état des pistes - l'accessibilité saisonnière	Rayon moyen de collecte le plus élevé de la zone AOC avec 2 situations distinctes : * Bloc Ouest : rayon de collecte < 60 km ** Blocs Centre et Est : jusqu'à 150 km (Moundou, Sarh). Le coût de transport MAG – usine représente 6 % du prix de revient de la fibre.

Aux contraintes associées à ces différentes formes d'enclavement s'ajoute une atomisation de la production qui n'est rendue possible que par l'existence d'un système de péréquation des prix et des coûts sur l'ensemble de la zone soudanienne².

² Correspondant à un système de double compensation des coûts entre usines et entre zones de production

2.4. Contexte agraire

Un zonage agro-écologique des savanes soudaniennes du Tchad est présenté en annexe 6. Le tableau ci-dessous schématise les principales caractéristiques agraires de cet espace.

Tableau 6. Caractéristiques schématiques du contexte agraire

	Indicateur	Caractéristique de l'indicateur
Agriculture	Type	Agriculture manuelle et familiale. Sans aménagement, conduite de successions culturales annuelles impossible, sauf dans les bas-fonds et les plaines inondables ainsi que dans les espaces présentant conjointement une tradition d'élevage bovin sédentaire et des règles performantes de contrôle de l'accès aux pâturage
	Culture	En zone exondée : céréale vivrière systématique + une (ou plusieurs) culture(s) de rente (arachide et/ou coton). Présence de bassins de production spécialisés : tubercules (sud), maïs (Gagal), etc.
	Elevage	Petit élevage généralisé. Elevage bovin limité, présentant un degré d'intégration à l'agriculture très variable
Structures d'exploitation	Terre	Foncier ouvert, de petite taille, soumis au recouvrement de plusieurs règles de droit
	Capital	Capital d'exploitation peu important. Capitalisation fréquente sous forme d'épargne sur pieds. Accès au crédit limité au secteur informel (hors « crédit » intrant)
	Travail	Faible productivité du travail. Accès limité à la traction animale ³ . Accès et recours limités aux intrants : herbicide non employé (sauf zone frontalière), fertilisation minérale restreinte.
	Facteurs de différenciation des exploitations	Caractéristiques des zones agro écologiques auxquelles elles appartiennent (type de milieu physique, degré de saturation foncière, importance de la transhumance, etc.) Niveau d'équipement et forme d'accès à la traction animale (non usager, locataire, propriétaire, prestataire de service pour la préparation des sols) Degré d'intégration agriculture élevage
	Choix d'exploitation	D'abord opérés selon une logique court terme marquée par la préoccupation alimentaire annuelle
	Pratiques	Brûlis, labour et associations culturales sont des pratiques généralisées dans la grande majorité des exploitations
	Performances techniques	Rendements moyens 1974-2001 : coton : r. < 800 kg/ha ; sorgho : r. < 700 kg / ha Fort aléa de rendement : 500 kg/ha < r moyen sorgho < 900 kg / ha

2.5. Eléments de contexte économique

2.5.1. Contexte macro-économique

Une analyse de conjoncture est présentée en annexe 7. Le tableau ci-dessous présente quelques caractéristiques du contexte macroéconomique dans lequel évolue la filière cotonnière tchadienne

Tableau 7. Eléments de contexte macro-économique

Indicateur	Evolutions de l'indicateur
Evolution des cours	Variations interannuelles de très forte amplitude. Versatilité des indices Cotton Outlook A et B
Structure du marché	Influence du marché chinois : ¼ de la production mondiale, ¼ des stocks mondiaux, 30% de la consommation sur la période 1980 / 2001
	Commerce effectué en US \$ (risque sur le prix perçu en FCFA lorsque le dollar est à la baisse)
Etat des négociations de l'OMC	Accord en décembre 2005 : Fin des subventions à l'exportation sur les produits agricoles en 2013, (2006 pour le coton). Accès aux marchés des pays développés en franchise de droits et sans contingentement pour les 32 pays les moins avancés membres de l'OMC -dont le Tchad-. Remise en cause de l'accord en juillet 2006 suite à l'échec des discussions à 6
Conjoncture	Production de l'année 2004/2005 : 2 ^{ème} niveau de record historique Stocks mondiaux : 11 millions de tonnes en 2005 (plus haut depuis 20 ans) Dépassement de la demande par l'offre de 600 000 t en 2005

³ dans les zones sans tradition d'élevage bovin sédentaire, la vulgarisation cotonnière a historiquement contribué au développement de la traction animale

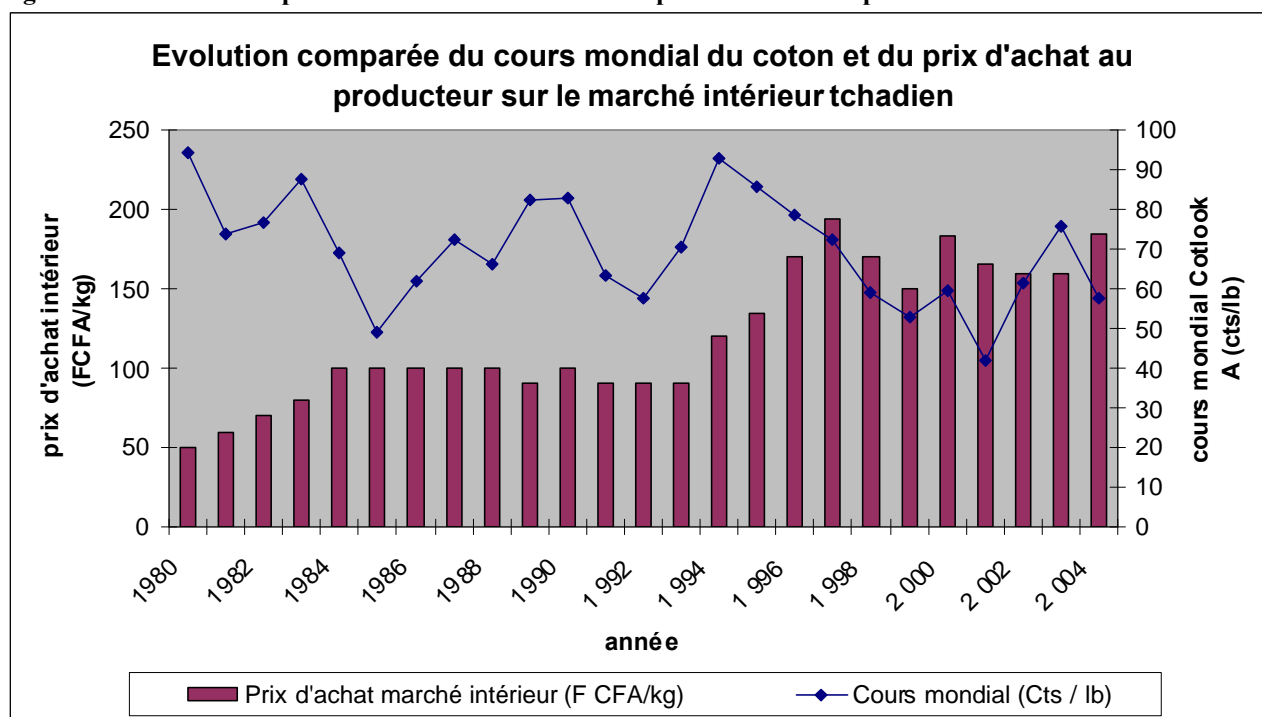
2.5.2. Fixation du cours du coton sur le marché intérieur

La fixation du prix du coton graine sur le marché intérieur tchadien résulte actuellement :

- d'une négociation bipartite Cotontchad-Comités de Coordination Locale, supervisée par l'Etat ;
- d'un éventuel arbitrage politique pouvant porter sur l'octroi d'une subvention complémentaire pour soutenir le cours du coton.

Le prix d'achat du coton sur le marché intérieur est ensuite fixé par arrêté du Ministère du Commerce. Il est unique pour l'ensemble de la zone cotonnière (cf. infra). Sauf exception⁴, il n'est pas revu par la suite. Il montre plus généralement un certain découplage de l'évolution internationale des indices de références (figure 1). Une question actuellement débattue concerne la mise en place d'un système de stabilisation des cours d'achat du coton sur le marché intérieur.

Figure 1 : Evolution comparée des cours mondiaux et des prix intérieurs au producteur



Source : UNCTAD (2005)

Le système actuel repose sur le panterritorialité des cours d'achat du coton graine et de l'imputation des intrants : il garantit l'unicité des prix d'achat du coton et de vente des intrants dans l'ensemble de la zone soudanienne, et ce :

- quelle que soit la distance à l'usine, donc les coûts réels de transport pour l'approvisionnement des AV en intrants et l'enlèvement du coton-graine ;
- quelle que soit l'usine considérée, donc les coûts d'évacuation des fibres et les charges de transport pour l'approvisionnement des usines en intrant.

⁴ Versement d'un complément en 97/98 suite à une commercialisation meilleure que celle initialement escomptée, révision à la baisse du prix annoncé lors de la campagne 99/00 suite à une inversion de tendance du marché mondial.

2.6. Une filière stratégique pour l'économie tchadienne

La filière cotonnière occupe un rôle à la fois stratégique et structurant de l'économie tchadienne à différentes échelles du local au national. Le tableau ci-dessous en synthétise les principaux éléments, complétés par l'annexe 8. .

Tableau 8. Liens stratégiques entre la filière cotonnière et différentes composantes de l'économie tchadienne

Segment stratégique	Type de relations / d'impacts	Données chiffrées
Economie nationale	Rôle dans le fonctionnement du système bancaire national	La Cotontchad est le 1 ^{er} emprunteur du système bancaire national
	Place dans la balance des paiements	Le coton est le 2 ^{ème} poste d'exportation hors pétrole depuis 97 avec 30% en valeur (part en diminution depuis 2000)
	Impôts et taxes alimentant le budget de l'Etat	La Cotontchad procure à l'Etat 4 à 8 Milliards F CFA annuels d'impôts et taxes diverses
Production agricole	Importance des superficies cultivée	250 000 ha (moyenne 1990-2000), avec de fortes variations interannuelle (Ecart type : 64 000 ha)
Emploi	Création d'emplois directs liés à la production	250 000 exploitations faisant vivre de 1,5 à 2 millions de personnes
	Création d'emplois directs liés à l'exploitation industrielle	Cotontchad hors huilerie : 1800 employés (4/9 permanents) ; Masse salariale : 3,5 Milliards FCFA
	Création d'emplois indirects liés à l'exploitation industrielle	Fournisseurs de la Cotontchad : Banque : SGTB, BEAC, BIAT - Transport : STAT ⁵ Trames, STC, STK, UTA, STACCT, SOTRAS - Electricité : STEE - Carburant : TAMOIL - Matériel agricole : SIMAT ⁶ - Fourniture d'intrants : SETEX, ADER, HYDROCHEM - Pièces détachées : DAGRIS, etc
	Création d'emplois indirects liés à la production	Prestation de service (traction animale), main d'œuvre rémunérée (sarclages, récolte) ; etc.
Développement rural	Apports financiers dans des EA peu monétisées par ailleurs	40 à 50 milliards FCFA / an (remboursement crédits intrants à déduire)
	Source de désenclavement	Rayon moyen de collecte : 108 km (97/98) ; 160 km (2002/2003) Entretien des pistes : fonction connexe de la filière
	Accès à l'innovation et à l'encadrement	Seule filière intrant organisée, le coton est perçu comme un moyen d'accès à la traction bovine
Sécurité alimentaire	Liens retards de paiement / capacité financière des ménages	Marché de Moundou: cours du sorgho 3 fois plus influencé par la masse monétaire injectée par le coton que par le niveau de production (base chiffre 1990 – 2000)
	Liens entre masse financière du coton et cours des vivriers	
Cohésion sociale	Répercussions positives de la production de coton	Structuration du milieu en AV, groupes d'entraide ou de travail en commun pour les récoltes
	Répercussions négatives de la production de coton	Compétition pour l'accès aux intrants, conflits nés de l'application de la caution solidaire
Economie locale (cf. aussi annexe 13)	Octroi de crédits usuraires par les commerçants locaux	83% des commerçants pourvoient du crédit usuraire à court terme (< 6 mois dans 50% des cas). Coton = garantie de paiement, échéance fixée au paiement du coton. Montant maximum accordé < 30 000 F CFA dans 80 % des cas. Taux d'intérêt : 50 à 75 % de la valeur du montant emprunté.
	Volume d'activité commerciale significativement corrélé au cycle agricole (et plus spécifiquement au cycle de production / paiement du coton)	Volumes de ventes les moins importants : période de soudure alimentaire Volumes de ventes les plus importants : période de récolte et de vente des vivriers marchands + période de déblocage des paiements du coton produit en 2004 + période de démarrage de la campagne culturale qui impose des besoins en équipement agricole et en intrants
	Dépendance de l'activité commerciale au fonctionnement de la filière cotonnière	90% des commerçants jugent leur activité dépendante de la filière coton, en lien avec : - l'injection d'une importante masse monétaire au moment du paiement du coton ; - l'impact des retards de paiement du coton sur l'activité commerciale (ventes, remboursements) ; - la rarefaction de la disponibilité financière des producteurs en cas de sanction de la Cotontchad (caution solidaire, conséquences d'un transfert) ou lorsque le village abandonne la cotonculture. - la réalisation d'une activité dépendante de la filière coton : vente de fournitures, transport

⁵ STAT : Société Tchadienne Affrètement et transit (50% Cotontchad – 50% SAGA (Bolloré)

⁶ SIMAT : Société Industrielle de Matériel agricole, détenue à 50% par la Cotontchad

PARTIE 2 : ELEMENTS DE DIAGNOSTIC DE LA FILIERE COTON

I– Eléments d’analyse globale de la filière

Ce paragraphe vise à donner un socle de description de la filière coton par stade et catégories d’acteurs, un accent particulier étant mis sur les relations qui les lient et les flux qu’ils subissent ou activent.

1.1. Présentation des différents stades de la filière

Le repérage des différentes phases de la filière (Tableau 9) indique sommairement la succession des opérations aboutissant à l’exportation des fibres de coton à Douala ainsi que les axes suivis pour la restructuration du secteur.

Tableau 9. Repérage des différents stades de la filière coton tchadienne

Phase	Stade
Fourniture des inputs à la production	Fourniture de semences aux associations villageoises à partir des usines
	Acheminement des semences aux producteurs
	Approvisionnement en intrants hors semences et acheminement aux usines
	Acheminement et distribution des intrants hors semences aux AV
	Répartition des intrants hors semences entre les producteurs
Production et organisation des producteurs	Production de coton graine
	Organisation des producteurs
Services connexes à la production	Sélection variétale et filière de production de semences
	Encadrement et vulgarisation technique
	Recherche cotonnière
	Aménagement du réseau routier
Commercialisation du coton graine	Fixation des prix de campagne sur le marché intérieur
	Constitution de l’équipe de gestion du MAG
	Préparation du MAG puis gestion de l’acheminement du coton au marché local
	Préparation du convoyage à l’usine
	Organisation de l’enlèvement du coton et convoyage à l’usine
	Pesée, classement et paiement à l’usine
Financement campagne industrielle et appro. en inputs de transformation	Financement de la campagne industrielle en lien avec la campagne de production
	Achat et fourniture de carburant
	Achat et fourniture aux usines de pièces détachées et consommables
Transformation primaire	Egrenage : séparation des fibres et de la graine
Valorisation des produits	Commercialisation des fibres à l’export
Valorisation sous-produits	Graines (3 circuits) : semences, vente (export et marché intérieur), livraison à l’huilerie
Transformation des sous-produits (circuit intégré)	Décorticage : à partir des graines, séparation de la coque, la bourre et l’amande
	Production d’huile, de tourteaux, d’électricité puis commercialisation
Réforme sectorielle – libéralisation de la filière	Gestion et accompagnement du processus
	Organisation / structuration des producteurs
	Redéfinition des règles et du rôle de l’Etat (fonctions critiques, services connexes)
	Privatisation

1.2. Analyse fonctionnelle

Pour chaque stade de la filière, différents acteurs assurent une fonction déterminée permettant d’aboutir à un produit donné, ce produit pouvant se présenter physiquement ou prendre la forme d’un service. Le repérage des différents acteurs impliqués pour accomplir une fonction déterminée (tableau 10 et suivants) permet d’analyser :

- les différents acteurs en relation pour accomplir une fonction déterminée aux différents stades de la filière ;
- les relations liant les acteurs assurant une fonction donnée à une fonction liée en amont ou en aval de celle qu’ils accomplissent.

Des indicateurs de performance sont également portés pour chaque stade analysé.

Tableau 10. Analyse fonctionnelle de la filière coton au Tchad : phase approvisionnement en inputs de production

Stade de la filière	Fonction	Acteurs	Produit	Performances
Approvisionnement des AV en semences	Livraison de semences aux AV depuis l'usine	Usines – transporteurs	AV approvisionnées en semences « gratuites » (cf. infra)	Semences globalement livrées à temps et en quantité suffisante.
	Approvisionnement complémentaire marginal (déstockage, achat...)	AV voisine disposant de stock		
		Transporteurs		
Approvisionnement des producteurs en semences	Répartition des semences entre les producteurs	AV – groupements	Groupements puis producteurs approvisionnés en semences « gratuites »	Qualité des semences fournies pouvant être améliorée.
	Approvisionnement complémentaire marginal (déstockage, achat...)	Commerçants locaux		
		Autres producteurs		
Approvisionnement usines en intrants hors semences	Achat sur appel d'offre international	Fournisseurs d'intrants internationaux	Intrants achetés par Cotontchad	Détérioration du calendrier de mise en place des intrants. Stratégies complémentaires d'approvisionnement développées (AV, CE). Répartition conflictuelle des intrants entre les planteurs. Quelques problèmes de qualité des intrants livrés. Problème de formulation insecticide (diagnostic de résistances).
	Livraison des intrants aux usines	Cotontchad – SAGA / STAT ou SDV	Intrants acheminés dans les usines depuis Ngaoundéré	
Approvisionnement des AV en intrants hors semences	Livraison des intrants aux AV depuis l'usine	UTA, CTD, transporteurs privés	AV approvisionnées en intrants à crédit (transport assuré par usine)	
	Livraison des intrants au CGI (AV non accessibles)	Idem + interface	AV approvisionnées en intrants à crédit (transport assuré par AV)	
	Récupération des intrants par les AV au CGI	Interface + AV		
	Appro. direct usine (transport assumé par l'AV)	AV – transporteurs privés	AV approvisionnées en intrants payés cash	
	Stratégies marginales d'approvisionnement complémentaire	AV voisine disposant de stock		
		Commerçants		
Approvisionnement des CE en intrants hors semences	Répartition des intrants livrés à crédit aux CE	AV, groupements	CE disposant d'intrants à crédit	
	Stratégies marginales d'approvisionnement complémentaire en intrants hors semences	Commerçants locaux	CE approvisionnés en intrants payés cash	
		Exploitants monétarisant leur engrais		

Source : enquêtes (2005)

Tableau 11. Analyse fonctionnelle de la filière coton au Tchad : phase production et organisation des planteurs

Stade de la filière	Fonction	Acteurs	Produit	Performances
Production	Culture	CE en groupements	Coton graine produit	Faibles rendements / autres pays zone AOC (cf. chap. 2)
		CE hors groupement (marginal)		
Organisation « syndicale » des producteurs	Représentation et défense des intérêts des producteurs	CCL	Planteurs représentés (pesée, paiement, commission des litiges, comité paritaire, etc)..	Rôle du MPZS devenu nominal pour la filière coton. CCL desservi par une faible légitimité. Autres syndicats non ou peu associés aux évolutions de la filière
		MPZS		
		AOPK, SYNTRAD, etc.	Planteurs représentés collectivement dans des zones géographiques spécifiques	
Organisation « économique » des producteurs	Répartition des intrants livrés, gestion de la commercialisation locale et distribution du paiement	Groupements	Fonctionnement du MAG déconcentré	Fonctions dévolues globalement assumées de façon performante
		AV	Gestion du MAG	
	Idem + Gestion des fonctions supplémentaires devant leur être transférées (approvisionnement en intrants, encadrement des planteurs, etc.)	Coopératives (prévu)	Planteurs structurés à terme en organisations économiques par évolution juridique des CCL	Non connu à l'heure actuelle. Questions posées par le processus (cf. infra)

Source : enquêtes (2005)

Tableau 12. Analyse fonctionnelle de la filière coton au Tchad : phase services connexes à la production

Stade de la filière	Fonction	Acteurs	Produit	Performances
Service connexe à la production / production de semences	Sélection variétale, production semences de base	ITRAD – CRRA de Bébedjia	Semences sélectionnées fournies à la Cotontchad	Bon rendement semencier (maîtrise technique)
	Acheminement des semences de base à la ferme de multiplication semencière de Békamba	Cotontchad – transporteurs	Semences sélectionnées fournies à la ferme de Békamba	Faiblesse récurrente des rendements semenciers
	Production de coton-graine de 1 ^{ère} génération	Ferme de Békamba (CTD)	Coton-graine de 1 ^{ère} génération livré à Koumra / Gaya	Qualité moyenne des semences produites : test qualitatif opéré avant distribution, mais semences non délintées ni enrobées, faibles taux de germination observés en milieu paysan. Amélioration notamment via l'unité fonctionnelle de délintage de Gaya)
	Egrenage puis acheminement des semences de 1 ^{ère} génération aux AV multiplicatrices	Cotontchad - transporteurs	Semences de 1 ^{ème} génération fournies aux AV multiplicatrices	
	Production de coton-graine de 2 ^{ème} génération	AV recevant de la Z1	Coton-graine de 2 ^{ème} génération livrées à Koumra/Gaya	
	Egrenage puis acheminement des semences de 2 ^{ème} génération aux AV multiplicatrices	Cotontchad - transporteurs	Semences de 2 ^{ème} génération fournies aux AV multiplicatrices	
	Etc. jusqu'à Z4	AV recevant Z2, Z3 puis Z4	Etc. jusqu'à Z4	
Service connexe à la production / Encadrement et vulgarisation technique	Vulgarisation, appui technique, encadrement	Projets ou programmes : PRODALKA, PSAOP, etc.	Conseil technique et formation professionnelle réalisés (+offre limitée d'appui en matière de crédit rural).	Appui technique performant (zones géographiques localisées). Intervention multi thématiques
		Sté civile : BELACD, ATADER, ASSAILD, COPAGEF, etc.		
		ONDR	Appui conseil aux exploitations cotonnières, formation des Délégués Techniques d'AV	Détérioration encadrement technique des planteurs faute de RH
	Organisation de programmes d'information formation / promotion	CTRC (avec appui du PSAOP)	Information diffusée dans les AV (tournées de terrain + radio)	Diffusion effective d'informations top-down institutionnelles. Qualité moyenne de l'information en raison du dispositif employé
	Formation des formateurs locaux – agents des CCL		Agents des CCL formés	
	Diffusion d'informations sur la filière	CCL	Informations diffusées dans AV	
Services connexes à la production / recherche agronomique et cotonnière	Recherche cotonnière nationale	ITRAD	Différents programmes de recherche menés en entomologie, conseil de gestion, etc	Base existante (infrastructures) mais faiblesses : RH et jeunes chercheurs insuffisants, faible insertion dans les réseaux internationaux, etc. Synergies efficaces sur des thématiques sous-régionales Processus de structuration appuyé par les bailleurs
	Recherche cotonnière régionale	PRASAC	Nombreuses opérations dont diagnostic des filières	
	Financement recherche thématique	ARS2T, ARDESAC, PSAOP, futur projet BAD	Appui opéré au fonctionnement de la recherche agronomique nationale et à sa structuration	
	Appui à la formation des chercheurs			
	Financements d'investissements			
	Structuration de la recherche en SNRA			
	Assistance technique résidente	SCAC		
Recherche cotonnière privée	CALLIOPE, SYNGENTA	Programmes expérimentaux financés ponctuellement (herbicide, phyto, etc.)	Peu concluant. Objectif de développement de marchés commerciaux	

Source : enquêtes (2005)

Tableau 13. Analyse fonctionnelle de la filière coton au Tchad : phase commercialisation du coton graine

Stade de la filière	Fonction	Acteurs	Produit	Performances
Fixation des prix de campagne sur le marché intérieur	Définition des prix de campagne (intrant, coton)	Comité paritaire (CCL, CTD)	Prix de base du coton et des intrants négociés	Pan-territorialité assurant des conditions identiques quelle que soit la localisation. Découplage partiel cours intérieurs / internationaux
	Entérinement des négociations sur les prix	Ministère du commerce	Prix entérinés par arrêté pour l'ensemble de la zone	
	Soutien éventuel des prix d'achat intérieurs	Etat	Subvention éventuelle accordée	
Constitution de l'équipe de gestion du MAG	Nomination des délégués techniques pour le MAG	AV	Désignation d'un directeur de marché, 2 pointeurs, 2 peseurs, 2 contrôleurs de tri, 2 convoyeurs	Turnover rapide des équipes de gestion des MAG Formation performante des AV à la gestion des MAG
	Formation des délégués techniques	ONDR	Délégués techniques formés	
Préparation du MAG puis gestion de l'acheminement du coton	Préparation du MAG	AV	Aire de réception coton préparée	Organisation soumise à l'accord d'ouverture émis par la cotontchad Gestion locale des MAG bien rodée. Conflits possibles sur l'ordre de passage au MAG
	Approvisionnement en matériel de pesée et emballage	AV, Cotontchad	Bâches, big bags, balances fournies à crédit par Cotontchad	
	Demande d'ouverture	AV, Interface	Demande ouverture MAG émise	
	Organisation du transport du coton au MAG	Délégués techniques de l'AV	A réception accord d'ouverture livraison progressive au MAG	
	Transport au Marché Autogéré	Exploitants		
Préparation du convoyage à l'usine	Gestion pesée tri et conditionnement primaire	Délégués techniques de l'AV	Coton graine trié, conditionné, pesé, chargé en caisse	
Organisation de l'enlèvement du coton et convoyage à l'usine	Gestion de l'enlèvement inter-usines	Dir. exploitation, chefs d'usine	Zones de collecte usines définies	Détérioration des calendriers d'ouverture de marché et d'enlèvement. Importance du niveau de risque marché supporté par les planteurs Fréquents arrangements de gré à gré perturbant les termes des échanges. constitution locale de micro-monopoles de transport.
	Organisation enlèvement (zone usine)	Chef d'usine, superviseur	Enlèvement organisé dans la zone-usine	
	Organisation enlèvement (zone interface)	Superviseur, agents d'interface	Priorités d'enlèvement définies (canton)	
	Transmission accord ouverture du chef d'usine	Agent d'interface	AV autorisée à organiser son MAG	
	Conventionnement de transporteurs	Cotontchad	Privés conventionnés pour l'enlèvement du coton graine et le dépôt des intrants	
	Transport à l'usine du coton graine depuis les MAG	Transporteurs privés, en complément d'UTA (zone Ouest) et Cotontchad (zone Est)	Rotations organisées selon priorités d'enlèvement. Coton graine livré à l'usine et intrants déposé au MAG	
	Accompagnement du coton à l'usine	Convoyeur de l'AV	Devenir du coton de l'AV suivi à l'usine	
Pesée, classement et paiement à l'usine	Désignation de 2 à 4 coordonnateurs pont-basculé rémunérés par CCL	CCL	Planteurs représentés au pont-basculé	Importance des écarts de pesée négatifs entre le village et l'usine. Faible quantité de coton déclassé. Détérioration des calendriers de paiement Fréquents arrangements de gré à gré perturbant les termes des échanges. Distribution du paiement aux planteurs conflictuelle si application caution solidaire
	Pesée au pont basculé	Usine - agent de pesée	Ticket de pesée délivré au convoyeur	
	Classement	Agent de tri	Coton classé en 1 ^{ère} , 2 ^{ème} ou 3 ^{ème} choix	
	Arbitrage des litiges éventuels	Commission de casement (ONDR, CCL, chef d'usine...)	Litiges de classement arbitrés	
	Paiement du coton aux AV	Chef usine, comptable, caissier	Coton payé aux AV (crédit intrant déduit)	
	Appui au bon déroulement du paiement	ONDR	Etat représenté au paiement	
	Représentation des planteurs au paiement et perception de la cotisation CCL	Délégué CCL	Cotisation des AV au CCL perçue au paiement du coton	
	Distribution du paiement aux producteurs de l'AV	AV, groupements	Coton payé aux producteurs par l'AV	

Source : enquêtes (2005)

Tableau 14. Analyse fonctionnelle de la filière coton au Tchad : phase approvisionnement et financement industriel, égrenage, valorisation des produits et des sous-produits

Stade de la filière	Fonction	Acteurs	Produit	Performances
Financement de la campagne industrielle en lien avec la campagne de production ➤ Crédit de productivité (intrants) ➤ Crédits de campagne (achat coton) ➤ Crédits commerciaux (trésorerie)	Préparation d'un projet de budget	Cotontchad	Projet budgétaire transmis au Ministère des Finances	Système impliquant une garantie de l'Etat pour le remboursement de l'emprunt et l'obligation de rapatrier au Tchad les recettes d'exportation à hauteur du capital prêté. Partage des risques de recouvrement par le pool bancaire Niveau de risque lié à l'activité réévalué à la hausse
	Présentation du budget devant l'assemblée Nationale	Ministère des finances	Projet budgétaire présenté devant l'assemblée Nationale	
	Approbation budget présenté par Cotontchad pour financement crédits de campagne et de productivité	Assemblée nationale	Décret pris approuvant le budget de la Cotontchad	
	Adressage à la BEAC d'une documentation d'objectifs et calendrier de dépenses.	Cotontchad	Justification technique et financière garantie par l'Etat, fournie à la BEAC	
	Evaluation du risque, autorisation de crédit	BEAC	Accord de classement par tranche, transfert de fonds par tranche au pool bancaire,	
	Déblocage des crédits de la BEAC	Pool bancaire commercial (SGTB, BIAT, etc.)	Déblocage du crédit de la BEAC par tranche à la Cotontchad	
	Accord éventuel de crédits supplémentaires au seul risque de la banque sollicitée	Banques commerciales, BDEAC	Déblocage éventuel de crédits de trésorerie supplémentaires	
Fourniture de consommables et pièces détachées	Gestion de marchés d'approvisionnement en consommables et pièces détachées	Cotontchad	Octroi d'appel d'offres pour consommables et pièces détachées	Maintenance et appro. affaiblis par les difficultés de l'entreprise. Capacité de traitement des graines obérée.
	Approvisionnement des usines en consommables (carburant) et pièces détachées	Fournisseurs	Consommables (carburant) et pièces détachées livrées aux usines	
Egrenage	Séparation des fibres et des graines	Usines – ouvriers spécialisés	Fibres et graines séparées / conditionnées	Coefficient d'utilisation des usines < 85%. Reliquats récurrents non traités l'année de production
Commercialisation de fibres à l'export	Passation de marché direct avec des filatures	Direction commerciale CTD	Marchés de ventes de fibres conclus	Commercialisation directe des fibres = avantage comparatif.
	Acheminement des fibres à Ngaoundéré (camion)	Monopole STAT	Fibres acheminées à Ngaoundéré	
	Acheminement des fibres à Douala (train)	Monopole SAGA	Fibres acheminées à Douala	
	Achat des fibres rendu Douala	Acheteurs – filatures	Fibres achetées	
Valorisation des graines	Réinjection de graines comme semences	Usine / transporteurs / AV	Graines employées comme semences	Le délintage pourrait réduire fortement la quantité de graines livrées aux AV
	Vente de graines pour alimentation animale (marginal)	Groupement d'éleveurs de Fianga, Kélo, Sarh	Achat d'une partie du stock de graine	Ajustement des quantités vendues à l'export en fonction de l'activité de l'huilerie. Sans l'huilerie, 20 000 t de graines non valorisées en 2005 (jetées)
	Vente de graines à l'export	Huilerie Nigériane	Achat d'une partie du stock (usines frontalières) pour transformation en huile	
	Fourniture de graines à l'huilerie	Coop. Transporteurs privés	Graines de coton livrées aux unités de l'Huilerie à Koumra et Moundou	
Transformation des sous-produits (circuit intégré)	Décorticage (à partir des graines, séparation de la coque, la bourre et l'amande)	Unités de décorticage (Koumra et Moundou)	Bourre et coques brûlées pour production d'électricité alimentant 2 usines	Système de valorisation intégrée des sous-produits
	Production / commercialisation d'huile, tourteaux,	Huilerie Savonnerie Moundou	Huile, savon, tourteaux produits / vendus	

Source : enquêtes (2005)

Tableau 15. Analyse fonctionnelle de la filière coton au Tchad : Phase réforme sectorielle et libéralisation de la filière

Stade de la filière	Fonction	Acteurs	Produit	Performances
Gestion et accompagnement du processus	Définition du chronogramme de mise en œuvre	Bailleur et Etat tchadien	Définition d'une feuille de route	Intégration progressive de la nécessité de documenter le devenir des fonctions critiques. Délais dans les échéances
	Conduite du processus selon le chronogramme	Equipe Technique	Coordination de la mise en œuvre de la feuille de route	
	Financement de missions d'appui, sauvegarde des campagnes de productivité, appui à l'initiative coton, participation à la restructuration du secteur	Pool bailleurs (Banque Mondiale, France, Allemagne, CE)	Missions d'appui-diagnostic du secteur coton, financement de campagne, financement participation ateliers	
	Financement appui à la recherche cotonnière	France, BM	Projets ARS2T, ARDESAC, PSAOP	
	Gestion de la restructuration des producteurs à travers financement CTRC et PSAOP	BM	Financement mise en place des coopératives	
	Financement projet d'appui aux 4 pays de l'initiative sectorielle	BAD	Programme multinational d'amélioration de la compétitivité de la filière coton textile en cours d'instruction	
	Financement réhabilitation routière	UE	Axe Ngaoundéré – Moundou, appui mise en place des fonds d'entretien routier	
Organisation / structuration des producteurs	Audit des CCL	CECI	Plan d'action pour la restructuration et le renforcement des organisations de cotonculteurs	Principe de formation des coopératives entériné. Correspond à une réelle demande du terrain. Fort niveau de risque associé au processus (cf. infra)
	Organisation d'une consultation des producteurs	PSAOP (BM)	Forum des producteurs	
	Mise en œuvre sur le terrain des réformes du secteur coton. Promotion des coopératives.	CTRC, CFPR	CCL mis en place, tournées d'informations organisées et conduites	
Privatisation	Audit technique et financier de la Cotontchad	Horus	Audit technique et financier de la Cotontchad	En attente des prises de décision politiques
	Etude de scénarios de désengagement	Cabinet C2G	Proposition de scénarii de privatisation	
	Choix de l'option de privatisation, devenir de la pan-territorialité, zones marginales, huilerie, fonctions critiques (encadrement, recherche, aménagement routier)	Etat (Ministère du Commerce, Ministères techniques, Haut Comité Interministériel, Secrétariat au désengagement)	Prises de décision attendues courant 2006/2007	
	Apurement des dettes croisées, révision du mécanisme de fixation du prix, contrôle des coûts	Etat, Cotontchad, BDEAC	Amorce de restructuration financière prévue courant 2006/2007	
	Consultation des investisseurs potentiels	PSAOP (BM)	Forum des investisseurs	
	Rachat de la Cotontchad	Investisseurs potentiels	Attente de la mise en oeuvre du processus d'appel d'offre	

Source : enquêtes (2005)

Associée à cette analyse fonctionnelle, l'agrégation des fonctions remplies par quelques acteurs impliqués dans la filière à différentes échelles d'intervention (Annexe 9) permet la mise en évidence de la multifonctionnalité des acteurs et la pluralité des échelles d'intervention à considérer pour améliorer la compétitivité globale de la filière.

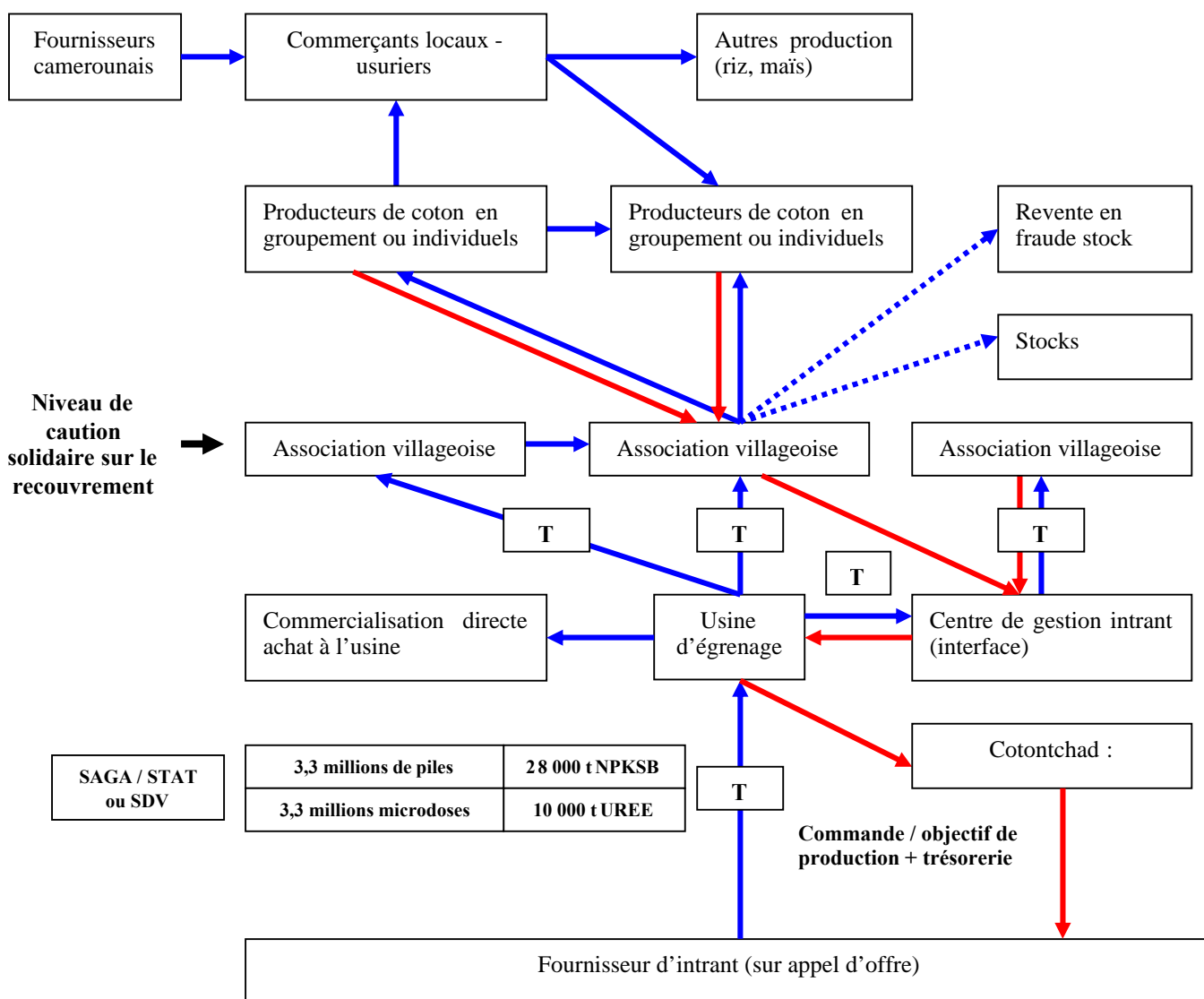
1.3. Diagrammes schématiques des flux physiques et financiers

Une représentation partiellement quantifiée des principaux échanges physiques a été construite sur la base d'une campagne théorique de 200 000 tonnes de coton graine, soit environ 300 000 ha en production.





Cette représentation permet de donner une image des flux transitant entre acteurs pour 3 catégories de biens et services :

- flux d'intrants de production agricole hors semence (figure 2) ;
- flux de coton graine, de coton fibre et de graines (figure 3) ;
- flux financiers (figure 4).

Figure 2 : représentation schématique non quantifiée des flux d'intrants de production agricole hors semences pour une campagne de 200 000 t de coton graine

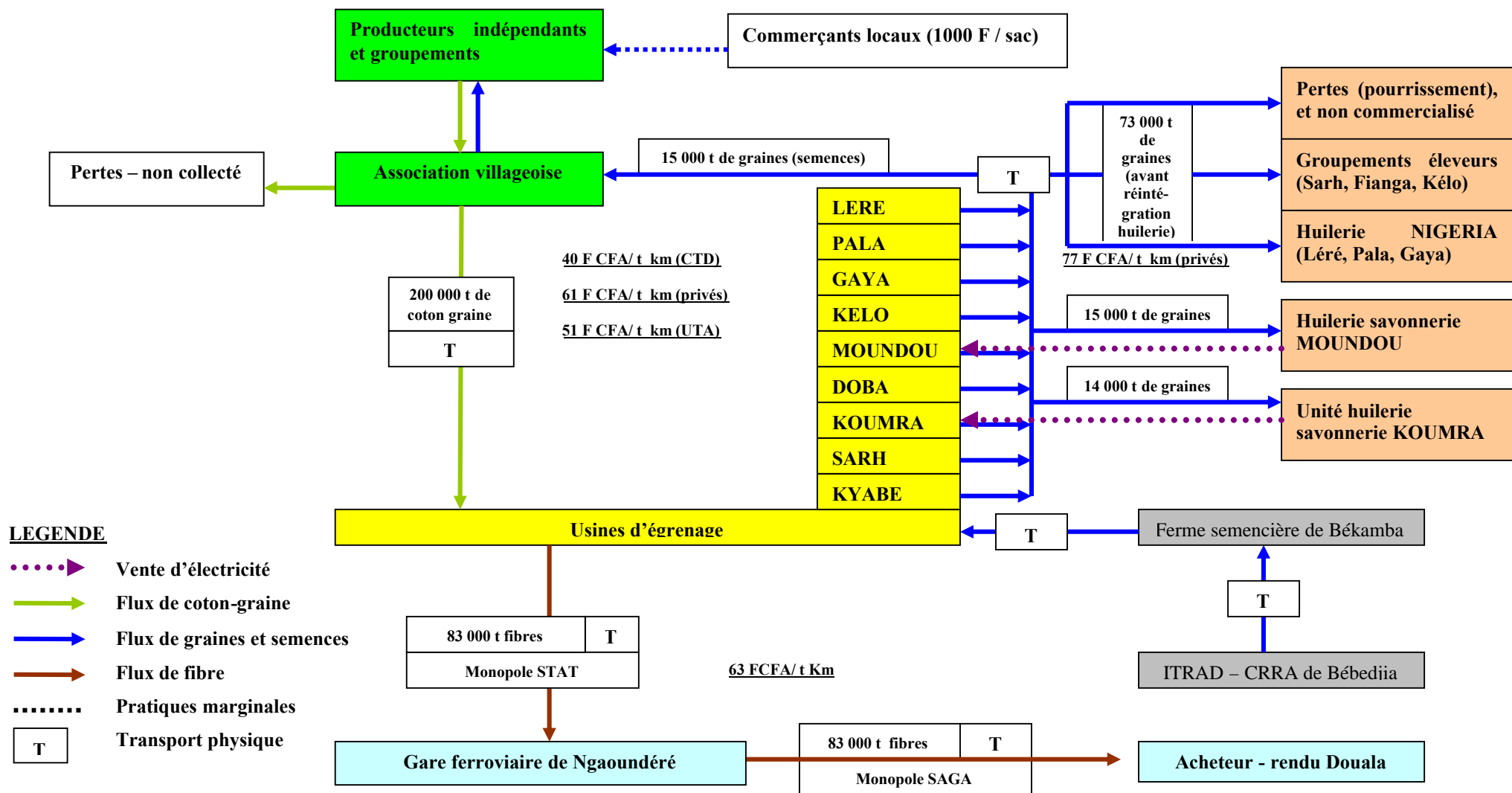


LEGENDE

-  Flux d'intrants (achat-vente)
-  Flux d'intrant (pratique marginale)
-  Commande d'intrants
-  Transport physique

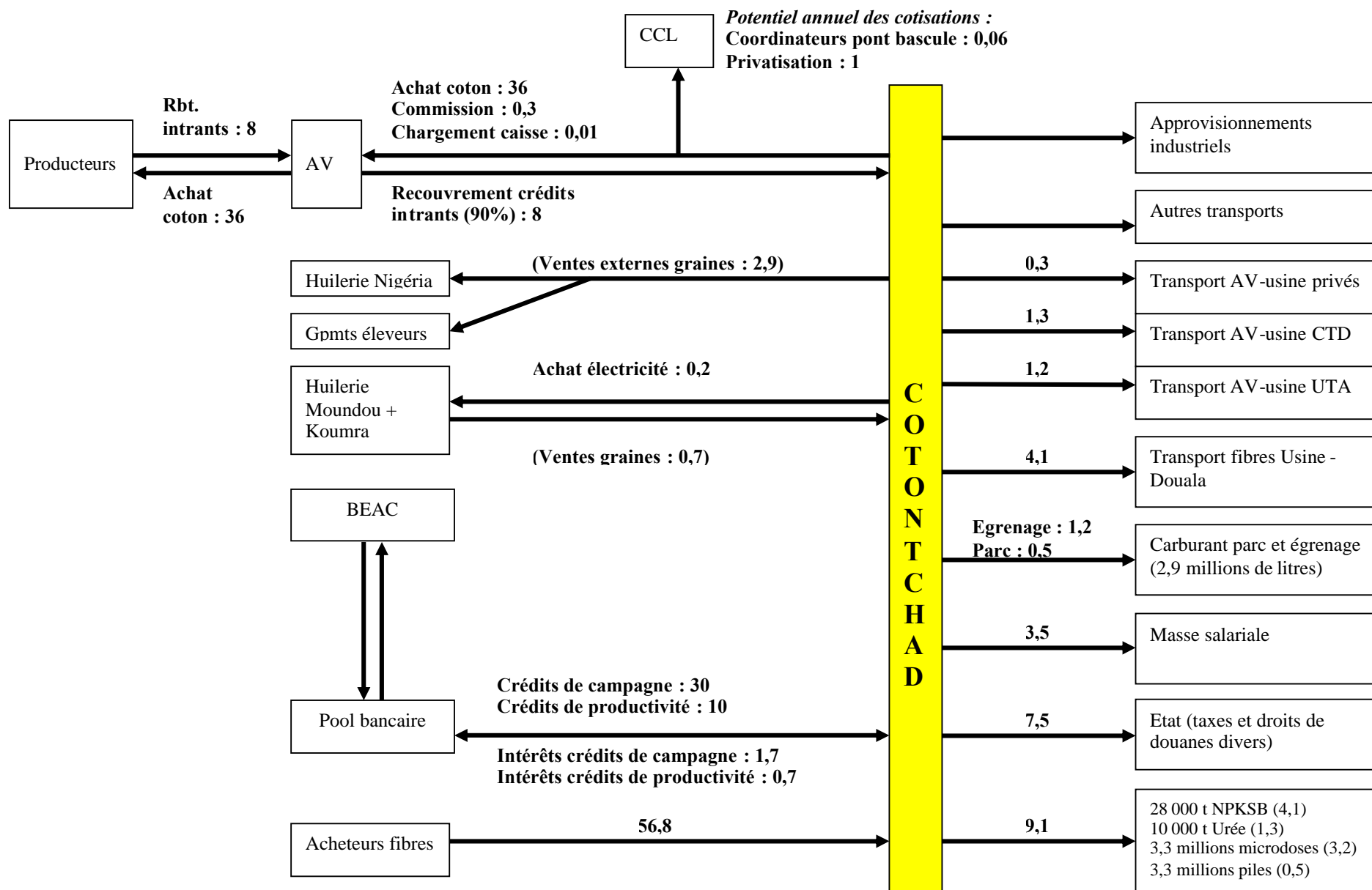
Source : enquêtes (2005)

Figure 3 : représentation schématique des flux de semences, de coton graine et de fibre, pour une campagne de 200 000 t de coton graine



Source : enquêtes (2005)

Figure 4 : Représentation schématique des principaux flux financier (valeurs approx. en milliards de F CFA pour : une campagne de 200 000 t, prix producteur à 180 F CFA/kg, prix d'achat sur le marché international fixé à 60 cts/lb, dollar à 570 F CFA, carburant : 590 FCFA/l)



Source : enquêtes (2005)

II – Une production soumise à un contexte externe peu favorable

Une partie des données brutes de l'enquête « chefs d'exploitation » est portée en annexe 10.

2.1. Données socioéconomiques concernant les planteurs enquêtés

Les tableaux 16, 17 et 18 ci-après synthétisent diverses données de référence sur l'échantillon de producteur enquêté concernant respectivement i/les producteurs de coton ; ii/les exploitations productrices de coton et iii/ la place réservée au coton dans l'exploitation agricole.

Tableau 16. Données de référence relatives aux planteurs de coton

Caractéristiques des planteurs de coton	Données d'enquêtes commentées
Les producteurs de coton sont majoritairement autochtones	90% des planteurs sont nés dans un village situé à moins de 10 km. 5% des planteurs sont natifs d'un village situé à plus de 50 km
La moitié d'entre eux ont été scolarisés / alphabétisés	50% des planteurs ont été scolarisés, principalement jusqu'à la fin du cycle primaire
Ce sont principalement des agriculteurs en milieu de carrière	80% des planteurs sont âgés de plus de 30 ans. Peu de jeunes en phase d'installation cultivent le coton en raison des coûts d'investissement nécessaires et de la nécessité de disposer d'une capacité financière suffisante pour attendre le paiement du coton.
Un tiers des planteurs de coton effectuent une activité complémentaire procurant un appui financier limité à l'exploitation	La gestion d'un commerce de produits non agricoles représente 30% des activités complémentaires effectuées; la restauration 15% ; la chasse et la pêche 9%. Le revenu annuel procuré par l'activité complémentaire est inférieur à 100 000 F CFA dans 2/3 des cas..

Source : enquêtes (2005)

Tableau 17. Données de référence sur les structures d'exploitation productrices de coton

Caract. des exploitations cotonnières	Données d'enquêtes commentées
Les exploitations cotonnières sont très diversifiées. Le coton prend sa place dans un assolement soudanien classique de type céréale vivrière / arachide / coton	2/3 des chefs d'exploitation (CE) emblavent une seule parcelle en coton. 1/5 des CE emblavent deux parcelles en coton. Superficie moyenne de coton par exploitation : 1,3 ha. La superficie emblavée en coton est inférieure à 1 ha pour 1/3 des CE enquêtés.
Le niveau d'équipement des exploitations reste faible	Moins d'un tiers des planteurs détiennent un corps butteur sarcler. Un quart des planteurs possèdent une charrue ; Un cinquième seulement des planteurs disposent d'un porte-tout, d'un pulvérisateur ou d'une charrette.
La plupart des exploitations comprennent un atelier d'élevage de petits ruminants	75 % des planteurs disposent d'un troupeau de caprins
L'accès à la traction animale bovine reste limité. La détention d'animaux de trait est corrélée à la réalisation d'une activité de prestation de service pour la traction animale	Un tiers des planteurs disposent d'au moins une paire de bovins de trait. 8% des planteurs ont un troupeau de plus de 6 têtes (maximum 20 têtes)
En dehors du crédit intrant fourni par la cotontchad, l'accès au crédit est presque exclusivement limité au secteur informel.	10% des planteurs ont accès à un crédit autre que le crédit intrant de la cotontchad, se répartissant comme suit : crédit alimentaire (14%) ; crédit en matériel / intrants agricoles (33%) crédit financier (42%). Les bailleurs cités sont : les commerçants usuriers, les CEC, l'ONDR, la ferme de Déli puis les ONG (BELACD, etc.)
Les crédits accordés sont de type court terme. Les montants des crédits accordés sont limités ; le coût du crédit très élevé.	50 % des crédits accordés n'excèdent pas 6 mois 2/3 des crédits accordés ne dépassent pas 60 000 F CFA Les taux d'intérêt représentent 25 à 75 % du montant emprunté
Les exploitations productrices de coton sont des exploitations manuelles, familiales et de petite taille	Les exploitations disposent en moyenne de 3,7 ha détenus en propriété Les exploitations comptent en moyennent 5 actifs permanents Le revenu de l'exploitation permet en moyenne de nourrir 9 personnes
Le recours à une main d'œuvre extérieure rémunérée est fréquent dans l'exploitation cotonnière. Il représente une charge d'exploitation annuelle moyenne de 30 880 F CFA pour 51 hommes-jours de travail.	75% des chefs d'exploitation interrogés font appel à de la main d'œuvre rémunérée extérieure à l'exploitation à différentes phases de l'itinéraire technique : travaux requérant la traction animale (labour, transport), 1 ^{er} et le 2 ^{ème} sarclage (respectivement 60% et 14% des planteurs), récolte du coton (plus d'un quart des CE interrogés)

Source : enquêtes (2005)

Tableau 18. Données de référence relative à la place du coton au sein des structures d'exploitation

Place du coton dans l'exploitation	Données d'enquêtes commentées
Les parcelles de coton sont à proximité de l'habitation	50% des parcelles en coton sont situées à moins de 2 km de l'habitat. 22% sont éloignées de plus de 3 km, ce qui induit un coût de déplacement significatif. 10 % des planteurs mettent en culture des parcelles situées à plus d'une heure de marche de leur domicile
Le coton est emblavé sur des parcelles détenues en propriété	90 % des CE ne cultivent le coton que sur des parcelles détenues en propriété, notamment pour pouvoir bénéficier de l'arrière-effet intrant escompté pour la culture succédant au coton.
Le coton est implanté sur des parcelles habituellement cultivées	Moins de 20% des parcelles destinées au coton sont nouvellement défrichées à cet effet
Le coton est le plus souvent implanté après une céréale	40% des CE implantent le coton après une céréale (sorgho ou mil, voire maïs dans le bassin de production de Gagal). 11% des CE opèrent deux années de culture cotonnière de suite sur la même parcelle (artefact d'échantillonnage ?)
Il est plus marginalement implanté en tête de rotation	25 % des CE placent le coton en tête de rotation, directement après jachère ou à la suite d'un sésame (qui présente l'avantage de permettre la valorisation d'une parcelle partiellement défrichée).
Le coton est rarement suivi d'une jachère	Le coton n'est presque jamais suivi d'une jachère pour ne pas perdre l'arrière effet des intrants épandus sur coton. Il est généralement suivi d'un sorgho ou d'un mil (50% des CE) ou encore d'une arachide (25% des CE). La succession à base de maïs, très largement pratiquée au Cameroun, où les intrants sont également disponibles pour la maïsiculture est faiblement représentée au Tchad, où elle constitue une voie potentielle de diversification des systèmes de culture.
Le coton a une place moins importante dans les exploitations tchadiennes que les exploitations camerounaises	La part du coton dans les assolements tchadiens est inférieure à la part dans les assolements camerounais. Le sorgho et l'arachide sont en revanche toujours mieux représentés dans les exploitations au Tchad, tandis que le maïs, qui prend une place importante dans les assolements camerounais, reste faiblement répandu au Tchad hors bassins de production spécialisés (zones frontalières subissant l'influence des systèmes de culture camerounais et bénéficiant de possibilités d'approvisionnement en engrais minéraux et herbicides
Le coton est cultivé de façon récurrente	60% des CE ont emblavé 5 fois du coton durant les 5 dernières années 83% des CE enquêtés ont l'intention de produire du coton en 2006
Le coton est perçu comme un moyen d'accès à un investissement, souvent en lien avec l'accroissement des moyens de production	37% des planteurs prévoyant de produire du coton en 2006 le perçoivent comme un moyen de financer l'acquisition de bœufs de trait ou d'une charrue
L'abandon du coton est généralement conjoncturel et temporaire	L'abandon du coton procède de 3 facteurs : 1) situation financière incompatible avec les coûts d'investissement ou l'aléa des dates de paiement ; 2) production arachidère jugée plus rémunératrice ; 3) production de coton perçue comme trop risquée en raison des dysfonctionnements de la filière.

Source : enquêtes (2005)

2.2. Typologie structurelle et performances technico-économiques

Une enquête conduite en 2001 auprès de 791 et 922 exploitations agricoles respectivement situées en zone soudanienne du Tchad (six terroirs) et dans le nord Cameroun (cinq terroirs) a permis de réaliser une typologie structurelle des exploitations par classification ascendante (Mbetid-Bessane E., Havard M., Leroy J., 2004). Reposant sur un échantillon comparable d'exploitations où prédominent des structures de production dirigées par des hommes locataires de traction animale, cette typologie différencie les femmes chef d'exploitation (type 1) ; les non usagers de traction animale (type 2) ; les locataires de traction animale (type 3) ainsi que les propriétaires – prestataires de service pour la traction animale (type 4)⁷. Les résultats de cette enquête démontrent une faiblesse persistante des performances technico-économiques des exploitations tchadiennes (annexe 11).

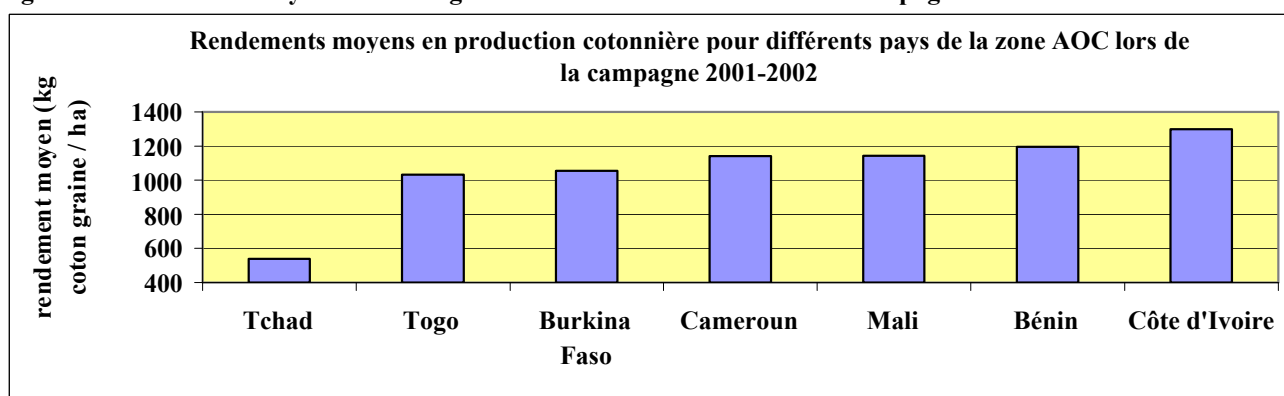
⁷ Ces mêmes critères ont été employés pour la construction de l'échantillonnage des enquêtes de production réalisées pour la présente étude (cf. supra).

Tableau 19. Performances techniques et économiques des producteurs de coton

Indicateur de performance	Observations
Superficie travaillée par actif	Toujours plus importantes au Tchad qu'au Cameroun
Revenus moyens d'exploitation	Toujours inférieurs au Tchad quel que soit le type d'exploitation considéré
Niveaux de couverture des besoins alimentaires	Toujours inférieurs au Tchad quel que soit le type d'exploitation considéré. La satisfaction des besoins alimentaires familiaux (normes FAO) n'est assurée au Tchad que par les propriétaires / prestataires de service pour la traction animale
Rendements (performance)	Rendements Tchad : 670 kg coton graine / ha (1990-2000). Rendements des autres pays de la zone AOC > 1 t de coton graine / ha (figure 5)
Rendements (composante)	Variations régionales (tableau 20), inter parcellaires et interannuelles. Dépendance partielle du rendement à l'accès à la traction animale (figure 6) Forte dépendance du rendement aux doses d'engrais épandues (figure 7)

Source : Mbetid-Bessane E., Havard M., Leroy J. (2004)

Figure 5. Rendements moyens en coton graine dans la zone AOC lors de la campagne 2001-2002



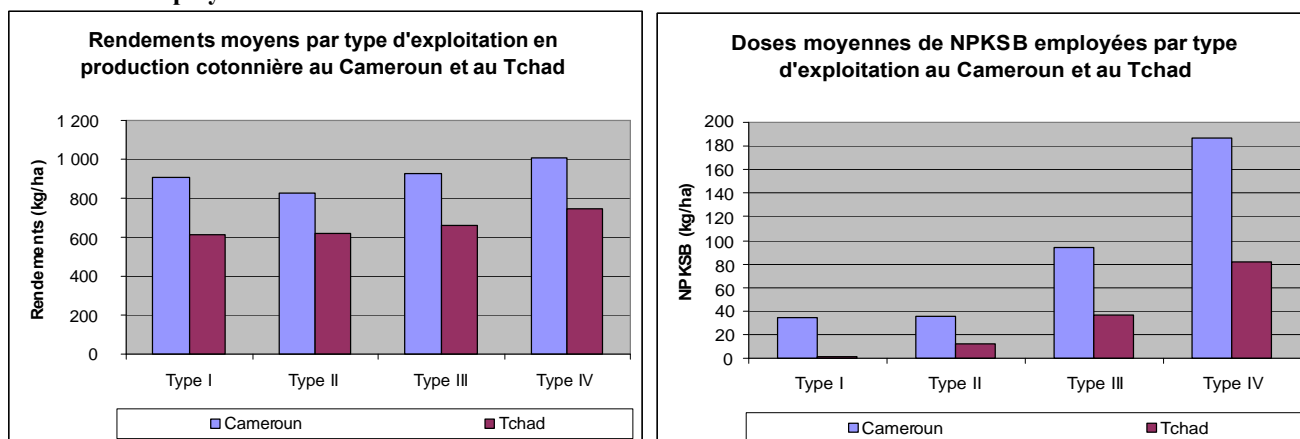
Source : Cotontchad (2004)

Tableau 20. Rendements en coton graine obtenus de 1990 à 2000 en zone soudanienne du Tchad

	Rendements (kg coton graine / ha)					
	Logone occidentale	Logone orientale	Mayo Kébbi	Moyen Chari	Tandjilé	Ensemble de la zone soudanienne du Tchad
Moyenne 1990-2000	637	584	843	614	614	670
Ecart-type 1990-2000	181	120	104	128	153	86
Minimum	331	462	698	381	360	553
Maximum	1006	863	1069	819	903	788

Source : ONDR - Nuttens F. (2001)

Figures 6 et 7. Rendements en production cotonnière en fonction de l'accès à la traction animale et des doses de fertilisation employées.



Source : Mbetid-Bessane E., Havard M., Leroy J., (2004)

Pour les années où les données sont disponibles, on observe depuis 1964 une corrélation forte⁸ entre le rendement moyen obtenu et le ratio [tonnage de NPKSB vendu en zone soudanienne / surface en coton]. Il existe également une forte corrélation entre le niveau régional de productivité cotonnière et les quantités moyennes d'engrais minéral épandues : la région de Pala / Gounou-Gaya (Pays Moundang et Toupouri), considérée comme la plus productive, est également celle où les doses d'engrais minéraux épandues sont les plus fortes. Première responsable des bas niveaux de rendements, la faible utilisation d'engrais minéral procède de différents facteurs (tableau 21). Elle est d'ailleurs aggravée par la détérioration des calendriers de mise en place qui se traduisent par des décalages de dates d'épandage préjudiciables au rendement final.

Tableau 21. Facteurs explicatifs de la faible utilisation des engrais minéraux sur coton au Tchad

Facteur	Observations	Pistes à explorer
Introduction MAG et caution solidaire (87)	Stratégie de réduction du risque financier lié à la caution solidaire par limitation des commandes d'intrants	Réduction des coûts de revient azotés par révision des formulations au profit de formules plus concentrées en azote et en phosphore, moins concentrées en potasse.
Coût croissant des formules fertilisantes	Partiellement lié à divers facteurs macroéconomiques, dont la dévaluation du F CFA	
Satisfaction partielle des demandes d'intrants émises par les AV	Commande des engrais par la Cotontchad en fonction : - des demandes émises par les AV, considérées comme des ordres fermes de commande ; - des objectifs industriels de l'entreprise, prenant en compte sa disponibilité financière et une contention éventuelle de la production pour éviter l'engorgement d'un outil industriel dégradé.	Création d'une société mixte de fabrication d'engrais ; Contractualisation de la
Faible disponibilité en intrants	Filière « intrants » réduite ⁹ à la fourniture assurée par la Cotontchad pour la seule production cotonnière, ce qui contribue au transfert de l'utilisation des engrais du coton pour d'autres cultures : riziculture (nord et est de Kélo, plaine rizicole de Doba), maïsiculture (Gagal), etc.	fourniture d'intrants via les ONG ou les réseaux d'OP existants ; Utilisation du réseau d'antennes ONDR délocalisées pour assurer la vente d'intrants au comptant.
Absence de système institutionnel de crédit de campagne	Les CE n'ont pas la possibilité de recourir à des systèmes institutionnels de crédit de campagne pour financer l'achat d'intrants (crédit limité au secteur informel à taux usuraire et au crédit intrant de la Cotontchad)	Création de banques de micro-crédit rural ou renforcement du rôle des établissements de micro-finance existants afin d'améliorer la capacité de financement des achats d'intrants.
Détérioration des calendriers de paiement	13% des planteurs ont déjà revendu plus de la moitié de l'engrais coton livré pour faire face à des besoins financiers ponctuels. Les retards de paiement du coton accroissent le nombre de producteurs monétarisant tout ou partie de l'intrant reçu en début de campagne	

Source : enquêtes (2005)

Le faible niveau de fertilisation minérale est le premier responsable du bas niveau de productivité cotonnière au Tchad. Celui-ci tient moins à un déficit d'encadrement qu'à des stratégies d'adaptation opérées par les producteurs de coton en réponse à un contexte externe défavorable : les filières crédit et intrants étant uniquement assumées par l'entreprise cotonnière, les niveaux de productivité agricole qui en dépendent subissent logiquement les effets des difficultés structurelles et conjoncturelles de l'entreprise. L'absence d'autres systèmes non apparentés à la Cotontchad qui permettraient d'y remédier partiellement pose la question du rôle de l'Etat dans ces filières stratégiques pour les performances technico-économiques des exploitations agricoles.

2.3. Pratiques agricoles

L'analyse des pratiques repérées aux différents stades de l'itinéraire technique (tableaux 22 et 23) suggère conjointement l'exploration d'autres pistes d'amélioration de la compétitivité du segment « production ».

⁸ Coefficient de corrélation de Pearson = 0,69

⁹ Si l'on excepte l'intrant disponible dans les entreprises agricoles à fort degré d'intégration (Compagnie Sucrière du Tchad à Sarh, périmètre rizicole irrigué de Bongor, petit bassin de production de tabac au nord de Bessao)

Tableau 22. Eléments de description de l'itinéraire technique pratiqué en 2005 en zone soudanienne du Tchad

Phase de l'itinéraire technique	Description des pratiques agricoles relevées	Données d'enquête et éléments d'analyse agronomiques	Pistes d'amélioration à explorer
Gestion des résidus du précédent cultural	2/3 des CE enquêtés laissent sur place les résidus du précédent cultural pendant la saison sèche et effectuent un brûlis juste avant le labour	Les cendres formées par le brûlis offrent un apport minéral limité mais directement assimilable	Développement d'itinéraires techniques de type SCV sans labour ni brûlis avec : - implantation du coton sur paillage issu du précédent cultural, - épandage complémentaire d'urée au semis.
	Le brûlis du précédent cultural immédiatement après la récolte est faiblement opéré	Employé pour chasser rats et serpents, éviter d'attirer des troupeaux transhumants sur la parcelle ou lever du gibier	
	L'enfouissement au labour des résidus du précédent cultural sans brûlis est une pratique marginale	Permet d'améliorer le taux de matière organique du sol et sa stabilité structurale. En l'absence d'apport complémentaire d'urée, risque corrélé de déficit azoté en début de cycle	
Préparation du sol	Défriche sommaire par houage fréquent, suivi d'un labour à la charrue presque systématique. Billonnage / buttage au 1 ^{er} sarclage effectué par 50% des exploitants.	Le labour forme un sol nu, non protégé de l'agressivité des premières pluies. Il favorise le creusement de rigoles d'écoulement favorisant l'érosion même lorsque la pente est à peine perceptible.	Introduction de semoirs (traditionnels ou de type SCV) en traction animale Emploi de semences délintées / enrobées permettant de passer à 1 graine / poquet Réforme du circuit semencier (cf. infra)
Semis et implantation culturale	Semis exclusivement manuel, effectué dans 75% des cas au poquet (20% des CE sèment directement dans le sillon après le passage des bœufs)	Plusieurs graines sont déposées dans le poquet afin d'assurer une bonne germination. Pratique imposant la réalisation d'un démariage à la levée, augmentant les coûts de travaux.	
	Semis généralement effectué dans les temps (tardif si semences insuffisantes, traction animale indisponible ou manque de main d'œuvre)	Calage du cycle cultural globalement maîtrisé par rapport à la répartition pluviométrique habituelle et aux normes d'implantation du cotonnier.	
	Densité moyenne de semis constatée : 65 kg/ha, proche de la norme (2 sacs de 12,5 kg/corde).	Forte variabilité des densités de semis employées (écart type : 44 kg/ha).	
	Importance des échecs d'implantation traduisant un problème de qualité des semences. Un resemis est effectué par 20% des exploitants, 7 à 15 jours après le semis	Resemis non concentrés sur une période déterminée, mais répartis dans le temps selon la même fréquence de répartition que les semis : problème global de qualité des semences (cf. infra) plutôt qu'accident climatique localisé	
Association culturale	50% des CE enquêtés effectuent une association culturale avec le coton (niébé dans 80% des cas, semé au 1 ^{er} sarclage du coton pour éviter la concurrence à la levée).	Le niébé ¹⁰ bénéficie des épandages d'insecticide opérés sur coton. Risque pour la santé humaine si le niébé est consommé sans lavage trop peu de temps après le dernier traitement phyto. Certains CE attendent qu'une à trois pluies ait eu lieu après le dernier traitement avant de récolter le niébé.	Encadrement phytosanitaire

Source : enquêtes (2005)

¹⁰La sensibilité du niébé aux ravageurs est importante

Tableau 23. Eléments de description de l'itinéraire technique pratiqué en 2005 en zone soudanienne du Tchad

Phase de l'itinéraire technique	Description de la pratique agricole	Données d'enquête et éléments d'analyse agronomiques	Pistes d'amélioration à explorer
Fertilisation	Fertilisation presque exclusivement minérale, majoritairement épandue au 1 ^{er} sarclage, en 1 seul apport, à la volée ou au poquet	Seuls 10% des CE réalisent un apport fractionné, le NPKSB étant épandu au 1 ^{er} sarclage, l'urée au second.	Développement de techniques de fertilisation localisée (techniques FAO – Niger)
	Fréquence des pratiques de dilution de l'engrais reçu sur toute la parcelle (plutôt que séparation entre surface en traditionnel / en productivité)	Quantités d'engrais minéral épandues sur coton inférieures d'un tiers à la moitié aux recommandations techniques selon les régions.	Conseil de gestion aux exploitations Encadrement normes-doses Création d'une filière intrant structurée non limitée à la Cotontchad (cf. infra)
	Pratiques ultra marginales : seul épandage de fumure organique ou fertilisation mixte	Fumure organique apportée en saison sèche ou au semis, par dépôt en surface	
Gestion de l'enherbement	95% des CE effectuent manuellement le désherbage en cours de cycle par houage simple.	Forte corrélation entre le recouvrement en adventices (surtout en début de cycle) et le rendement quantitatif (poids/ha) et qualitatif (salissement des fibres). Fort coût du sarclage manuel dans l'itinéraire technique (40 à 70% du temps de travail, 1 ^{ère} source de dépense en MO extérieure). Faible réactivité offerte à un envahissement de la parcelle.	Développement de systèmes polyvalents à traction animale (labour et sarclage mécanique en traction monobovine), constructibles par des artisans locaux. Par exemple : - machines polyvalentes à traction souple par chaîne, corde ou trait (Simone, Marianne) - machines polyvalentes à traction rigide par timon ou limonière (Kanol, Polynol) Introduction d'herbicides sélectifs du coton à employer en cours de cycle
	L'arrachage manuel des adventices est marginalement employé, de même que l'emploi de sarcleuses en traction animale.		
	L'emploi d'herbicides est limité (surtout employé dans les zones frontalières du Cameroun) Il est utilisé en nettoyage préalable à l'implantation	17% des CE emploient de l'herbicide systémique de contact (glyphosate). L'épandage se fait sur semences enfouies (75% des CE) ou avant le semis (25%).	
Gestion du risque phytosanitaire	L'emploi d'insecticides est systématisé	Moins de 4% des CE enquêtés ne font aucun traitement	Introduction de techniques d'épandage raisonné sur seuil d'infestation de type LEC Encadrement / formation des planteurs Modification des produits actifs et/ou dosages employés sur la base d'expérimentations phytosanitaires Introduction d'agents de lutte biologique (insecticides naturels, virus, prédateurs des larves / chenilles d'H. Armigerpa) Introduction de coton Bt en vue de son évaluation expérimentale.
	L'objectif des traitements est préventif ou mixte	Objectif préventif : 50% des CE ; préventif et curatif : 45% des CE. Moins de 5% des CE ne déclenchent le traitement qu'après détection d'une infestation	
	La résultante doses/fréquence est soumise à une forte variabilité	94% des CE respectent les doses préconisées, mais le laps de temps entre 2 traitements est très variable : 7 jours (20% des CE) ; 14 jours (60% des CE) ; Nombre total de traitements durant le cycle variable	
	50% des CE relèvent des échecs de traitement	Des résistances d' <i>Helicoverpa Armigerpa</i> ont été démontrées (PICUR/ARDESAC). Elles expliquent certains échecs de traitement	
	Les CE sont démunis face aux échecs de traitement	60 % des CE n'ont aucune stratégie spécifique. Certains tentent la réduction du délai entre traitement, sa répétition ou l'augmentation des doses (10% des CE)	
	L'arrachage des vieux cotonniers dès la récolte est très rarement pratiqué (2% des CE), au profit d'une destruction par brûlis juste avant le labour pour la culture suivante (77% des CE).	Les anciens cotonniers laissés sur pieds en saison sèche favorisent la reproduction des parasites du coton, et accroissant le risque phytosanitaire pour les cultures suivantes et/ou voisines.	

Source : enquêtes (2005)

2.4. Organisation des producteurs de coton

Concernant la production, les planteurs de coton sont d'abord structurés au plan local selon différentes formes organisationnelles autour du travail agricole, de l'équipement ou de l'approvisionnement en intrants.

➤ 30 % des CE appartiennent à un **groupe d'entraide régulier** comptant en moyenne 11 membres. En moyenne, la quantité de travail mobilisée dans ce cadre représente 22 hommes jours annuel (<10 hommes-jours pour 40% des CE enquêtés). Les travaux concernés sont le sarclage et la récolte. L'entraide est aussi pratiquée en dehors de ces groupes structurés, notamment dans le cadre des relations familiales ou de voisinage

➤ 16 % des CE participent à un **groupe de travail en commun** comptant en moyenne 12 membres. Contrairement à l'entraide qui se définit par sa gratuité, les travaux effectués en groupes de travaux en commun sont réciproques et payants (en théorie, chaque utilisateur rémunère le travail effectué par le groupe de travail en commun dont il fait partie, ce qui permet de constituer une caisse). Les opérations réalisées en groupes de travaux en commun sont similaires à celles effectuées dans le cadre de l'entraide. La quantité de travail annuellement mobilisée dans le cadre de cette forme d'organisation est faible (< 20 hommes-jours dans 50% des cas) et constitue une charge financière limitée (<25 000 F CFA / an dans 70% des cas).

➤ 30 % des CE adhèrent à un **groupe de matériel en commun**. Cette forme de structuration s'organise essentiellement autour de l'acquisition et l'emploi d'un pulvérisateur, marginalement autour d'un matériel de traction animale

➤ 90 % des CE font partie d'un **groupe de producteurs (groupe d'intrant)** comptant en moyenne 21 membres (60 au maximum). Cette forme de structuration s'organise d'abord autour de l'approvisionnement en intrants: les groupes de producteurs gèrent en particulier la centralisation des commandes et l'organisation des déplacements pour récupérer les intrants lorsque ceux-ci sont déposés au centre de gestion intrant ou dans une AV voisine. 95 % des producteurs enquêtés déclarent présenter une demande collective pour l'approvisionnement en intrant auprès de l'AV. Au sein des AV importantes, les groupements permettent de déconcentrer l'organisation du MAG. Des règles d'échanges de travaux sont parfois définies. Dans moins de 5% des cas, un champ collectif de niébé ou d'arachide est cultivé pour alimenter la caisse du groupement. Certains groupements effectuent également le stockage spéculatif de vivriers.

Les producteurs ne faisant pas partie d'un groupement sont :

- majoritairement des femmes chefs d'exploitation veuves ou divorcées ;
- plus rarement des hommes qui ont quitté leur groupement suite à un désaccord sur la répartition des intrants ou consécutivement à une perte financière liée à la caution solidaire.

15 % des producteurs déclarent avoir changé de groupement au cours des 5 dernières années. Les principales raisons évoquées sont :

- l'application de la caution solidaire suite à impayé sur crédits intrants ;
- la nécessité de scinder le groupement (nombre trop élevé de membres) ;
- un désaccord sur la gestion de la répartition des intrants ou du paiement.
- la peur d'être pénalisé par la revente d'intrants effectuée par certains.

La première forme d'organisation des planteurs jouant un rôle à la fois au plan de la production et de la commercialisation primaire du coton graine s'exprime à l'échelle de la communauté villageoise : ce sont les **associations villageoises** (AV). Les premières AV ont été créées dans les années 70 concomitamment aux Marchés Autogérés (MAG) par les CFPAs (Centre de Formation Professionnelle Agricole). Dans un contexte de réforme cotonnière visant notamment au remplacement d'un marché direct par un marché à terme autogéré, ces 2 concepts ont été vulgarisés par l'ONDR dès 1984 à l'échelle de la zone soudanienne. A partir de 1992, l'ensemble du coton graine produit était commercialisé par des AV organisées autour de MAG.

III –AV et MAG : système inéquitable de risques et dettes en augmentation

Une partie des données brutes de l'enquête « AV » est portée en annexe 12.

3.1. Structure et fonctionnement

3.1.1. Données structurelles

L'échantillon d'AV enquêtées pèse près de 7% de la production totale de coton de la zone soudanienne en 2004. L'enquête fait ressortir la faible taille des unités de production, qui reflète une forte dispersion générant des difficultés d'organisation de l'exploitation industrielle. Selon la Direction de la Production de la Cotontchad, on dénombre à ce jour plus de 5 000 AV régulièrement constituées (tableau 24), parmi lesquelles environ 3 800 seraient réellement en activité (le restant n'ayant plus produit de coton depuis plusieurs années). Un travail de recensement visant à la dissolution des AV non fonctionnelles aurait été initié par la Cotontchad.

Tableau 24. Nombre d'AV recensées par zone de collecte usine en 2005

USINE	LERE	PALA	GAYA	KELO	MOUNDOU	DOBA	KOUMRA	SARH	KYABE	TOTAL
Nb. AV	167	368	212	937	1394	351	639	802	272	5142

Source : Cotontchad - Direction de la Production

Bien qu'elles regroupent des producteurs en groupements, les AV correspondent moins à un niveau d'organisation de la production (aucune opération culturale n'est réalisée dans le cadre de l'AV) qu'à un système organisant la commercialisation du coton et la distribution des intrants. Le tableau 25 ci-dessous synthétise quelques caractéristiques structurelles des AV.

Tableau 25. Données de référence relatives aux AV

Caractéristiques des AV	Données d'enquêtes commentées
Les associations villageoises sont des organisations locales de faible taille	En moyenne, une AV enquêtée agrège 108 producteurs structurés en 8 groupements dont la production s'est élevée à 77 tonnes en 2004 à partir de 91 ha emblavés en coton. 65% des AV enquêtées produisent moins de 75 tonnes et agrègent moins de 100 planteurs.
Elles sont partiellement contrôlées par les pouvoirs coutumiers	Une proportion significative de responsables d'AV enquêtés a un lien de parenté direct avec une autorité coutumière (chef de village, chef de terre, juge coutumier). 7% des responsables d'AV enquêtés ont une trajectoire directement en lien avec l'exercice d'un pouvoir coutumier
Le bureau d'une AV comporte le plus souvent au moins un lettré (maître d'école, enseignant, employé administratif)	Une corrélation significative est observée entre le fait d'appartenir au bureau de l'AV et le fait d'avoir été scolarisé.
Le turn-over des responsables est remarquablement rapide au sein des AV	Les statuts des AV prévoient généralement une élection triennale. Dans plus de 7 AV sur 10, le bureau avait été renouvelé dans son intégralité 1 à 2 fois durant les 5 dernières années. Les motifs les plus fréquents de renouvellement d'un bureau sont liés à des conflits internes au village relatifs à l'application de la caution solidaire, la gestion de la distribution des intrants ou des paiements.

Source : enquêtes (2005)

Les AV correspondent à un collectif de cotonculteurs généralement structuré à l'échelle d'un finage villageois. Elles assument i/ la gestion locale de l'approvisionnement en intrants (centralisation des demandes d'intrants ; commande à la Cotontchad ; répartition locale) et ii/ la commercialisation locale du coton graine par le biais d'une équipe technique nommée en son sein.

3.1.2. Modalités d'organisation des AV pour la fourniture des intrants aux producteurs

Opérée par les AV, la répartition locale des intrants est soumise à des difficultés de diverses natures (tableau 26), potentiellement conflictuelles et susceptibles d'impacter la cohésion sociale. Les responsables d'AV mettent en œuvre diverses stratégies de gestion de ces difficultés.

Tableau 26. Difficultés possible dans la répartition locale des intrants et stratégies d'atténuation

Fonction assumée	Difficultés possibles	Stratégies d'atténuation opérées
Réception des intrants	Assumer le transport des intrants jusqu'au village lorsque ceux-ci n'y sont pas déposés directement faute d'une route suffisamment praticable (10% des AV concernées)	Organisation rapide (pour éviter la prédation possible d'une partie du stock) d'un voyage collectif (3 à 20 km jusqu'au Centre de Gestion Intrants); transport à dos d'homme ou à l'aide de charrettes et porte-tout.
Répartition des intrants aux planteurs (souvent opérée par le bureau de l'AV via les présidents de groupement d'intrants)	Gérer le différentiel entre les quantités demandées et les quantités reçues	- Approvisionnement complémentaire auprès d'AV voisines disposant de stock, de commerçants locaux (ou camerounais). - Envoi d'un représentant retirer l'intrant directement à l'usine, un chauffeur privé étant mobilisé et rémunéré par l'AV. - Partage par affinité
	Gérer l'évolution des souhaits d'emblavement à la hausse ou à la baisse depuis la commande passée 7 à 11 mois avant	Lorsque la quantité reçue est supérieure au besoin : stockage et/ou revente d'intrants à une AV voisine dans la situation inverse
	Gérer une répartition décalée des intrants en fonction de leur nature	Fourniture des semences sans distinction Répartition des engrais sous contrôle
	Eviter la revente d'intrants / les transferts susceptibles de pénaliser le groupement d'intrants ou l'AV	Répartition des intrants après constat de réalisation du semis + 1 ^{er} sarclage par responsables groupements ou d'AV
Application de la caution solidaire	Minimiser les conflits nés de l'application de la caution solidaire sur le terrain	Répercussion directe aux groupements de producteurs ou seuls producteurs concernés

Source : enquêtes (2005)

3.1.3. Modalités d'organisation des AV pour la gestion des Marchés autogérés (MAG)

Les MAG sont une activité de commercialisation primaire du coton graine gérée par une AV, régie par une charte qui en précise les modalités d'organisation (Annexe 14). La Cotontchad a obligation d'acheter l'intégralité du coton produit par une AV régulièrement constituée. En cas de défaillance (non respect de la charte ou intrants impayés), le marché de l'AV peut être suspendu.

Tableau 27. Modalités d'organisation des MAG

Organisation type d'un MAG	
Ouverture d'un MAG	70 t commercialisés au minimum ; 5 km de distance avec le MAG le plus proche au minimum (sauf si les MAG environnants commercialisent plus de 140 tonnes). Soumis à accord cotontchad.
Fonctionnement du MAG	Désignation au sein de l'AV d'un directeur de marché et d'une équipe de délégués techniques (2 pointeurs, 2 peseurs, 2 contrôleurs de tri et 2 convoyeurs). Ceux-ci assument : - l'émission de la demande d'ouverture (transitant par l'interface, accordé par le chef d'usine) - la gestion du calendrier de réception / conditionnement du coton au MAG ; - la gestion de la pesée villageoise du coton, son chargement en caisse après fixation d'une tare pour le conditionnement fourni à crédit par la Cotontchad (bâches, parfois big bags) ; - la nomination d'un convoyeur, qui suit le coton jusqu'au pont bascule et aux unités de tri; - la réception des paiements du coton de l'AV au niveau de l'usine (le paiement de la Cotontchad devant intervenir « le plus tôt possible après la réception de la dernière caisse du MAG (...) » ; - la redistribution des paiements aux producteurs.
Revenus des AV	i/ Ecart de pesée entre le coton et l'usine (pour éviter des écarts négatifs, les AV comptent une tare systématique de 2 kg / bâche alors que celle-ci ne pèse qu'1 kg. La rémunération du différentiel entre le poids usine et le poids village est censée assurer un revenu supplémentaire à l'AV) ; ii/ ristournes versées par la Cotontchad : l'AV perçoit « une rémunération appelée commission (...) qui est la contrepartie de la prestation de service du MAG » (actuellement 3 500 FCFA/t vendue). iii/ un forfait de 500 F CFA/t (soit 5 000 F CFA/caisse) est versé pour le chargement des caisses ; iv/ revenus communautaires issus d'éventuelles activités ou cotisations complémentaires.
Charge des AV	i/ achat du matériel de pesée et des toiles tarées (importées et vendues par la Cotontchad aux AV) ; ii/ indemnisation des délégués techniques des MAG et des manœuvres assurant le chargement ; iii/ adhésion aux CCL sur la base théorique du volontariat (cf. infra); iv/ achat de semences ou d'intrants supplémentaires, par ex. à des AV voisines disposant de stocks ; v/ arrangements éventuels visant à faciliter le déroulement du marché autogéré (cf. infra) ; vi/ investissement éventuel dans des projets d'intérêt collectif (école, puits, dispensaire, etc.) ; vii/ atténuation éventuelle de l'impact de la caution solidaire.

Source : Charte des Marchés Autogérés (2004), enquêtes (2005)

3.2. Problématiques posées par le système des MAG

3.2.1. Un système de risque essentiellement supporté par les producteurs

La chaîne de commercialisation du coton graine comporte une importante diversité d'enjeux pour les producteurs, associés à un système de risques marchés (tableau 28). En dehors du risque partagé sur le recouvrement des intrants, ces risques sont unilatéralement supportés par les producteurs -y compris ceux issus des défaillances éventuelles de la cotontchad-. Ceci entraîne la mise en œuvre de stratégies d'atténuation, au nombre desquelles des arrangements ont lieu qui perturbent le jeu et la logique de la filière, le plus souvent au détriment des planteurs. Ils sont favorisés par divers facteurs, parmi lesquels les dysfonctionnements récurrents dans la gestion des campagnes de productivité ; des rapports de force déséquilibrés caractérisés par l'absence de pouvoir des producteurs dans l'organisation des campagnes d'évacuation ; l'importance des écarts de prix entre qualités ainsi qu'un faible niveau d'informations des planteurs sur les volumes déclassés ou les procédures de déclenchement du paiement.

Tableau 28. Enjeux, risques marchés et stratégies d'atténuation associées au déroulement de la commercialisation du coton graine

Segment	Enjeu	Risque associé	Facteur aggravant	Illustration chiffrée	Stratégies d'atténuation
Appro. en intrants	Disposer d'intrants en quantité suffisante et à temps	Impact sur rendement et revenu de l'insuffisance en intrants ou des retards d'approvisionnement (impact sur rendement si épandage après le 20 juin)	Lié au risque sur la collecte de coton, les 2 opérations étant menées en même temps pour éviter les rotations des camions à vide	En 2005 : 55% NPKSB mis en place au producteur le 20 juin Moins de 85% des intrants demandés par les AV livrés en 2005.	Affrètement d'un transporteur par l'AV pour approvisionnement direct à l'usine. Achats complémentaires. Déstockage. Réduction des surfaces ou conduite en traditionnel.
Ouverture du marché	Obtenir le plus tôt possible l'accord d'ouverture du marché autogéré, la date d'ouverture conditionnant le dépôt et l'enlèvement des caisses de coton	Absence d'enlèvement du coton ou enlèvement sous la pluie : - risque de dégradation de la qualité avec impact sur la rémunération (tri en 2 ^{ème} ou 3 ^{ème} choix). - pénalisation de la trésorerie d'exploitation induite par un délai de paiement supplémentaire	Risque aggravé par : - l'atomisation des MAG et le mauvais état du réseau routier aggravant les difficultés de gestion de l'enlèvement - la détérioration des calendriers de collecte	i/ 20 000 t produits en 2004 restaient à être collectées en septembre 2005 ii/ 30% des resp. d'AV évoquent des arrangements à l'ouverture de marché iii/ 100 t perdues en 2005 entre Koumra et Moissala	Ouverture du marché en l'absence d'accord signé du chef d'usine. Stockage du coton en l'absence d'ouverture. Arrangements de gré à gré autour de l'ouverture (30% des AV, 15 à 20 millions F CFA en 2005). Livraison à des MAG voisins déjà ouverts
Enlèvement	S'assurer du dépôt de la 1 ^{ère} caisse puis d'un certain rythme d'enlèvement.	Perte financière (baisse qualité, pertes au sol) + perte de temps si accident / verse du camion	Mauvais état des routes et des camions. Monopoles locaux de transport dans certaines zones de collecte desservies par des privés. Détérioration calendrier de collecte. Avant livraison à l'usine, le coton est la seule propriété de l'AV.	Pas de lien observé entre la distance à l'usine, la taille des AV et les problèmes d'enlèvement. Accroissement du délai entre l'accord d'ouverture et l'envoi effectif des caisses. (plus de 3 mois signalés par 20% des AV)	Interception de chauffeurs sur leurs trajets, recours à des privés, primes de motivation. Arrangements autour de l'enlèvement : 50% des AV, 70 à 90 millions de F CFA en 2005.

Source : enquêtes (2005)

Tableau 28. (suite) Enjeux, risques marchés et stratégies d'atténuation associées au déroulement de la commercialisation du coton graine

Segment	Enjeu	Risque associé	Facteur aggravant	Illustration chiffrée	Stratégies d'atténuation
Pesée	Obtention du ticket de pesée. Minimiser les écarts de poids avec la pesée au village.	Perte financière liée à une différence négative entre le poids village et le poids usine	Tare des camions réservoir plein, pesée de certains transporteurs privés réservoir vide. Etat des balances villageoises	33% des responsables d'AV enquêtés signalent un déficit de pesée	Arrangements peu fréquents pour s'assurer « d'une bonne pesée » ou « de la manutention des caisses » 10 à 15 millions FCFA en 2005
Tri	Obtention d'un tri en 1 ^{ère} catégorie	Perte financière lié à un déclassé	Importance des écarts de prix entre qualités. Ignorance du volume de coton concerné par un déclassé (<3%)	1 ^{er} tri au MAG (AV, CCL) ; 2 ^{ème} tri à l'usine certifié par les représentants du Ministère de l'Agriculture. 10 t déclassées en 2 ^{ème} ou 3 ^{ème} choix : respectivement pertes financières de 700 000 FCFA et 1 000 000 FCFA	Fréquents arrangements autour du classement (50% des AV, 110 à 115 millions de FCFA en 2005)
Paiement	Obtention d'une programmation précoce du paiement Retrait rapide du paiement	Impact des retards de paiement sur la préparation de la campagne agricole suivant la livraison du coton et la sécurité alimentaire des exploitations	Absence de versement d'acompte à la livraison. Difficultés de trésorerie de la Cotontchad. Déclenchement des paiement quand l'encours atteint 300 millions FCFA	Un quart du coton produit en 2004 et livré aux usines n'était pas réglé en septembre 2005	Crédits contractés garantis par le paiement, défalqués du paiement. Arrangement autour du paiement (20% des AV, 50 à 60 millions de F CFA en 2005).
	Minimiser l'impact de la caution solidaire	Perte financière liée à l'application de la caution solidaire	Absence de dispositif assurantiel « calamités » à une autre échelle	Dettes cumulée des AV vis-à-vis de la cotontchad (=intrant livré non remboursé) : 2,78 Milliards FCFA en 2005	- Distribution des intrants par les AV aux seuls producteurs ayant déjà semé et sarclé leurs parcelles pour éviter transferts et revente d'intrants - Répercussion du risque aux seuls producteurs concernés par un problème de production

Source : enquêtes (2005)

3.2.2. Inéquité de la charte régissant la commercialisation primaire du coton

Si elle définit les règles d'organisation de la commercialisation primaire, l'actuelle charte des Marchés Autogérés devrait être renégociée pour apporter un équilibre entre les producteurs et la Cotontchad. La charte des MAG intègre en effet diverses obligations et interdictions formelles pour les AV (obligation de rythme de chargement, de délai de reversement de la ristourne aux planteurs, de tenue d'une AG, interdiction de recevoir du coton en provenance d'un autre MAG), avec des sanctions en cas de défaillance. Elle n'intègre en revanche ni obligations de délai pour la Cotontchad, ni sanctions ou modalités d'indemnisation des AV en cas de défaillance de l'entreprise.

3.2.3. Faibles performances du système de caution solidaire

Le principe de la caution solidaire se traduit théoriquement par un risque partagé sur la production à l'échelle des AV. Il permet à la Cotontchad de diminuer le risque sur le recouvrement du crédit intrant tout en palliant à l'échelle du village un problème isolé de production. Ce système est toutefois insuffisant en cas d'accident généralisé de production (inondation, déficit hydrique), car il revient alors à faire supporter uniquement aux producteurs l'intégralité du coût et du risque lié à un tel phénomène. Ceci explique en partie le croît de la dette des AV vis-à-vis de la Cotontchad et pose la question de l'existence d'un système mutualiste « d'assurance calamités » à une autre échelle (région, zone soudanienne). Dans la pratique, le système de caution solidaire ne s'exprime à l'échelle de l'AV que pour des montants limités: dans le cas contraire temps, l'intégralité du coût de la caution solidaire est d'abord imputé au groupe de producteur concerné par un accident de production voire aux seuls producteurs concernés. Le système de caution solidaire peut être analysé comme ayant perdu sa fonction de solidarité pour se réduire à un moyen -peu performant- de recouvrer le coût des crédits intrants pour la Cotontchad.

Finalement, le fonctionnement des MAG se traduit par un niveau important de risque marché et de dysfonctionnements presque intégralement supportés par les producteurs (hors risques de non recouvrement du crédit intrant partiellement supporté par la Cotontchad). Le système actuel ne peut être considéré comme satisfaisant ou équitable dans la mesure où :

- d'une part, l'organisation de son déroulement ne relève pas des producteurs –hors fonctions nominales-, mais de l'unique société cotonnière ;
- d'autre part, les producteurs supportent même les risques liés à la défaillance de la Cotontchad (pertes financières liées à une absence d'enlèvement ou aux retards d'enlèvement entraînant un déclassement ou encore aux retards de mise en place des intrants obérant le rendement).

3.3. Une dette en augmentation

Résultante cumulée d'impossibilités de remboursement des crédits intrants consentis, la dette des AV vis-à-vis de la Cotontchad s'élevait à 2,78 Milliards de FCFA en décembre 2005. L'annexe 15 en chiffre l'évolution. Le tableau ci-dessous en décrit les principales caractéristiques.

Tableau 29. Dette des AV vis-à-vis de la cotontchad

Caractéristiques de la dette	Données d'enquêtes commentées
La dette des AV a atteint un niveau critique	En décembre 2005, la dette des AV vis-à-vis de la Cotontchad représentait 2,78 milliards de FCFA, soit 30% du montant des crédits intrants consentis en 2004
L'évolution de la dette des AV présente un caractère inquiétant	La dette des AV a été multipliée par 6 en 11 ans.
Le rééchelonnement de la dette de certaines AV aurait été initié par la cotontchad en 2005/2006	Corrélée à une augmentation du prix d'achat du coton, le rééchelonnement aurait permis la réduction des impayés de 250 millions de F CFA à l'issue de la campagne d'achat 2004.
La dette des AV a une origine multiple. Une part est directement imputable à des pratiques douteuses des AV. Une autre part est la résultante directe de dysfonctionnements de la société cotonnière.	La dette des AV a pour origine 3 phénomènes conjoints : <ul style="list-style-type: none">- en l'absence de système de mutualisation des risques à une échelle supérieure à celle du village, production dévastée suite à des accidents climatiques régionaux (inondation, sécheresse) ;- résultats d'exploitation déficitaires, en lien avec des carences directement imputables à la Cotontchad (niveaux de production impactés en lien avec des retards dans la mise en place des intrants, retards d'enlèvement provoquant perte de qualité du coton récolté, déclassement et perte financière) ;- pertes financières directement liées à des pratiques opérées par les AV : transfert de l'intrant livré à d'autres productions, vente d'intrants; livraison du coton sous couvert d'une autre AV ; arrêt en groupe de la production de coton après réception des intrants et transfert/vente du stock, etc.

Source : enquêtes (2005)

Dans la perspective d'une privatisation de la société cotonnière, les modalités d'apurement de ce passif devront être analysées avec prudence.

4.1. Le MPZS (Mouvement Paysan pour la Zone Soudanienne)

En novembre 1992, l'ONDR, a impulsé avec l'appui d'un projet FAC la reconnaissance d'un collectif de représentants d'organisations paysannes émergentes, dénommé Mouvement Paysan pour la Zone Soudanienne (MPZS). Ce mouvement était initialement structuré :

- géographiquement autour des 13 secteurs de l'ONDR ;
- socialement selon une structure d'élections pyramidales (AV, cantons, préfectures) ;
- financièrement autour d'une cotisation acquittée par les AV adhérentes (d'un montant initial de 75 F CFA/t puis de 300 FCFA/t prélevés sur la ristourne de commercialisation de la Cotontchad).

A sa création, les objectifs statutaires du MPZS étaient de :

- défendre les intérêts des exploitants agricoles ;
- servir de courroie de transmission entre les organisations de bases, l'ONDR et la Cotontchad ;
- favoriser le transfert aux planteurs de responsabilités assumées par les organismes d'appui ;
- participer à l'organisation des campagnes agricoles, en particulier cotonnières ;
- faire remonter les besoins des AV en matière de formation et d'appui technique.

Le mouvement a initialement bénéficié de différentes mesures d'appui de l'ONDR :

- association aux réunions d'organisation de la campagne cotonnière ONDR/Cotontchad/paysans ;
- nomination d'un coordinateur paysan du MPZS présent à l'usine au pont bascule et lors du tri ;
- publication d'un journal d'informations partiellement subventionné par l'ONDR ;
- co-signature des chartes de MAG par le représentant du MPZS.

Bénéficiant d'une perception positive de la part des AV et d'une dynamique d'appropriation en milieu rural, le MPZS a accru son public adhérent jusqu'en 1999 tout en s'imposant comme une organisation de défense des intérêts des producteurs face à la Cotontchad (PAOP-CIRAD SAR, 1996). Dans un contexte de tension en milieu rural, les campagnes de 1997/1998 puis 1999/2000 ont constitué un tournant dans son histoire :

- en 1997/1998, un débat s'est opéré quant à l'usage d'un complément de 24 F CFA / kg coton graine devant être versé par la Cotontchad suite à une commercialisation performante des fibres. Ce complément représentant 6,6 milliards de FCFA au total, diverses propositions furent faites : fondation d'une banque de crédit rural, mise en place d'un fonds pour l'achat d'intrants. Faute d'accord entre les parties, le complément a finalement été versé directement aux producteurs, pour des sommes à peine équivalentes à 1,5 sac d'engrais par planteur.
- suite à cet échec, le prix d'achat du coton-graine annoncé en juin 1999 (185 F CFA/ kg) a dû être revu à la baisse par la Cotontchad (à 165 F CFA/kg) en fin de campagne pour faire face à la dégradation des cours mondiaux du coton. Le MPZS, refusant d'être associé à cette décision, a organisé une grève de la livraison du coton aux usines pour tenter d'obtenir le rétablissement du prix initial et le règlement de ristournes encore en attente. Cette grève a duré jusqu'en février 2000.

Le gouvernement avait entre-temps reconnu fin 1999 la Cellule Technique pour la Réforme du Secteur Coton, dont la constitution et le financement étaient prévus dans le programme de réforme sectorielle de la Banque Mondiale. Outil de mise en œuvre des réformes du secteur coton, cette cellule devait œuvrer à la création d'organisations de producteurs fonctionnelles et légitimes. Parallèlement à la grève du coton, plusieurs journaux dénonçaient l'existence de malversations au sein du MPZS, tandis qu'une campagne de terrain était organisée par la CTRC aux fins de « sensibiliser » les chefs de canton à la nécessité d'un renouveau organisationnel. Cette sensibilisation a directement débouché sur la structuration d'un Comité de Coordination Local (CCL) dans chaque zone usine selon un système électif pyramidal. Dès la création effective des CCL, la cotisation mise en place par le MPZS leur a été réaffectée. Le MPZS, privé du support financier de l'activité cotonnière, s'est rapidement délité. Il ne joue plus qu'un rôle nominal dans la filière coton et s'est replié sur des actions ponctuelles concernant d'autres productions. En dépit de cette évolution, il bénéficie encore d'une excellente image auprès des producteurs. Nombre d'entre eux regrettent l'existence de cette organisation capable de les représenter et défendre leurs intérêts.

4.2. Les CCL (Comités de Coordination Locale)

4.2.1. Structures et fonctions affichées

L'existence officielle des 9 CCL (un par zone usine) a été reconnue à la fin de l'année 2000. Elle a fait suite à la légitimation de la cellule technique pour la réforme du secteur coton (CTRC). L'annexe 16 présente un statut-type de CCL. Le tableau 30 ci-dessous rapporte différents éléments de cadrage officiellement associé à cette organisation.

Tableau 30. Cadre officiel des CCL

Elément de cadrage	Détail de l'élément concerné
Les CCL sont des organisations statutairement non lucratives	Les CCL sont régis par l'ordonnance n°27/INT/SUR concernant les associations à but non lucratif. Les missions des CCL sont d'offrir aux producteurs un mécanisme de représentation tout en constituant un système de transmission de l'information
Les CCL sont formés selon un processus électif à 4 niveaux débouchant sur un bureau national des CCL:	<ul style="list-style-type: none"> - Un représentant du village est d'abord élu dans chaque AV ; - Ces représentants élisent parmi eux un délégué cantonal des CCL ; - L'ensemble des délégués cantonaux d'une zone de collecte forme le CCL de la zone usine¹¹, un bureau de 4 membres étant élu en son sein. - Les bureaux des 9 CCL élisent, 1 président, un secrétaire et un trésorier pour une durée de 2 ans renouvelable une fois afin de représenter les CCL lors des négociations à l'échelle nationale.
A l'échelle nationale, les CCL participent statutairement aux réunions du comité paritaire	Constitué à part égales de représentants de la Cotontchad et des CCL, l'administration nommant 2 observateurs et la CTRC assumant le rôle de secrétaire de séance, le comité paritaire a pour rôles de : <ul style="list-style-type: none"> - fixer le prix d'achat du coton graine et des intrants pour la campagne, - s'assurer du respect de la charte des marchés autogérés, - planifier la collecte du coton - ratifier le choix des fournisseurs d'intrants sur appel d'offre
A l'échelle locale, la charte des MAG révisée en 2001 a précisé les rôles joués par le CCL en remplacement du MPZS dans l'organisation de la commercialisation primaire du coton graine. Elle a parallèlement légitimé le système de financement des CCL	Les rôles dévolus au CCL au plan local sont : <ul style="list-style-type: none"> - La désignation par le secrétaire général des CCL de 2 à 4 coordonnateurs pont-basculé par zone usine assurant une représentation permanente des CE lors de la pesée du coton à l'usine ; - La programmation d'un passage hebdomadaire du délégué cantonal dans chaque MAG pour « prévenir les cas de mauvaise gestion » ; - La réception des notifications de suspension de marchés pour défaillance de l'AV ; - La présence d'un délégué des CCL au moment du paiement du coton à l'usine ; - La participation d'un agent à la commission de litige classements ; - L'avis du délégué des CCL sur la suspension d'un MAG
Le système de financement des CCL prévoit la rémunération des représentants des planteurs et la constitution d'une épargne volontaire au titre de la participation des producteurs au titre de la privatisation.	Le financement des CCL provient : <ul style="list-style-type: none"> - d'une cotisation de 300 F / t¹² prélevée par les CCL sur chaque tonne commercialisée pour la rémunération des coordonnateurs pont bascule et le fonctionnement courant de l'organisation ; - d'une cotisation supplémentaire de 5 F CFA / kg de coton livré opérée « sur la base du volontariat » en vue de la participation des producteurs à la privatisation de la Cotontchad. Celle-ci a atteint un montant cumulé de 750 millions de FCFA fin 2004

Source : enquêtes (2005)

4.2.2. Fonctions effectives, perception et légitimité des CCL

En regard des objectifs affichés, le tableau 31 (page suivante) présente :

- la nature des opérations conduites et des fonctions effectivement assumées par les CCL
- divers éléments d'appréciation de l'efficacité de ces opérations / fonctions
- les perceptions dont les CCL font l'objet de la part des responsables d'AV et planteurs enquêtés.

¹¹ Ce qui signifie que les niveaux de représentation inférieurs à l'échelle cantonale n'ont pas un rôle statutairement prévu dans les CCL, bien qu'ils soient censés retransmettre l'information en provenance des CCL

¹² sur les 3 500 F CFA / t délivré aux AV au titre d'indemnisation pour la gestion du marché autogéré

Tableau 31. Fonctions effectives, perception et légitimité des CCL

Objectif	Fonction effective	Eléments d'appréciation et perception des producteurs
Représentation des planteurs et défense de leurs intérêts	Les CCL représentent officiellement les producteurs de coton au sein du comité paritaire	Le poids réel des CCL dans les discussions du comité paritaire peut poser question. Par ailleurs, la représentation des producteurs par le CCL est exclusive : d'autres collectifs ou syndicats de planteurs existent, mais sont absents de ces différentes réunions
	Un coordinateur pont bascule est toujours présent à l'usine.	Certains coordonnateurs au pont-basculé sont cités comme partie intégrantes du système d'arrangements. Marginalement, les CCL sont perçus comme un simple changement d'habit du MPZS, cette confusion étant favorisée par la proportion de coordonnateurs pont basculé issus du MPZS.
	Les représentants des CCL participent aux discussions nationales sur la filière coton	La légitimité des CCL à défendre les intérêts des producteurs est contestée par ces derniers. La plupart des CE enquêtés assimilent les CCL à un pouvoir para-administratif disposant d'un pouvoir de taxation sur le coton, non à un syndicat de défense des intérêts des producteurs ;
Transmission d'information	La transmission top-down d'informations (Cotontchad - représentants d'AV) est opérée correctement	Rôle globalement compris et apprécié des planteurs, par ailleurs très demandeurs d'appui technique.
	Une tournée de sensibilisation des AV à la mise en place de coopératives a été organisée par le CTRC avec les CCL et l'ONDR	Quelques dysfonctionnements dans la transmission d'information : instrumentalisation de l'information rupture et déformations dans la transmission. La transmission down-top semble faiblement opérée.
	Les CCL ont réalisé une formation technique sur fonds fiduciaire (don japonais) géré par le CTRC	La portée et la qualité des formations réalisées sont limitées : elles n'ont concerné que 10% des producteurs et ont été opérées par des agents formés selon un système pyramidal de formation de formateurs
Participation des planteurs à la privatisation	Le « provisionnement financier des planteurs » en vue de la privatisation est effectivement opéré. Pour 3 années, le potentiel de « cotisation volontaire » sur les tonnages livrés s'élève à 2,25 milliards de FCFA. L'épargne effectuée sur la période atteint 30% de ce montant.	Une certaine « opacité » ressort quant à la gestion des fonds épargnés en vue de la privatisation. Une proportion non négligeable de responsables d'AV ignore la destination de l'argent retenu. Malgré la publication des comptes, la majorité des responsables d'AV enquêtés ignorent le lieu de dépôt bancaire et le montant épargné par le CCL dont ils dépendent. Des AV commercialisant d'importants tonnages ont négocié le montant de la taxe au kg. de coton. Lorsqu'ils sont délivrés, nombre de reçus sont fournis sur « papier marché », sans cachet du CCL, sans en tête, ni référencement excessif.

Source : enquêtes (2005)

En dépit des objectifs affichés, la mise en place des CCL n'a pas abouti à l'élaboration d'une faîtière « syndicale » de représentation professionnelle en lieu et place du MPZS. Ce point, problématique au regard du service attendu, a d'ailleurs été souligné dans le rapport de mission d'évaluation qualitative ex-ante des conséquences de la réforme du secteur coton, financé par la Banque Mondiale. « *Les CCL ont été établis dans l'intention de négocier avec le CT au nom des producteurs. Cependant, cette étude semble démontrer que dans certaines zones, les CCL n'ont pas l'entière confiance des paysans. Il est nécessaire d'améliorer la redevabilité des CCL ou bien de rétablir les MPZS qui ont plus de légitimité parmi les paysans – du moins dans certaines zones* ».

4.3. Une faible probabilité de constitution de coopératives viables

Un diagnostic des CCL a été conduit de décembre 2002 à octobre 2003 par le bureau d'études CECI. Il a mis en évidence l'impossibilité juridique pour les CCL de jouer en l'état un rôle sur les dimensions « économiques » du développement d'organisations professionnelles de producteurs de coton. Ce diagnostic a débouché sur l'élaboration d'un plan d'action associant au positionnement des producteurs en tant qu'acteur économique de la filière une restructuration du réseau de CCL évoluant vers des coopératives (Annexe 17).

D'un coût de mise en œuvre estimé à 4 millions US\$, ce plan d'action à échéance 2008 est structuré comme suit :

Tableau 32. Cadre logique du plan d'action CECI

Objectifs du plan d'action	Contenu
Transformation du statut légal des CCL visant leur positionnement en opérateur économique	Réforme statutaire satisfaisant au décret n°25/INT/SUR régissant les organisations à vocation économique
Restructuration de la gestion interne du réseau CCL	- Remplacement des délégations cantonales des CCL par des coopératives de base ; - Etablissement d'unions de coopératives à l'échelle des zones usines ; - Etablissement d'une faîtière nationale des unions de coopératives.
Professionnalisation des acteurs des CCL	Formation professionnelle des responsables d'organisation
Prise en charge et développement de services aux membres des coopératives	- Gestion de l'approvisionnement des membres en intrants ; - Gestion commercialisation du coton-graine (éventuellement fibre) ; - Gestion de l'appui-conseil aux producteurs de coton.
Développement de relations commerciales équitables avec le reste de la filière ;	Définition d'un cadre de négociations commerciales (interprofession structurée)
Contribution à l'orientation des politiques nationales,	Participation des coopératives à la définition des politiques de recherche, d'appui-conseil aux CE et de développement de la filière

Source : CECI (2004)

Après validation du plan par l'Etat tchadien, une tournée locale visant à la promotion des systèmes coopératifs a été réalisée sur financements CTRC / PSAOP. Une seconde mission de terrain à l'échelle cantonale était en cours fin 2005, devant aboutir à la création des comités provisoires chargés de préparer les dossiers d'agrément des futures coopératives. Pour autant, l'ensemble du processus pose plusieurs questions (tableau 33)

Tableau 33. Eléments d'interrogation concernant le processus de coopérativisation

Eléments d'interrogation	Facteurs critiques
Légitimité des CCL à valider un positionnement concernant l'ensemble des associations villageoises ?	Cf. supra : perceptions des planteurs et des responsables d'AV enquêtés relatives aux CCL
Justification à l'emploi des délégations cantonales des CCL comme socle constitutif des coopératives « de base » -par évolution juridique de leur vocation- ?	Les associations villageoises, qui constituent des organisations économiques de base légitimes et fonctionnelles assurant la commercialisation du coton graine, ne sont pas employées comme socle constitutif des futures coopératives.
Quel pas de temps nécessaire à l'émergence d'associations légitimes et viables ? Probabilité de disposer d'organisations professionnelles « fonctionnelles, viables et légitimes », à échéance 2008 ?	Le mouvement de coopérativisation est impulsé de façon top-down sans association au processus des autres organisations professionnelles existantes. Le processus repose sur une organisation professionnelle dont les faiblesses ont été soulignées.
Probabilité d'une prise en charge de l'approvisionnement en intrants par les coopératives à horizon 2008 ?	Crédibilité d'une prise en charge de la gestion des relations directes avec des fournisseurs sous 2 ans ¹³ ? Risques connexes de poursuite de la déstructuration de la filière intrants
Modalités de transmission aux coopératives des fonds épargnés par les CCL ?	Le repérage et la quantification de l'origine des sommes versées par les différentes AV en vue de la privatisation est un exercice délicat.

Source : enquêtes (2005)

S'il répond à une demande des planteurs, le processus de coopérativisation repose sur des fondations friables. Géré de façon top-down à partir d'une hypothèse non encore confirmée sur les modalités de repositionnement de l'Etat dans la filière coton, il apparaît aléatoire tant les délais annoncés sont proches. Parallèlement, l'absence d'association aux évolutions de la filière coton des autres OP (AOPK à Fianga, Syntrad, GUMAC etc.) constitue un risque pour la réussite d'un processus affichant comme objectif une meilleure structuration professionnelle. Les risques sont ici de déstructurer le faible tissu organisationnel déjà existant et d'obérer sur le long terme les capacités d'organisation et de structuration professionnelle des producteurs en zone soudanienne du Tchad.

¹³ Objectif affiché du PSAOP dans le cadre de l'appui aux organisations de planteurs de coton

5.1. L'encadrement agricole

5.1.1. Du démantèlement de l'encadrement agricole...

L'Office National de Développement Rural (ONDR- DSN) est une institution dont les missions statutaires recouvrent la vulgarisation technique et l'appui aux organisations professionnelles. Appuyé par le FED et divers projets FAC, il fut à l'origine de la diffusion massive de l'usage d'engrais minéraux, d'insecticides et de traction animale. Initialement créé pour la diffusion des innovations permettant d'améliorer la productivité cotonnière, l'ONDR a été contractuellement lié jusqu'en 1986 à l'activité de la Cotontchad : en contrepartie d'une rétrocession de 12 F CFA / kg de fibre commercialisé, l'Office assumait la distribution des intrants et leur recouvrement ainsi que la structuration des AV. En 1986, ce contrat a été résilié, l'ONDR n'étant plus lié aux activités de la Cotontchad que par le biais de la SIMAT, dont il assurait la distribution des équipements.

Depuis, les effectifs de l'ONDR ont subi une réduction drastique : l'effectif de vulgarisateurs de base à l'ONDR-DSN est passé pour l'ensemble de la zone soudanienne de 985 en 1983 à 209 en 2000, ne permettant plus la couverture que de 40% des villages environ. Un pic de licenciement a notamment eu lieu à la fin du projet PSAP (financements BM), où 365 agents de terrain avaient été impliqués dans un programme de formation et d'appui-conseil. Mis en parallèle avec le croît démographique, la réduction des effectifs représente sur cette même période le passage d'un vulgarisateur pour 7 500 habitants à un pour 15 000 habitants (Nuttens F., 2001).

S'il bénéficie d'un réseau d'antennes délocalisées émaillant la zone cotonnière, l'ONDR est aujourd'hui confronté à une pénurie de ressources humaines et à des difficultés financières récurrentes. Bien qu'un métabolisme de base soit assuré, l'Office ne dispose plus de la capacité à assumer son rôle d'encadrement des producteurs.

5.1.2. ...A la création d'une interface centrée sur la gestion de la commercialisation primaire

Parallèlement aux évolutions subies par l'Office, une unité « interface » comptant 120 agents a été créée en 1994 au sein de la Cotontchad. Cette unité s'organise autour de la présence d'un agent interface résidant au sein de chaque canton disposant de planteurs de coton. Les agents interface d'une zone usine sont placés sous la responsabilité d'un à deux superviseurs par usine en fonction des quantités de coton gérées. En relation avec les AV et les superviseurs, les agents interface ont pour mission d'organiser la mise en place des intrants et l'évacuation du coton-graine au sein du canton dont ils ont la charge :

- à chaque agent interface correspond un centre de gestion intrants (CGI) où :
 - * les transporteurs peuvent prendre des renseignements sur la localisation des livraisons à effectuer ;
 - * les intrants commandés sont déposés lorsque les AV sont situées sur des axes impraticables ;
 - * les demandes d'intrants émises par les AV sont centralisées avant transmission à l'usine.
- chaque agent interface joue le rôle de courroie de transmission entre les AV et l'usine pour la programmation de l'ouverture des marchés et l'évacuation du coton des MAG.

L'unité interface n'a pas pour mission d'assumer un rôle d'encadrement technique.

5.1.3. Perception des planteurs

La dynamique qui vient d'être retracée peut s'interpréter comme un abandon progressif du rôle d'encadrement de la production cotonnière assumé par l'Etat au profit de l'entreprise cotonnière et de la société civile. Elle se traduit par une carence de l'encadrement technique clairement perçue par les planteurs (tableau 34) qui présentent une forte demande pour la réhabilitation de la vulgarisation.

Tableau 34. Perception des planteurs sur l'encadrement technique

Facteur critique	Données d'enquête commentées
L'encadrement technique ne touche plus qu'une partie des planteurs	Moins de 60% des CE déclarent recevoir actuellement un appui-conseil technique
L'encadrement se limite essentiellement à la gestion des MAG et aux normes de production dans le cadre des formations dispensées aux délégués techniques des AV	La moitié des CE bénéficiant d'encadrement technique citent la cotontchad comme source d'appui conseil en lien avec : - la gestion des MAG et des intrants (29% des formations) - l'itinéraire technique en cotonculture (38% des formations)
Le rôle des agents interface pour l'organisation des MAG est globalement reconnu	33 % des responsables d'AV interrogés reconnaissent le rôle joué par les agents d'interface pour l'organisation des marchés autogérés.
Une proportion significative d'AV estime néanmoins que l'agent interface peut perturber les échanges commerciaux.	22 % des responsables d'AV enquêtés estiment spontanément que l'agent d'interface peut perturber la bonne gestion de la commercialisation du coton graine
Un appui technique spécialisé réduit à la portion congrue reste assuré par l'ONDR. Des formations thématiques sont assurées par diverses institutions de la société civile. Leur poids cumulé est important.	En dehors de la cotontchad, les principales sources d'appui conseil citées sont l'ONDR (19% des sources citées), les BELACD (7%), le PRODALK (6%), le CFPA (3%), les CEC (3%), les COOPEC (2%), INADES (2%) et divers acteurs de la société civile. Les thématiques techniques assurées sont liées aux spécialisations de ces acteurs : crédit rural (8%), structuration des groupements (4%), production et gestion des vivriers (4%), usage de matière organique (3%), coopératives (3%), foyers améliorés (3%), etc.
Il existe une forte demande de la part des CE pour une réhabilitation de l'encadrement technique	10 % des CE enquêtés regrettent que les agents d'interface n'assument plus la vulgarisation autrefois réalisée par l'ONDR. 8% des CE enquêtés dénoncent la faible périodicité ou l'absence de visites d'un agent d'interface dans leurs villages. 72 % des planteurs bénéficiant d'encadrement jugent l'appui-conseil reçu insuffisant

Source : enquêtes (2005)

Compte tenu des carences constatées, la réhabilitation de l'encadrement technique paraît une condition indispensable à la réussite de la réforme du secteur coton au Tchad.

Trois possibilités au moins peuvent servir de socle à ce processus :

- réactivation et renforcement du rôle de l'Office, mettant à profit le réseau délocalisé existant ;
- extension des missions de l'unité interface après recyclage technique des agents;
- contractualisation de prestations d'encadrement technique avec des institutions de la société civile via les futures coopératives.

5.2. La recherche cotonnière

La recherche agronomique tchadienne est assumée par l'ITRAD (Institut Tchadien de Recherche Agronomique pour le Développement) dont la création, récente (1997), a fait suite au départ du CIRAD de la zone soudanienne du Tchad. L'ITRAD est organisée selon une double logique géographique (Centre Régionaux de Recherche Agronomique) et thématique (programmes thématiques de recherche).

Tableau 35. Organisation géographique de la recherche agronomique tchadienne

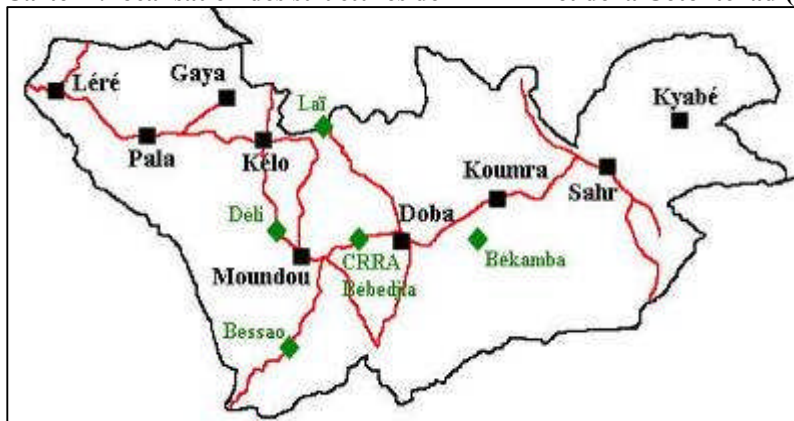
	Zone	Structures	Fonctionnalité
Direction Générale (Farcha)	soudanienne	CRRA Bébedjia + 4 fermes semencières	Fonctionnel opérationnel
	Sahélienne	CRRA Gassi	En cours de réhabilitation
	Saharienne	CRRA Faya	Nominal à construire

Source : ITRAD

La recherche cotonnière est assumée par le CRRA de Bébedjia, qui est le plus important au plan des infrastructures et des ressources humaines. Celui-ci présente les caractéristiques suivantes :

- Structure unique de recherche pour toute la zone soudanienne du Tchad
- Centre d'appui aux fermes semencières de l'ITRAD et de la Cotontchad (Békamba)
- Centre de gestion autonome avec base vie et laboratoires de recherche
- Équipe permanente : 8 chercheurs affectés, 4 techniciens, 4 cadres et employés administratifs
- 300 ha de foncier, une mini-usine d'égrenage et un parc de machinisme agricole

Carte 2 : localisation des structures de l'ITRAD et de la Cotontchad (ferme de Békamba + usines cotonnières)



Source : ITRAD

La recherche cotonnière occupe une place prépondérante dans les activités conduites par le CRRA de Bébedjia (tableau 36).

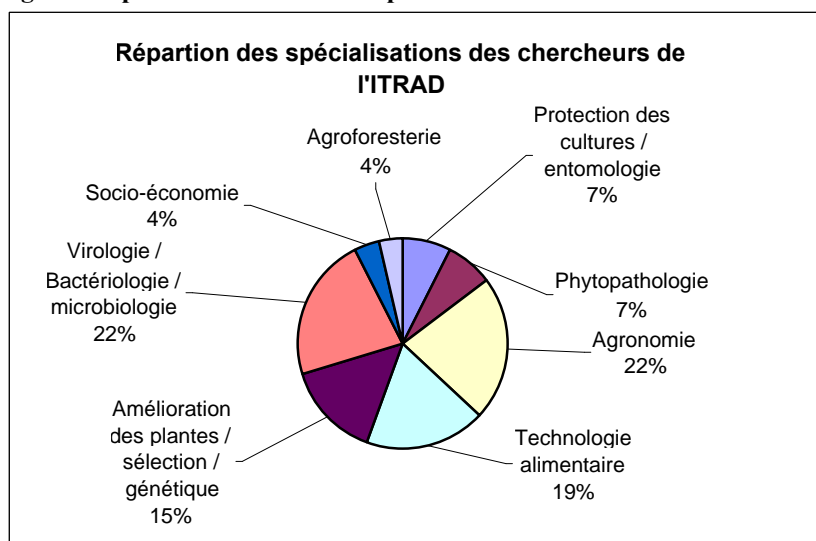
Tableau 36. Activités de recherche conduites par le CRRA de Bébedjia

Thématique de recherche	Détail des activités de recherches
Appui à la filière coton	- Production de semences de bases et de pré-base - Appui à la conduite des cultures (ferme de Békamba-Cotontchad)
Recherche cotonnière	- Protection des cultures (diagnostic des résistances d' <i>Helicoverpa A</i>) - Expérimentation herbicide (Calliope, Syngenta) - Diagnostics agraires, analyse de pratiques et études ponctuelles
Appui aux filières de production vivrière	- Sélection vivrière (riz, niébé, sorgho, mil, etc.) - Développement d'itinéraires techniques avec plantes à racines et tubercules
Gestion des exploitations	- Conseil de gestion aux exploitations agricoles
Gestion de l'enherbement	- Sélection de variétés tolérantes / résistantes au striga - Diagnostic de pratiques et essais herbicides

Source : ITRAD

Les chercheurs de l'ITRAD disposent d'une diversité de compétences constituant un atout indéniable pour fonder une recherche cotonnière de qualité.

Figure 8. Spécialisations affichées par les chercheurs de l'ITRAD



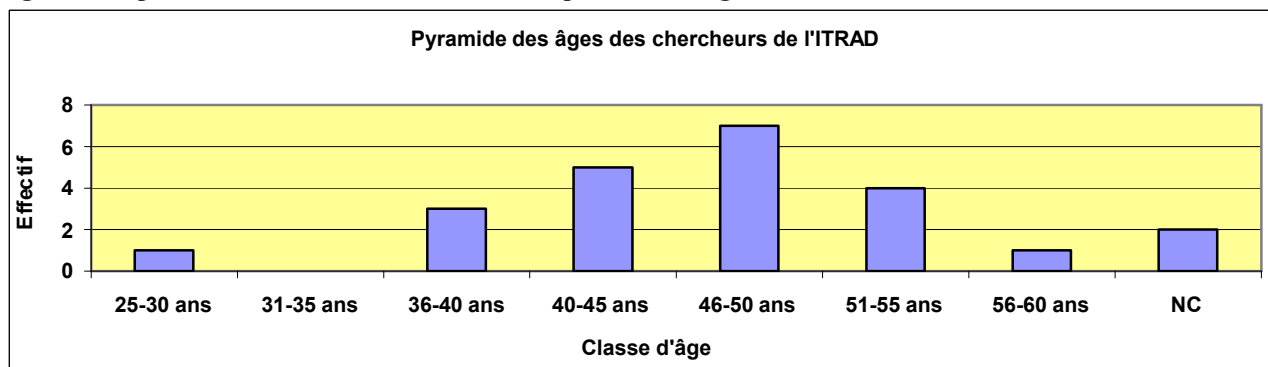
Source : ITRAD

Toutefois, l'ITRAD et le CRRA de Bébedjia demeurent confrontés à de graves difficultés aussi bien conjoncturelles que structurelles (tableau 37) qu'atténuent dans une certaines mesures certaines perspectives à court terme.

Tableau 37. Facteurs critiques et perspectives concernant la recherche cotonnière tchadienne

Facteurs critiques	Eléments d'appréciation et données d'enquête
Faible part du budget de l'Etat consacrée à la recherche cotonnière menée par l'ITRAD	Part consacrée à la recherche faible ¹⁴ (110 millions de FCFA) et en diminution ¹⁵
Difficultés de l'Etat à honorer ses engagements budgétaires hors salaires	Dotations de fonctionnement inscrites en loi de programmation budgétaires non respectées de 2002 à 2004 (moitié de la dotation en 2002 ; rien en 2003 et 2004 Situation en voie de résolution en 2006 ?
Forte dépendance du fonctionnement du CRRA de Bébedjia à la convention annuelle de prestation de service ITRAD-cotontchad (30 à 40 millions de FCFA). Difficultés récurrentes de fonctionnement	Fonctionnement du CRRA majoritairement assuré par une convention de prestation de service pour la sélection variétale, la production de semences de prébases et un appui à la ferme de Békamba
Détérioration des infrastructures	Pour cause de rupture de la chaîne de froid, les semences de souche ne sont plus conservées. Le matériel agricole ainsi que les moyens roulants sont devenus obsolètes.
Vieillesse de la structure non compensé par le recrutement de jeunes chercheurs (figure 9)	85% des chercheurs ont plus de 40 ans. Absence d'ouverture de concours de recrutement par l'Etat
Chercheurs en sous-effectifs par rapport à l'ensemble des thématiques à traiter	6 chercheurs permanents sont affectés au CRRA
CRRA soumis à un fort enclavement posant des problèmes d'insertion dans les réseaux de recherche internationaux	Enclavement territorial, numérique et électrique compromettant la qualité des recherches conduites
Perspective de désenclavement territorial	Bitumage axe Moundou-Doba-Sarh
Perspective de désenclavement numérique	Equiperment du CRRA avec système V-SAT
Présence d'un socle partenarial pouvant être mis à profit dans l'optique d'un renforcement de la recherche	FAO, Instituts de formation, Cotontchad, ONDR, privés (Calliope, Syngenta)
Concentration de projets de restructuration et d'appui à la recherche (en cours ou programmés)	PSAOP (BM), ARDESAC et ARS2T (France), projet d'appui aux filières cotonnières (BAD), affectation de fonds pétroliers (à partir de 2006)

Source : enquêtes

Figure 9. Répartition des chercheurs de l'ITRAD par classe d'âge

Source : ITRAD

Si elle reste opérée par l'Etat, il peut être considéré que la recherche cotonnière n'est plus pilotée par celui-ci, ce rôle ayant été abandonné à la Cotontchad, au secteur privé et aux bailleurs qui en financent le fonctionnement.

La refondation de la filière pose la question du devenir de la recherche cotonnière à travers les futures modalités d'association de l'ITRAD à la production de semences, à la vulgarisation et à l'amélioration des itinéraires techniques.

¹⁴ En terme de montant comme en terme de part du budget de l'Etat consacrée à la recherche dans d'autres pays AOC. Pour mémoire, le budget affecté à l'IRCT pour la seule station de Bébedjia s'élevait annuellement à 800 millions FCFA

¹⁵ Effet mécanique lié à l'augmentation du budget de l'Etat sans augmentation du montant « recherche agronomique »

5.3. La production de semences

La production de semences de qualité joue sur la compétitivité globale de la filière. Le tableau 38 ci-dessous présente quelques caractéristiques de la filière semencière coton au Tchad.

Tableau 38. Caractéristiques de la filière de production semencière

Caractéristique	Données d'enquête commentées
Les graines issues de l'égrenage présentent divers débouchés. Le circuit semencier n'est pas isolé lors de l'égrenage.	Outre la fonction semencière, les graines de coton sont écoulées via i/l'Huilerie (capacité théorique : 350 t/ jour) ; la vente à l'export (huileries nigérianes, usines frontalières du Cameroun) et la vente (marginale) de graines non cultivables aux groupements d'éleveurs. La fonction semencière n'est pas différenciée lors de l'égrenage. Avant la réintégration de l'Huilerie, 20 000 t n'ont pu être écoulées en 2005 et ont été perdues.
Les masses de semence en jeu sont importantes	Pour une campagne de 200 000 t de coton graines, la quantité de semences mise en place par la Cotontchad est de l'ordre de 23 000 t
2 variétés (STAM F et A 51) sont employées au Tchad selon la localisation des exploitations	la variété A51 est la plus récemment introduite. Elle est actuellement implantée à l'ouest de la zone soudanienne, de la zone-usine de Léré à celle de Moundou. La variété STAM F est diffusée de la zone usine de Moundou à celle de Kyabé.
Ces 2 variétés seraient équivalentes au plan agronomique, la différence se situant au plan de leur potentiel de valorisation commerciale. La Cotontchad souhaite à terme diffuser la variété A 51 dans l'ensemble de la zone soudanienne. (Annexe 18)	Selon la Direction de la Production de la Cotontchad, ces variétés sont équivalentes tant au plan de leur conduite technique qu'en terme de potentiel de production. La perception des planteurs n'a pas été documentée) Il n'existe pas de critère agro-écologique présidant à la répartition géographique de leur diffusion. La fibre d'A51 dispose de soies très longues, de meilleure qualité, mieux valorisées commercialement mais ne pouvant être tissées que par des filatures spécialisées. La variété STAM F dispose en revanche d'un public d'acheteurs plus large.
La qualité globale du circuit semencier doit être améliorée.	Le taux de germination moyen est inférieur à 80%, provoquant resemis et semis en plusieurs graines au poquet. Il s'explique notamment par un stockage sans traitement de conservation, des conditions de transport défavorables ; l'absence de circuit semencier spécifique et l'emploi de semences ni délintées ni enrobées.

Source : enquêtes (2005)

La chaîne de production de semences comporte 3 maillons distincts :

5.3.1. Production de semences de pré-base par le CRRA de Bébedjia :

Après sélection d'une 1^{ère} génération de plants visant à conserver la pureté variétale, chaque variété est d'abord mise en culture en parcelle isolée (d'une surface respective de 3 800 m² en 2004, puis de 1800 m² en 2005). La multiplication s'opère ensuite sur deux blocs parcellaires de 10 ha. La production de coton graine obtenue en 2004 par le CRRA de Bébedjia s'élevait à 18 t d'A 51 et 15 t de Stam F, fournissant respectivement de l'ordre de 10,8 t et 9 t de semences. L'égrenage de ces premières générations est opéré sur place à l'aide d'une égreneuse de petite capacité. Ce premier maillon est relativement performant, tant au plan du rendement en coton graine qu'en terme de qualité des semences produites. La productivité obtenue en station s'explique par 4 facteurs : mécanisation du travail du sol ; contrôle des générations de semences antérieures à la multiplication ; emploi d'une formule de fertilisation F3, composée de 200 kg/ha de NPKSB épandu au 1^{er} sarclage et de 50 kg/ha d'urée au buttage ; suivi phytosanitaire rigoureux.

5.3.2. Production de semences de base par la ferme de Békamba :

Les semences issues de l'ITRAD sont transférées à la ferme semencière de Békamba (à proximité de Koumra), qui appartient à la Cotontchad. Celle-ci assure la multiplication des semences sélectionnées sur 2 blocs de 60 ha. Un appui technique est effectué par l'ITRAD pour le suivi phytosanitaire. Les rendements obtenus sont de l'ordre de 600 kg coton graine/ha (500 kg / ha en 2005 suite à une attaque de chenilles non maîtrisée), démontrant une maîtrise technique insuffisante. Les tonnages de semences issus de Békamba sont de l'ordre de 35 t pour chaque variété.

5.3.3. Multiplication en milieu réel connexe à la culture cotonnière

Les semences produites par la ferme de Békamba sont transférées à des AV multiplicatrices sélectionnées en fonction de leurs performances. Les premières générations de Stam F et d'A 51 en production réelle sont respectivement introduites à Kimré / Ngangara (Koumra) et Tagal (Gaya).

Tableau 39. Localisation de la distribution des premières générations de Stam F

Génération	Zone usine	Localisation des cantons disposant d'AV multiplicatrices
Z 0	Koumra	Ngangara, Kimré
Z 1	Koumra	Kimré
Z 2	Koumra	Békamba, Mouroum Goulaye, Ngangara, Bengoro, Békourou, Kaba II, Manga Goudou, Dono Manga
	Kyabé	Mako, Hallakaou, Bohobé, Kyabé, Kottongoro, Ndjoko

Source : Cotontchad, direction de la production

Tableau 40. Localisation de la distribution des premières générations d'A 51

Génération	Zone usine	Localisation des cantons disposant d'AV multiplicatrices
Z 0	Gaya	Tagal
Z 1	Gaya	Tagal, Poko Narangué
	Gaya	Koumou 1 et 2, Nguette A et B, Dambali, Gounou Gan, Golonloubou, Poko Narangué
Z 2	Kélo	Bao, Kiati, Béré, Tchoua, Djéra, Kélo, Bologo, Bitikim, Dogou, Miabé, Louagui, Koumou 1, Laouyouura, Krim-Krim, Nguette A, Dambali, Gounou Gan, Reb Reb 1, Dafra, Bayaka, Reb reb 2, Koumou 2, Nguette B
	Léré	Bafou, Léré, Zalbi, Lagon
	Pala	Kourayadjé, Gagal, Goumadji, Tagal, Kamba, Lallé, Torrock, Moursalé Bamba, Lamé, Léré, Pala erdé, Lagon, Sorgia, Keuni, Goye Goudoum

Source : Cotontchad, direction de la production

Les graines issues de la multiplication en milieu réel sont ensuite distribuées aux AV sans vocation semencière spécifique. Les usines de Moundou, Doba et Sarh ne reçoivent dans ce schéma que des semences de 3^{ème} et 4^{ème} générations suivant Békamba. Les semences, actuellement fournies « gratuitement » à l'ensemble des planteurs, sont globalement déposées dans les temps et en quantités suffisantes aux AV.

Tableau 41. Répartition des générations de semences par zone usine

Zone usine	Générations de STAM F cultivées	Générations d'A 51 cultivées
Léré	NC (Non cultivé)	Z2
Pala	NC	Z2
Gaya	NC	Z0, Z1, Z2, Z3
Kélo	NC	Z2
Moundou	Z3	Z3
Doba	Z3	NC
Koumra	Z0, Z1, Z2, Z3, Z4	NC
Sarh	Z3, Z4	NC
Kyabé	Z2, Z3	NC

Source : Cotontchad, direction de la production

Un repérage des différentes générations produites est effectué à l'usine avant transfert. En revanche, les semences issues de l'égrenage ne subissent aucun traitement spécifique de conservation ou d'enrobage. Les lots subissent un double test de germination avant ensachage et transfert aux AV. Un 1^{er} test est effectué dans le laboratoire de l'usine. Il est suivi d'un test au sol, en condition de cultures. Les lots de mauvaise qualité sont écartés et réservés à l'Huilerie Savonnerie. La direction de la production estime que les graines distribuées ont un taux de germination supérieur à 80% pour les générations 1 et 2, et supérieur à 75% pour les générations ultérieures. Ces chiffres sont proches de ceux constatés par enquêtes. Toutefois, la présence de lots de semences entiers ne germant pas en milieu réel nécessite éventuellement de repenser l'échantillon semencier subissant les tests de germination avant distribution.

5.3.4. Une évolution nécessaire de la production semencière

Dans l'hypothèse d'une privatisation par cession d'actifs avec plusieurs repreneurs, le système actuel de production et d'approvisionnement en semences devra nécessairement évoluer et être réorganisé. Dans cette optique, diverses perspectives méritent d'être abordées (tableau 42).

Tableau 42. Facteurs critiques et perspectives concernant la filière de production de semences de coton

Perspectives et problématiques	Données d'enquête commentées
Les semences sont fournies non délintées, sans traitement spécifique.	L'unité de délintage existante à Gaya a d'ores et déjà été testée. Elle devrait être mise en service pour fournir des semences commercialisables de qualité, éventuellement exportables.
La « gratuité » affichée de la fourniture de semences n'est pas nécessairement souhaitable.	La non-facturation des semences livrées se traduit en réalité par une intégration de leur coût dans la constitution du prix d'achat du coton graine. Ceci peut amener une minimisation des efforts à consentir pour disposer de semences de qualité
Les synergies entre le CRRA de Bébedjia et la ferme de Békamba sont insuffisamment valorisées	Entre la production de semences de pré-base au sein du CRRA de Bébedjia et la production de semences de base à Békamba, la distance à parcourir est de plus de 140 km (4 heures en saison des pluies sur une piste très dégradée). Les synergies possibles entre la station de recherche et la ferme semencière sont de ce fait insuffisamment valorisées, et ce alors que près de 250 ha de foncier appartenant au CRRA sont inutilisés. Le transfert en un seul site de la production de semences de pré-base et de base pourrait permettre d'en améliorer globalement les performances.
Les AV produisant les 1 ^{ères} générations de semence sont insuffisamment encadrées	Les AV multiplicatrices ne disposent pas d'un encadrement ou d'une incitation spécifique ¹⁶ . Elles auraient en revanche été sensibilisées à la vocation semencière de leur production cotonnière.
Les transports de semences intersites et interusines présentent un coût élevé	La fourniture de semences d'A51 pour la multiplication en milieu réel suppose un transport de Békamba à Gaya. A l'est, l'usine de Koumra fournit des semences de Stam F de type Z2 à l'usine de Kyabé. Les usines de Koumra et de Kyabé fournissent ensuite des semences Z3 à Sarh, Doba et Moundou. A l'ouest, l'usine de Gaya fournit des semences d'A51 de type Z2 aux usines de Léré, Pala et Kélo. L'usine de Moundou est ensuite livrée en Z3 par une ou plusieurs de ces usines.
L'autonomisation de chaque usine du point de vue semencier mérite d'être débattue.	La contractualisation de la production semencière avec des AV spécialisées, performantes, proches de chaque usine d'égrenage pourrait permettre de construire un circuit semencier spécifique tout en réduisant les transports inter-usines.
Des variétés mises au point par l'ITRAD sont actuellement inemployées.	Une pré vulgarisation à valeur de test des variétés mises au point par l'ITRAD (variété résistante à la bactériose, variété sans gossypol pourrait être mise en oeuvre
Un débat est ouvert concernant l'usage de coton Bt (OGM)	L'ITRAD a été approchée par Syngenta pour l'expérimentation de coton Bt en vue de son introduction au Tchad
L'usage de coton Bt ne peut être considéré aujourd'hui comme une innovation pertinente dans le contexte agraire de la zone soudanienne du Tchad. En matière d'accroissement des rendements et de réduction des risques, d'autres éléments de recadrage de l'itinéraire technique sont plus prioritaires.	Avantages agronomiques du coton Bt : haut potentiel de rendement, sécurisation du risque phytosanitaire. Contrainte : moins forte rusticité du coton Bt = aléa de production plus important en culture manuelle, familiale, avec épandage limité d'intrants. Variétés nécessitant un itinéraire technique hautement maîtrisé pour une pleine expression du potentiel de production. Biosécurité insuffisamment évaluée : - risque de dissémination à d'autres populations végétales et d'évolution incontrôlée des gènes introduits (dégénérescence, mutations) ; - risque de dissémination des gènes de résistance à des adventices du coton leur conférant ainsi une plus grande robustesse ; - risque de sélection de populations d'insectes passant outre la résistance, donc capables de faire de plus gros dégâts aux cultures. Compétences nationales insuffisantes en biosécurité nécessitant formation / accompagnement technique pour une éventuelle introduction via la recherche.

Source : enquêtes (2005)

¹⁶ Une fourniture gratuite d'engrais aux AV multiplicatrices de la première génération aurait été mise en œuvre dans le passé par la Cotontchad, mais ce système n'est plus en vigueur aujourd'hui

5.4. La fonction transport

Diverses données de référence concernant la fonction transport et sa place stratégique vis à vis de la compétitivité globale de la filière sont reportées en annexe 19.

5.4.1. Données générales

S'étendant sur 700 km d'est en ouest et 250 km du nord au sud, le bassin cotonnier s'étend sur près de 120 000 km². Le rayon moyen de collecte est le plus important des pays de la zone AOC. La surface des zones de collecte est toutefois moindre dans la zone ouest (tableau 44).

Tableau 43. Kilométrage moyen aller-retour parcouru pour la collecte du coton graine

Usine	Distance moyenne parcourue pour la collecte du coton graine (km. aller-retour)	
	2003/2004	2004/2005
Léré	59,9	53,4
Pala	52,2	57,9
Gaya	51,5	42,4
Kélo	58,1	51,3
Moundou	156,6	143,9
Doba	115,4	73,5
Koumra	104,8	105,9
Sarh	143,5	120,8
Kyabé	106,7	98,7

Source : Cotontchad - Direction d'Exploitation

Les distances à parcourir génèrent des coûts de transport qui entraînent en 1998 pour 15% du prix de revient de la fibre.

Tableau 44. Comparaison du coût de transport du coton au Tchad et dans différents pays de la zone Franc

	Tchad 1998	Mali 1997	Côte d'Ivoire 1998	Bénin 1998	Togo 1997
CT (FCFA / t de fibre)	120 610	69 070	45 677	36 050	24 675
PR (FCFA / t de fibre)	848 354	674 306	738 016	691 039	732 853
CT/PR	14,2%	10,2%	6,2%	5,2%	3,4%

CT : Coût de transport et de mise à FOB PR : Prix de revient FOB total

Source : AFD, 1999 in Magrin, 2000

Le réseau routier est schématiquement structuré autour de 2 axes principaux émaillés de pistes cotonnières. Le tableau 45 en présente quelques caractéristiques.

Tableau 45. Structure schématique du réseau routier

Description de l'indicateur	Caractéristique connexe
Axe régional est - ouest (essentiellement sur piste latéritique) le long duquel sont installées les usines, ouvrant sur le Cameroun à l'Ouest ;	Enclavement différentiel des usines Flux à l'export transitant par l'ouest Situation favorable du bloc ouest pour l'export de graines de coton
Axe international nord-sud bitumé ouvrant sur N'Djaména au nord, et, à partir de fin 2006 ¹⁷ , sur Ngaoundéré au sud	A partir de fin 2006 : i/Réduction du différentiel d'enclavement pour les usines les plus éloignées ; ii/ Réorientation partielle des flux d'export de fibres ; économie kilométrique jusqu'à 40% pour les usines ; 1,6 Mds FCFA économisés pour 80 000 t de fibres
Maillage de pistes rurales cotonnières secondaires d'état variable.	Maintenance soumise à une double problématique budgétaire et institutionnelle. Réseau globalement très dégradé, avec certaines pistes impraticables en saison des pluies, provoquant une détérioration rapide des camions
Réseau de pistes villageoises à portée locale	Absence de programme d'entretien

Source : enquêtes (2005)

¹⁷ L'inauguration de la route a eu lieu au Tchad fin juin 2006, mais l'axe n'est pas encore ouvert à la circulation côté Camerounais. L'export de fibres pour la campagne 2005/2006 s'est réalisé pour l'ensemble des usines par l'axe régional

5.4.2. Gestion des flux physiques

La fonction transport met schématiquement en jeu deux types d'acteurs : ceux impliqués dans la gestion des infrastructures routières et ceux assurant la gestion des flux physiques. Ces derniers diffèrent en fonction de la nature des produits transportés, des segments parcourus et de leurs localisations au sein du bassin cotonnier (tableau 46).

Tableau 46. Acteurs concernés par la gestion des flux physiques

Produit	Point de départ	Point d'arrivée	Acteur concerné
Coton graine	Parcelle	MAG	Exploitants agricoles
	MAG (Ouest)	Usine (Ouest)	UTA + privés
	MAG (Est)	Usine (Est)	Cotontchad + privés
Fibre	Usine	Ngaoundéré	STAT
	Ngaoundéré	Douala	SAGA
Graines	Usines frontalières Cameroun	Huilerie Nigéria	Transporteurs camerounais
	Autres usines	Huilerie Moundou / Koumra	Privés
Intrants	Douala	Ngaoundéré	SAGA
	Ngaoundéré	Usines	STAT ou SDV
	Usine (Ouest)	MAG ou CGI (Ouest)	UTA + privés
	Usine (Est)	MAG ou CGI (Est)	Cotontchad + privés

Source : enquêtes (2005)

Pour chaque segment concerné entre la parcelle et l'usine, le tableau 47 présente quelques caractéristiques de la gestion des flux physiques.

Tableau 47. Gestion des flux physiques des parcelles aux usines

Segment	Acteurs	Caractéristiques
Parcelle - Habitation	Chefs d'exploitation	80% des parcelles < 3 km de l'habitation. Distance totale assumée : 5 à 10 km Transport réalisé individuellement à dos d'homme + charrettes à bras + charrettes à traction animale. Le faible niveau d'équipement des EA en traction animale est une contrainte forte. L'habitation joue un rôle tampon pour le stockage
Habitation - MAG	Chefs d'exploitation	
Habitation - CGI	Chefs d'exploitation	Si nécessaire, transport de l'engrais organisé collectivement lorsque l'état de la route empêche la dépose des intrants au MAG
MAG - Usine	UTA, Cotontchad, privés	Principe du couplage de l'enlèvement du coton graine et des livraisons d'intrants. En 2004/2005, l'enlèvement du coton graine a représenté 1 770 000 km effectués en 12 000 rotations. La gestion logistique de l'enlèvement du coton-graine et de la fourniture d'intrants est soumise à 4 facteurs critiques : i/ contrainte saisonnière (finalisation avant le démarrage des pluies) ; ii/ contrainte d'accessibilité des MAG souvent desservis par un réseau routier très dégradé ; iii/ atomisation des MAG et iv/ état de vétusté d'une partie de la flotte de véhicules employée. Variation importante du coût selon l'opérateur en fonction de 3 facteurs : acquittement ou non de la TVA, nature et état des camions, consommations (UTA, COTONTCHAD, privés : respectivement 52, 63 et 76 l/100 km)
	Ouest : UTA	20% de la distance totale parcourue (flotte de camions polybennes)
	Est : COTONTCHAD	40% de la distance totale parcourue (flotte de camions polybennes) Renouvellement d'une partie de la flotte en 2006
	Transporteurs privés sous contrat avec Cotontchad	40% de la distance totale parcourue (camions à caisse fixe et faible tonnage).
	Transporteurs privés sous contrat direct avec les AV	Stratégie exceptionnelle opérée par les AV pour faire face à des dysfonctionnements dans l'enlèvement

Source : enquêtes (2005)

Dans l'optique d'une réforme du secteur coton visant à améliorer la compétitivité globale de la filière, ces différents éléments illustrent l'importance critique de la définition d'un schéma viable d'aménagement et de réhabilitation routière comprenant les modalités de participation :

- de l'opérateur cotonnier à la maintenance du réseau ;
- des futures coopératives à la gestion des flux physiques.

VI – Difficultés structurelles, industrielles et financières de la Cotontchad - Dégradation corrélée du déroulement des campagnes de productivité

6.1. Origine et organisation du bassin industriel

6.1.1. Origine de la Cotontchad

La Cotontchad a été créée le 29 octobre 1971, en remplacement de la CotonFranc. Société anonyme d'économie mixte, son capital s'élève à 4,256 milliards de FCFA répartis en 200 000 actions à 21 280 F CFA détenues par quatre associés.

Tableau 48. Répartition initiale de l'actionnariat de la Cotontchad

Actionnaire	Nombre d'actions	Montant (F CFA)	Répartition de l'actionnariat en %
ETAT TCHADIEN	150 000	3 192 000 000	75
DAGRIS (ex CFDT)	38 000	808 640 000	19
SGTB	9000	191 520 000	4,5
BIAT	3000	63 840 000	1,5
TOTAL	200 000	4 256 000 000	100

Source : Minguémadjé B., 2005

La structure actuelle du bassin d'exploitation industrielle de la Cotontchad en neuf usines d'égrenage est le fruit d'une histoire mouvementée d'ouverture et de fermeture de sites, dans un contexte marqué par la guerre civile et le politique (Magrin G., 2000) :

- En 1984, le Tchad disposait du plus grand réseau d'égrenage industriel de l'Afrique francophone. 22 usines d'égrenage de capacité limitée étaient réparties dans l'ensemble de la zone soudanienne, comprenant, outre les sites actuels, les usines de Mombaroua, Fianga, Gagal, Beinamar à l'ouest, Doher, Guidari au centre, Pandzangué, Goré, Moissala, Kobakri au sud, Bongor, Ounoko, Bousso, en zone de transition soudano-sahélienne.
- Quatre sites ont été fermés en 1985, puis 14 supplémentaires en 1988. Le réseau se limite alors aux usines de Pala, Gaya, Kélo, Moundou et Koumra.
- En 1991, l'Etat a imposé la réouverture de trois usines à l'activité marginale : Léré, Kyabé et Doba.
- En 1996, l'usine de Pala, rénovée, a été inaugurée.
- Enfin, l'Huilerie - Savonnerie de Moundou a été privatisée en 2003.

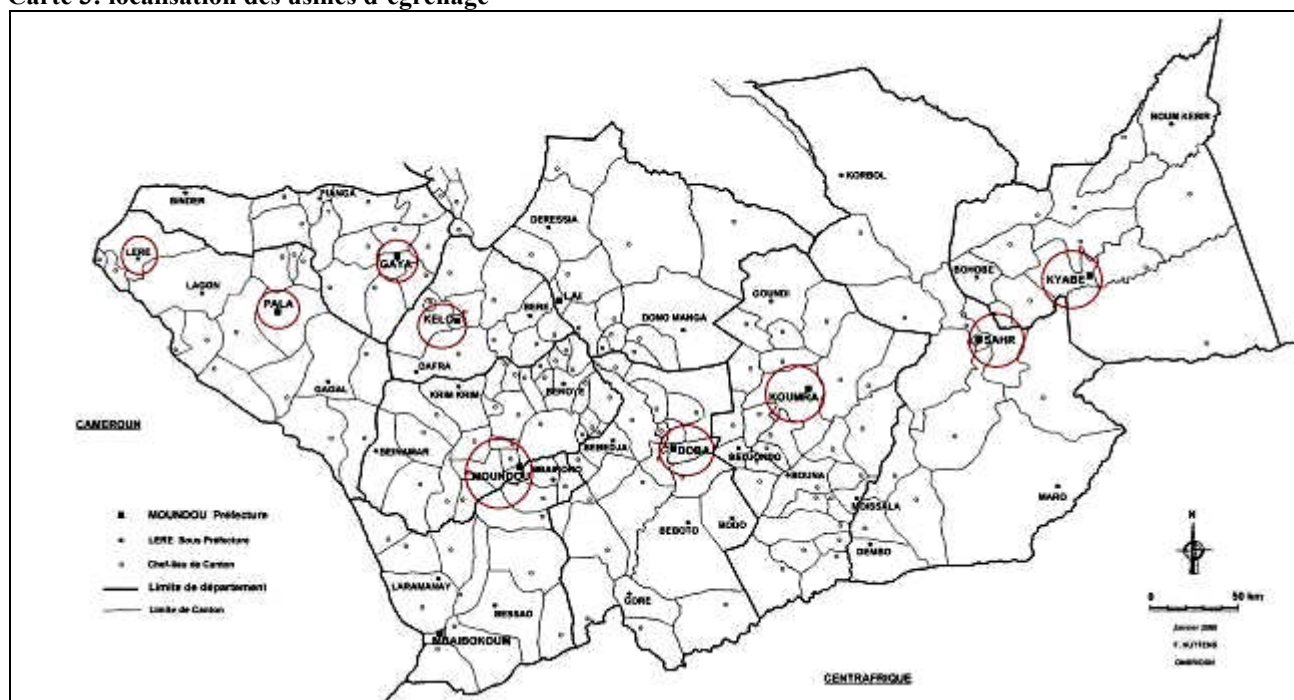
Il n'existe pas d'autre exemple de filière cotonnière africaine qui ait subi en un laps de temps aussi court la même cadence de concentration / redéploiement de l'activité cotonnière sur le territoire national.

6.1.2. Structure géographique du bassin d'exploitation

Les neuf unités d'égrenage sont localisées selon un axe Ouest-Est¹⁸ (carte n°3) et sont régulièrement séparées les unes des autres d'une centaine de kilomètres. Elles organisent la collecte du coton-graine dans l'ensemble de la zone soudanienne (carte n°4). Elles ne sont pas toutes confrontées aux mêmes contraintes : la fibre de coton et l'approvisionnement en intrants transitant par la gare ferroviaire de Ngaoundéré, les coûts d'exploitation et d'évacuation du coton-fibre sont d'autant plus élevés que l'on se déplace vers l'Est. La densité d'usine étant plus importante dans l'ouest du bassin d'exploitation qu'au centre et à l'est, les zones de collectes usines y sont de plus faible taille. Enfin, les usines de la zone ouest ont un avantage comparatif certain pour accéder aux marchés du Cameroun et du Nigéria, en particulier pour la vente à l'export de graines de coton.

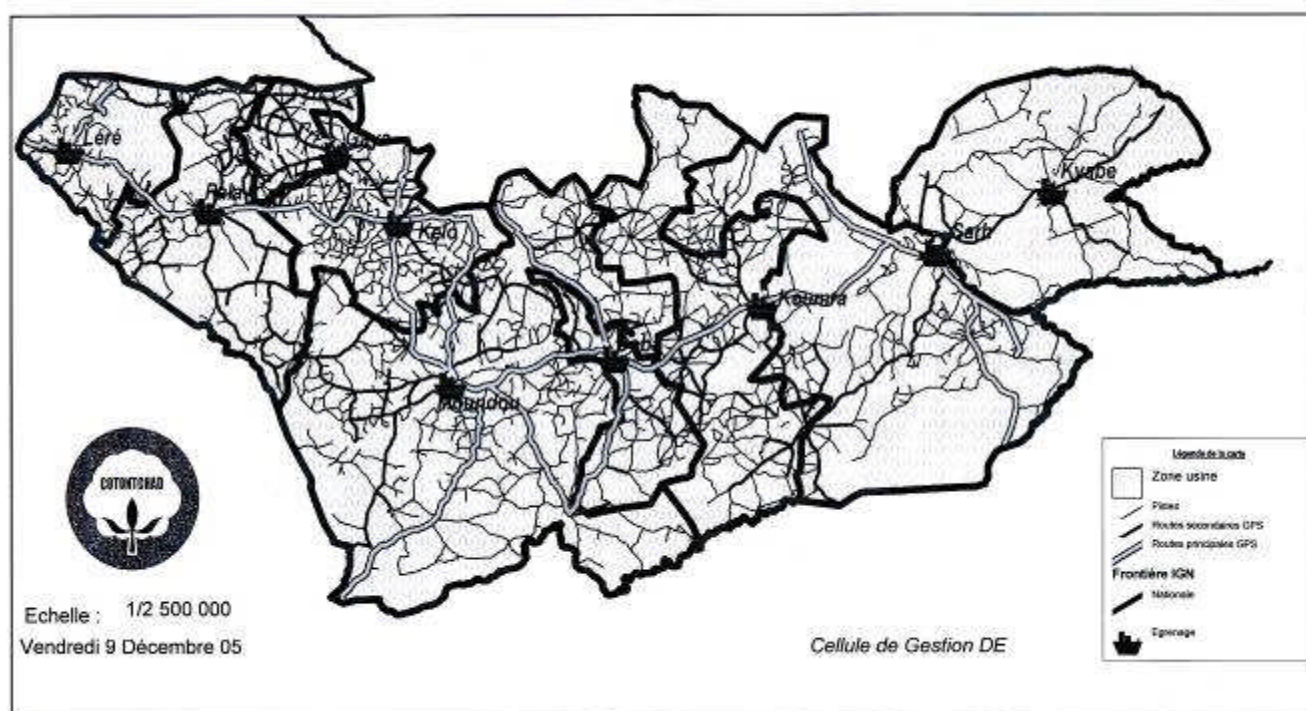
¹⁸ Cette organisation géographique est spécifique au Tchad

Carte 3: localisation des usines d'égrenage



Source : fonds de carte ONDR-DSN, 2001

Carte 4: localisation des zones usines de collecte du coton en 2005



Source : Cotontchad – Direction d'Exploitation, 2005

6.2. Appréciation des performances industrielles

6.2.1. Données structurelles

Différentes données de référence concernant les unités d'égrenage et l'Huilerie Savonnerie sont reportées dans les tableaux 49 et 50 pages suivantes.

Tableau 49. Données physiques concernant les usines d'égrenage

Indicateur de référence	LERE	PALA	GAYA	KELO	MOUNDOU	DOBA	KOUMRA	SARH	KYABE	COTONTCHAD
Egreneuses	3*120	3*141	3*120	3*141	4*141	3*120	5*120	5*120	2*120	
Capacité d'égrenage th (t/j)	113	266	113	266	355	113	189	237	76	1 728
Capacité th. Egrenage (t/an) ¹⁹	17 000	39 900	17 000	39 900	53 300	17 000	28 400	35 500	11 400	259 400
Capacité th. Egrenage. (t/an) ²⁰	18 750	44 400	18 750	42 900	55 050	18 750	30 540	30 450	11 550	271 140
Rayon moyen de collecte (km)	55	65	40	55	198	107	136	189	155	111
Présence d'un séchoir	Non	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	
Présence de nettoyeurs	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Non	
Fourniture d'électricité par l'Huilerie	Non	Non	Non	Non	Oui	Non	Oui	Non	Non	
Destination privilégiée des graines hors semences après l'égrenage	Huilerie Nigéria	Huilerie Nigéria	Gpements d'éleveurs	Non spécifique	Huilerie-Savonnerie	Non spécifique	Huilerie Koumra	Gpements d'éleveurs	Non spécifique	
Capacité stock. Gazoil (x 1000 l)	70	140	153	100	615	145	150	170	85	181
Capacité stock gazoil / besoins an	39%	17%	74%	19%	31%	49%	52%	76%	63%	47%
Abris télescopes d'alimentation	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	
Tapis (200 t sous hangar)	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Non	Non	Non	
Transporteurs concerné	UTA	UTA	UTA	UTA	CTD+privés	CTD+privés	CTD+privés	CTD+privés	CTD+privés	
Distance à Ngaoundéré avant chantier (km)	423	531	625	657	747	855	945	1082	1140	778
Distance à Douala (km)	1925	1820	1763	1710	1600	1700	1786	1900	1992	1 800
Distance à Moundou (km)	325	220	163	110	0	100	186	300	392	200
Coût évacuation FCFA/kg 97/98	80	89	96	99	109	117	125	135	143	110
Remarques / Etat du parc industriel		Unité renouvée en 1996	Unité de délintage		micro-usine, huilerie savonnerie		Unité de décortilage : séparation des graines, coque, bourre			

Source : Cotontchad, 2005 ; Horus, 2000 ; enquêtes (2005)

Outre le parc d'usines, la Cotontchad dispose d'une flotte de camions pour la gestion de la collecte et de l'approvisionnement en intrant, composée en 2004 de 43 camions de 16 tonnes. Le renouvellement partiel de la flotte a été opéré en 2006 avec l'acquisition de camions supplémentaires. La Cotontchad est propriétaire de la ferme semencière de Békamba, dispose de parts dans la SIMAT (Société Industrielle de Matériel Agricole du Tchad) -mais celle-ci n'exerce plus qu'une activité nominale- ainsi que 50% des parts de la STAT (Société Tchadienne Affrètement et Transit), appartenant au groupe SAGA, filiale de Bolloré), qui détient un quasi-monopole pour l'export de la fibre vers Ngaoundéré.

¹⁹ Estimation Horus : 2000

²⁰ Estimation SG conseil

Tableau 50. Données de référence sur l'Huilerie-Savonnerie

Indicateur	Données complémentaires
Unité ancienne	Création de la division Huilerie Savonnerie en 1978
Structure scindée en 2 unités industrielles complémentaires	L'unité de Koumra, approvisionnée en coton graine par les usines situées à l'Est du bassin cotonnier ; ne réalise que le décorticage des graines de coton aboutissant à la séparation en coque, bourre de coton et amande. L'amande est envoyée à l'unité de Moundou ; la bourre et les coques sont brûlées sur place pour produire de l'électricité vendue à l'usine d'égrenage de la Cotontchad. L'unité industrielle de Moundou assure la trituration des graines et amandes puis leur transformation en 4 produits commerciaux
Produits commercialisés	- huile neutre vendue en fut sur le marché intérieur ou en vrac à l'export ; - huile raffinée conditionnée en bouteilles plastiques d'un litre ; - tourteaux de coton vendus en sacs ; - savons (initialement produits par hydrogénation de l'huile de coton, mais l'unité n'est plus fonctionnelle. La savonnerie utilise désormais des matières grasses importées)
Activité connexe	Atelier de production de fûts à partir de tôles importées par SOTASCIE
Capacité th. de traitement	350 t de graines de coton par jour. L'Huilerie a théoriquement la capacité d'absorber la totalité des graines produites lors d'une campagne de 200 000 tonnes de coton graine
Capacité an. production	16 000 t d'huiles et 4 700 t de savon
Chiffre d'affaire	8 milliards de F CFA
Emploi	244 salariés permanents et 104 salariés temporaires courant 2000 Masse salariale avoisinant 605 millions de F CFA (Horus, 2000).
Intégration à l'activité de la Cotontchad	Cycle régulier de production et de ventes (marché national approvisionné toute l'année), procurant à la Cotontchad une trésorerie régulière (permettant de gérer le décalage entre le paiement des intrants aux fournisseurs et la mise à disposition de la 1 ^{ère} tranche de crédit par la BEAC). Fourniture électrique aux usines de Koumra et Moundou : 10 000 t de graines permettent de produire 1,16 millions de KWh.

Source : enquêtes (2005)

Le tableau 51 ci-dessous propose divers éléments d'analyse concernant la structure d'égrenage.

Tableau 51. Eléments d'analyse des indicateurs structurels

Elément d'analyse technique	Données d'enquête commentées
La capacité théorique de l'ensemble des usines est suffisante	La capacité théorique des usines varie de 260 000 t à 270 000 t en fonction des estimations, soit plus que la production tchadienne annuelle
La capacité réelle des usines peut être estimée à 200 000 t, en raison du délitement de l'outil industriel	Près d'un tiers des machines ne sont plus fonctionnelles Les quantités de coton graines traitées au cours de la campagne 2004/2005 ont amené les usines d'égrenage au bord de l'engorgement
Les investissements au niveau de l'outil industriel et de la logistique sont affaiblis, ce qui rend les équipements peu performants voire obsolètes (Cotontchad, 2004).	De 2001 à 2004, les campagnes de révision des usines effectuée au cours du 3 ^{ème} trimestre ont été faites sans réparation lourde. En 2005, la campagne de révision a été réalisée sans démontage des usines. Les approvisionnements en consommables industriels et pièces détachées sont réduits.
La répartition de la capacité d'égrenage par rapport aux lieux de production pose question	Les capacités d'égrenage sont concentrées en pôles de capacité importante drainant des bassins de production très dispersés, ce qui génère des coûts d'enlèvement du coton graine très importants. La rentabilité de l'usine de Kyabé mérite d'être débattue, dans la mesure où cette unité, de faible capacité, est très enclavée et difficile d'accès en saison des pluies
La capacité des usines d'égrenage à gérer l'humidité des fibres est faible, ce qui limite la durée possible de campagne industrielle à 150 jours (Horus, 2000)	Seules deux usines disposent d'un séchoir fonctionnel. Les usines ne disposent que d'une très faible capacité de stockage du coton collecté, obligeant à un fonctionnement en flux tendus. Seules 3 usines sont équipées de tapis d'alimentation sous hangar permettant de poursuivre le traitement de 500 t de coton en cas de pluie. Une dégradation de la qualité de la fibre -avec décote linéaire de la durée- s'observe au-delà du 10 février. La campagne d'égrenage devrait débiter le 1 ^{er} novembre pour traiter le coton dans de bonnes conditions
La Cotontchad éprouve des difficultés à assumer l'enlèvement et l'égrenage dans les limites prescrites	Le 15 novembre 2005, un reliquat de 10 000 t de coton produit en 2004 restait à être égrené. La campagne d'égrenage 2005/2006 n'a démarré que le 15 décembre 2005
Un prêt de 4 milliards de F CFA sur 12 ans a été consenti par la BDEAC le 14 décembre 2005.	Le prêt consenti devrait permettre une amélioration de la gestion de l'enlèvement (renouvellement partiel de la flotte de camions) et de l'égrenage (réhabilitation d'une partie de l'outil industriel)

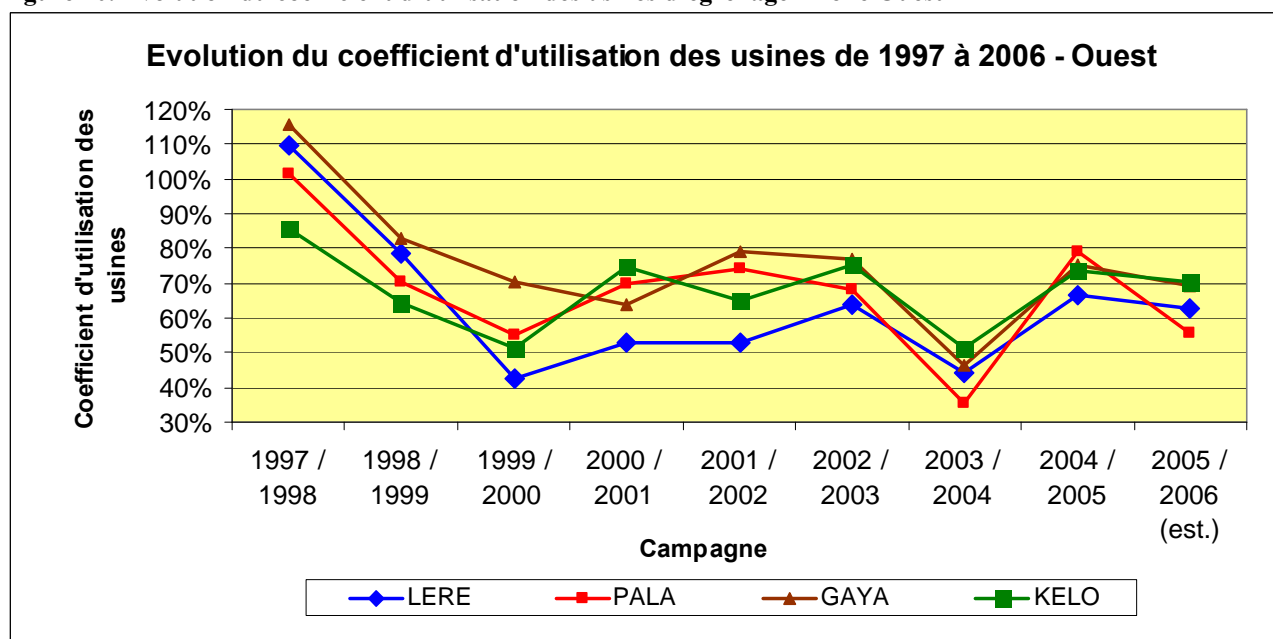
Source : enquêtes (2005)

6.2.2. Des indicateurs de performance techniques en dégradation.

Le nombre de jours d'arrêt de la chaîne d'égrenage pour problèmes non techniques est un premier indicateur de la qualité du déroulement des campagnes industrielles d'égrenage. Au Tchad, les ruptures d'approvisionnement en gasoil en constituent le premier facteur. En 2005 (égrenage de la production 2004), les usines ont totalisé jusqu'à 45 jours d'arrêt consécutifs en raison de problèmes d'approvisionnement en gasoil en lien avec des difficultés de trésorerie. Les arrêts non techniques retardent le traitement du coton-graine et ont pour conséquences d'aggraver les retards de paiement inhérents au système actuel.

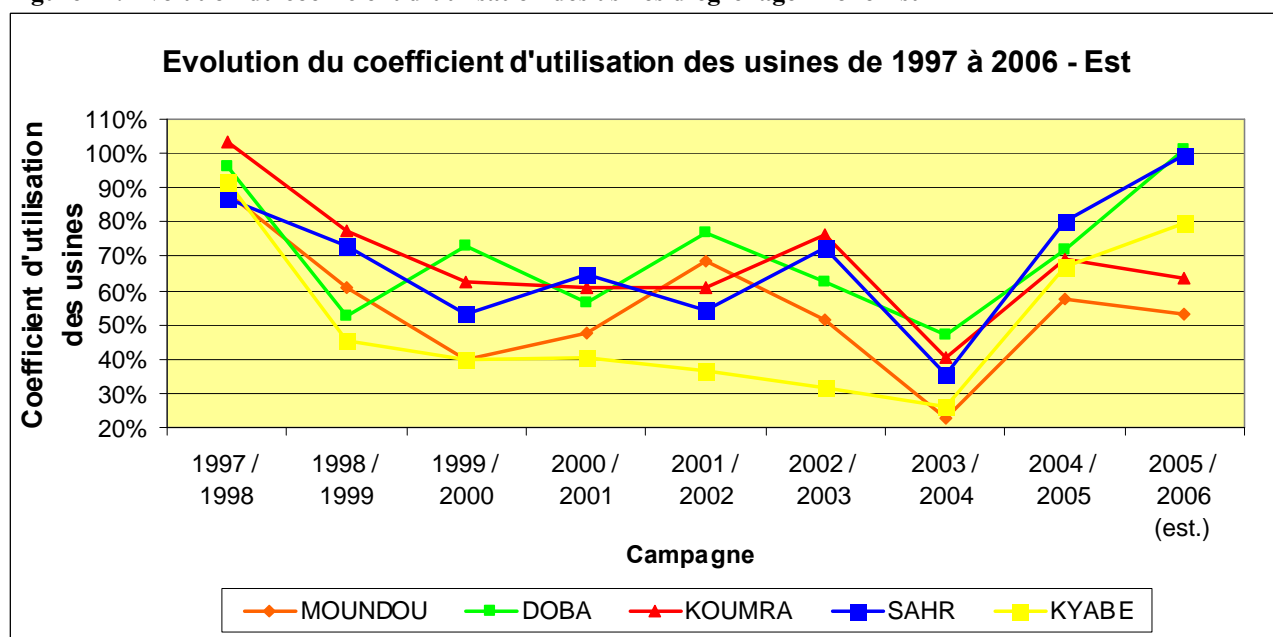
L'évolution du coefficient d'utilisation des usines (tonnage de coton graine égrené / capacité théorique des usines) est un second indicateur de performance indiquant le degré d'optimisation des capacités d'égrenage (figures 10 et 11), en lien avec l'état de l'outil industriel.

Figure 10. Evolution du coefficient d'utilisation des usines d'égrenage – zone Ouest



Source des données de production dont estimation 2005 : Cotontchad – direction de la production

Figure 11. Evolution du coefficient d'utilisation des usines d'égrenage – zone Est



Source des données de production dont estimation 2005 : Cotontchad – direction de la production

Depuis 1998, ce coefficient est en deçà de la norme d'utilisation des usines généralement admise comme correcte (85%). Il traduit un faible niveau d'optimisation des capacités industrielles et un haut niveau de charges structurelles par rapport aux quantités de coton traitées. Une amélioration de cet indicateur a été obtenue en 2004/2005. Elle s'est toutefois réalisée au prix de fortes difficultés d'enlèvement du coton graine et d'importants retards à l'égrenage. Par comparaison avec une structure déconcentrée d'usines d'égrenage de plus faible capacité, cet indicateur pose aussi la question de la limite de validité d'une structure géographique d'égrenage concentrée autour de pôles de capacités importantes mais drainant une production dispersée.

6.3. Difficultés et perspectives pour la Cotontchad

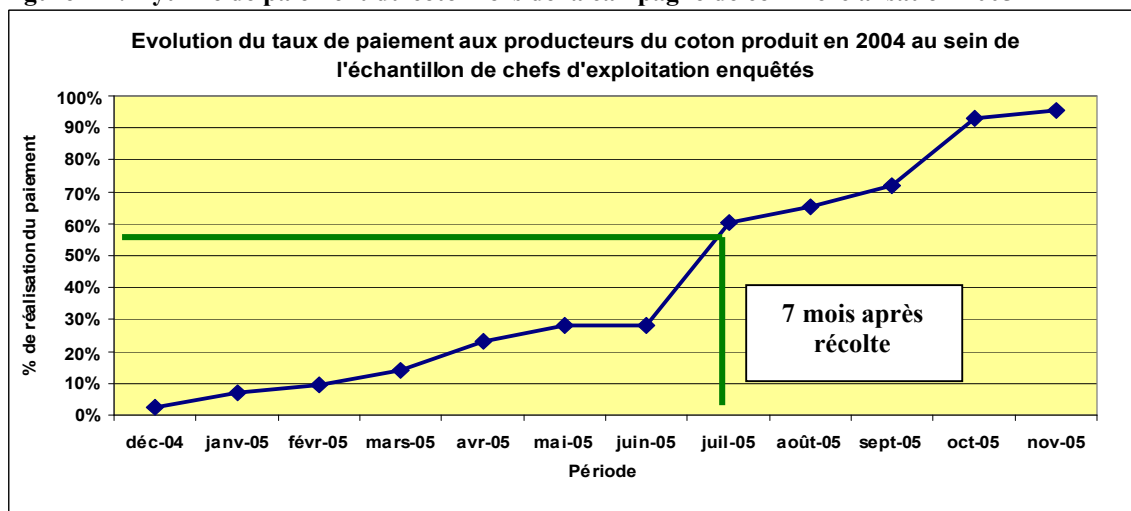
Le tableau 52 ci-dessous schématise diverses problématiques et perspectives pour la Cotontchad.

Tableau 52. Cadre logique des problématiques technique et financières de la Cotontchad

Atout ou difficulté	Données d'enquête commentées
Un atout pour l'entreprise réside dans la commercialisation directe des fibres aux filatures	Une spécificité majeure de la cotontchad est la commercialisation directe des fibres opérée par une direction commerciale logée à Paris dans les locaux de DAGRIS. Elle lui permet de tirer une valeur ajoutée supplémentaire sur la commercialisation par rapport aux structures requérant les services d'un intermédiaire.
La Cotontchad a rencontré ces dernières années des difficultés de trésorerie dues à des facteurs conjoncturels et structurels	Fluctuation des cours mondiaux Déficit cumulé d'exploitation Dette des AV et de l'Etat Séparation provisoire de l'Huilerie réduisant les marges de manœuvre concernant la gestion du décalage entre le règlement des fournisseurs et l'accord de prêt par la BEAC
Elles ont conduit à des difficultés de gestion des campagnes de productivité, à commencer par la satisfaction des demandes d'intrants	Le taux de satisfaction des demandes d'intrants des AV est inférieur à 85% de 2002 à 2005. Ceci s'explique par 3 raisons majeures : absence de prise en compte des demandes d'engrais émises par les AV n'ayant pas remboursé les crédits intrants l'année précédente ; recadrage de demandes d'intrants jugées irréalistes ; arbitrage sur les commandes effectué en fonction des objectifs de production de l'entreprise, de sa disponibilité financière et de la nécessité d'éviter d'engorger un outil industriel dégradé.
La mise en place des intrants a été chaotique	Au moment du semis 2005, 25 à 60% du programme NPKSB était réalisé en fonction des usines. Les taux de réalisation du programme urée sont restés inférieurs à 70% en fin de campagne pour les AV situées dans les zones de Sarh, Koumra et Doba. Insecticides et semences ont en revanche été globalement déposés à temps et en quantité suffisante
Corrélativement, la gestion de la collecte du coton graine présente des difficultés récurrentes	Le taux de réalisation de la collecte n'était que de 75 % fin avril 2000 (Horus, 2000). Plus récemment, les enquêtes ont montré que la quantité de coton non collecté pouvait être estimée à 15 000 t et 20 000 t respectivement en décembre 2004 (concernant les productions 2002 et 2003) et septembre 2005 (concernant la seule production 2004). En décembre 2005, plus de 14 000 t de la récolte 2004 restaient encore à être évacuées, notamment dans les régions de Beinamar/Tapol et Koumra/Moissala. Le volume de production 2004 non évacué au cours de la saison des pluies dépasse 10% de la production totale. 13% des AV déclaraient en fin 2005 qu'une partie du coton produit en 2004 n'avait pas encore été envoyé à l'usine (moins de 10 t pour 50% des AV concernées, de 10 à 50 t pour 42 % des AV concernées)
Les retards de paiement ont été importants (figure 12)	En juillet 2005, soit 7 mois après la récolte, moins de 50% des planteurs étaient payés. Au 1 ^{er} septembre 2005, la quantité de coton produite en 2004, évacuée sans être encore payée, s'élevait à 50 000 t, correspondant à 9 mois d'arriérés de paiement pour 25% de la production 2004. Ces retards ont contribué à l'insécurité alimentaire tout en obérant la capacité des planteurs à préparer sereinement le cycle cultural
La gestion des campagnes d'égrenage et des sous produits rencontre des difficultés	La réunion d'organisation de la campagne d'égrenage s'est tenue le 21 novembre 2005 soit plus de 20 jours après la date théorique d'initiation de la collecte. L'égrenage a démarré mi-décembre 2005. Les stocks de graines invendus et inutilisables se sont élevés à 20 000 t pour l'ensemble des usines, essentiellement dans le bloc Est
Diverses perspectives devraient théoriquement atténuer l'ensemble de ces problématiques dès 2006	Octroi de crédit par la BDEAC permettant de résoudre une partie des difficultés logistiques (flotte de camions), industrielles (réhabilitation) et de trésorerie Ouverture de l'axe de Ngaoundéré permettant une économie sur le transport Accès aux marchés des pays développés sans quota ni droits de douane (accord OMC) Réintégration de l'Huilerie. Restructuration financière de la cotontchad initiée.

Source : enquêtes (2005)

Figure 12 : Rythme de paiement du coton lors de la campagne de commercialisation 2005



Source: enquêtes (2005)

6.4. Perceptions des planteurs et des AV sur les campagnes de productivité

6.4.1. Perceptions relatives à la mise en place des intrants

Les perceptions des CE et AV enquêtés reflètent les difficultés rencontrées par Cotontchad.

Tableau 53. Perceptions des planteurs et responsables d'AV enquêtés sur la mise en place des intrants

Perceptions des CE et resp. d'AV	Données d'enquêtes commentées
Le calendrier de mise en place des intrants est dégradé	Près de 70 % des responsables d'AV enquêtés jugent que la mise en place des intrants pour la production 2005 s'est mal ou très mal passée
Les retards d'approvisionnement en intrants sont fréquents	13 % des CE et 30% des resp. d'AV évoquent spontanément les retards d'approvisionnement et leurs conséquences : retards d'épandage obérant le rendement ; désistement de planteurs ; nécessité d'assurer le rapatriement des intrants depuis le CGI ; dégradation de la cohésion sociale quand les semis ont été fait en prévision d'intrants absents au moment de l'épandage.
Les commandes passées par les CE et responsables d'AV sont partiellement honorées	15% des responsables d'AV et 42 % des planteurs enquêtés posent le problème de commandes non ou partiellement satisfaites et leurs conséquences : conflits sur le partage des intrants, réduction des surfaces emblavées.
La répartition des intrants est conflictuelle	20% des CE enquêtés évoquent les conflits posés par la répartition des intrants. Ils remettent en cause un système de répartition par affinité ou richesse et l'exclusion de la distribution pour ceux touchés par la caution solidaire
D'autres difficultés sont évoquées dans des proportions moindres :	Au nombre des difficultés évoquées : qualité des produits livrés, arrangements autour de la livraison, organisation du transport depuis le lieu de dépôt, prédation possible d'une partie du stock déposé dans un lieu voisin

Source : enquêtes

6.4.2. Perceptions relatives à l'ouverture des marchés

L'organisation de l'ouverture des marchés est jugée négativement (tableau 54).

Tableau 54. Perceptions des planteurs et responsables d'AV enquêtés sur l'ouverture des marchés

Perceptions des CE et resp. d'AV	Données d'enquêtes commentées
Le calendrier d'ouverture des marchés est perçu comme dégradé	69 % des responsables d'AV interrogés estiment que l'ouverture du marché 2005 s'est mal ou très mal passé
Les délais de mise en œuvre effective du marché sont importants	50% des responsables d'AV enquêtés évoquent les délais d'organisation du marché : soit la signature de l'ouverture du marché est retardée; soit elle est accordée tôt mais le dépôt des caisses intervient tardivement.
L'ouverture de marché doit parfois être négociée	19% des responsables d'AV interrogés estiment nécessaire de passer un arrangement autour de l'ouverture de marché
Certains marchés n'ont pu être ouverts	6% des responsables d'AV enquêtés n'ont pu obtenir d'ouverture de marché. Les CE ont du recourir au stockage du coton pendant la saison des pluies

Source : enquêtes (2005)

6.4.3. Perceptions relatives à l'enlèvement du coton graine

Une dégradation patente de la collecte est indiquée par l'échantillon enquêté (tableau 55)

Tableau 55. Perceptions des planteurs et responsables d'AV enquêtés sur l'enlèvement

Perceptions des CE et resp. d'AV	Données d'enquêtes commentées
Les AV estiment que l'enlèvement du coton est problématique	67 % des responsables d'AV interrogés estiment que l'enlèvement du coton produit en 2004 s'est mal ou très mal passé. 13 % seulement des responsables d'AV interrogés estiment spontanément que l'enlèvement s'est bien passé
La rapidité d'enlèvement du coton est insuffisante. Elle peut générer une dégradation de la qualité du coton. Une quantité de coton minoritaire n'a pas été enlevée.	La moitié des commentaires ouverts émis par les responsables d'AV et les CE enquêtés ont trait aux problèmes de rythme d'enlèvement et leurs conséquences sur la qualité du coton, en particulier lorsque ce dernier, évacué tardivement, a été exposé à la pluie, au vent ou aux animaux en l'attente de l'arrivée d'une caisse (respectivement 13% des AV et 8% des CE). Certains responsables d'AV en connaissent les causes : pénurie de gazole à l'usine ou difficultés logistiques.
Des stratégies de sécurisation de l'enlèvement sont mises en œuvre par les acteurs enquêtés	Arrangement autour de l'enlèvement (12% des AV, 20% des CE), détournement d'un véhicule de son planning (2% des AV) pour assurer l'enlèvement du coton du village, recours à des transporteurs privés (2% des AV)
D'autres difficultés pénalisent la bonne gestion de l'enlèvement	Les voies d'accès au village sont très dégradées. (2% des CE). Un système local de préséance sociale peut déterminer une priorité à l'enlèvement (2% des CE),

Source : enquêtes (2005)

6.4.4. Perceptions relatives à la pesée du coton graine

En dehors des écarts de poids entre le village et l'usine, les acteurs enquêtés estiment globalement que le déroulement de la pesée ne pose pas de problèmes majeurs (tableau 56).

Tableau 56. Perceptions des planteurs et responsables d'AV enquêtés sur relatives à la pesée

Perceptions des CE et resp. d'AV	Données d'enquêtes commentées
La pesée à l'usine se déroule sans problèmes majeurs.	77 % des AV enquêtées jugent que la pesée du coton se déroule sans difficultés
Un déficit de poids s'observe parfois entre la pesée opérée au village et celle réalisée à l'usine	33% des responsables d'AV enquêtés indiquent avoir été confrontés à un déficit à la pesée. Ceci est important dans la mesure où une tare supérieure au poids réel des bâches est adoptée lors de la pesée au village. Les responsables d'AV enquêtés mettent en cause les transporteurs privés dont les camions, tarés avec un réservoir de carburant plein, viennent à la pesée sans avoir auparavant effectué le plein. D'autres mettent en cause le mauvais état des balances villageoises.
Le système de pesée à l'usine est parfois incompris	Certains responsables d'AV s'interrogent sur la communication (ou l'absence de communication) du poids pesé au village préalablement à la pesée à l'usine

Source : enquêtes (2005)

6.4.5. Perceptions relatives au classement du coton graine

Les perceptions des acteurs enquêtés sur le déroulement du classement sont mitigées.

Tableau 57. Perceptions des planteurs et responsables d'AV enquêtés relatives au classement

Perceptions des CE et resp. d'AV	Données d'enquêtes commentées
Les perceptions sur le déroulement du classement sont partagées.	54 % des AV enquêtées jugent que le tri s'est mal ou très mal passé en 2005 46 % des AV enquêtées estiment qu'il s'est déroulé sans problème majeur
Le classement doit parfois être arrangé pour s'opérer sans difficulté	60 % des responsables d'AV évoquent des arrangements pour : - éviter le déclassement d'une caisse -notamment lorsque le coton est mouillé- ; - reclasser une caisse « saisie » -à juste titre ou non- par le contrôle de tri - « préparer » le classement en 1 ^{ère} catégorie.
Au moins une caisse a été déclassée	15% des AV évoquent le déclassement d'une caisse et ses conséquences financières pour les planteurs concernés

Source : enquêtes

6.4.6. Perceptions relatives au paiement du coton graine

Les perceptions des acteurs enquêtés sur le déroulement du paiement reflètent les difficultés financières rencontrées par la Cotontchad en 2005.

Tableau 58. Perceptions des planteurs et responsables d'AV enquêtés sur le paiement du coton produit en 2004

Perceptions des CE et resp. d'AV	Données d'enquêtes commentées
La détérioration du calendrier de paiement a été mal vécue	70 % des responsables d'AV interrogés jugent que le paiement du coton produit en 2004 s'est mal ou très mal passé
Les retards de paiement ont été importants. Ils ont des conséquences importantes sur la sécurité alimentaire des ménages et la préparation de la campagne suivante.	50% des commentaires ouverts (AV et CE) relatifs au paiement ont trait aux retards et à leurs conséquences : accroissement de l'insécurité alimentaire ; mise en danger de la campagne culturale suivante ; endettement accru des planteurs à taux usuraires ; genèse de conflits avec les planteurs de l'AV. 4% des CE et 3% des AV évoquent l'absence de paiement effectif au moment de l'enquête
Des stratégies de minimisation de l'impact des retards de paiement sont mises en oeuvre	Les arrangements autour du paiement sont évoqués par 15% des responsables d'AV et 5% des CE enquêtés. Dans certaines zones, des commerçants offrent un crédit en nature directement défalqué du paiement à l'usine..
L'application de la caution solidaire a un impact local majeur	10% des responsables d'AV enquêtés et 25% des CE évoquent les problèmes d'application de la règle de caution solidaire, notamment en matière de cohésion sociale.
Le paiement pose diverses autres problématiques locales dans une proportion moindre	Sont cités dans des proportions moindres : le non respect de la charte des MAG par la Cotontchad concernant le paiement, les difficultés à justifier l'argent retenu par les CCL auprès des planteurs, la cohésion sociale impactée par les retards de paiement, l'appréciation positive du rééchelonnement de la dette accordé par la Cotontchad

Source : enquêtes (2005)

D'une façon générale, l'analyse des perceptions des planteurs et responsables d'AV enquêtés sur le déroulement des campagnes de productivité montre :

- une perte de confiance des producteurs en la société cotonnière ;
- l'émergence de systèmes de profits marginaux fondés sur les défaillances de l'opérateur ;
- le développement de stratégies de minimisation des risques de défaillance de l'opérateur ;
- un impact des difficultés de l'entreprise cotonnière sur la cohésion sociale locale.

PARTIE 3 :
ELEMENTS DE PERSPECTIVE FACE AU
PROCESSUS DE LIBERALISATION

I – L'objectif de libéralisation à l'épreuve des réalités

A l'image de mutations déjà effectuées dans d'autres pays de la zone AOC, la filière cotonnière tchadienne est engagée dans une dynamique de libéralisation économique. Ce processus piloté par la Banque Mondiale et le FMI et appuyé par la Communauté Européenne, la France et l'Allemagne, a été initié à partir de 1999 et confirmé par le dernier Plan d'Ajustement Structurel. Il s'organise officiellement autour de 3 objectifs : renforcement des capacités des producteurs, privatisation rapide de la société cotonnière et redéfinition du rôle de l'Etat vis-à-vis de la filière. L'annexe 20 présente la feuille de route définie en 2005 pour le pilotage du processus.

1.1. Le processus de renforcement des capacités de producteurs

1.1.1. Etat des lieux

Le tableau ci-dessous retrace l'historique des actions visant à renforcer les capacités des producteurs en accompagnant leur structuration en organisations professionnelles coopératives.

Tableau 59. Historique du processus de renforcement des capacités des producteurs

Année	Evènements marquants du processus de renforcement des capacités des producteurs
1998	➤ Création du comité paritaire pour la fixation des prix du coton et des intrants
1999	➤ Décret d'adoption du document de stratégie de réforme du secteur coton ➤ Création par le gouvernement de la CTRC (Cellule Technique pour la Réforme du secteur Coton) sous tutelle du Ministère du Plan, du Développement et de la Coopération
2000	➤ Grève de la livraison de coton organisée par le MPZS ➤ Affaiblissement connexe du MPZS vis-à-vis de la filière coton ➤ Organisation des ateliers de réflexion sur la réforme du secteur coton (Moundou, Pala, Sarh) ➤ Promotion de la mise en place des CCL ➤ Lancement par la CTRC du processus électif en 4 niveaux conduisant à la mise en place des CCL ➤ Mise en place d'un système de cotisation de 300 F CFA sur les ristournes données par la Cotontchad aux AV (3 500 F CFA / tonne commercialisée). Proposition par l'ONDR et le PCVZS (diversement suivie) d'une contribution sur le tonnage livré de 5 F CFA / kg de coton
2001	➤ Reconnaissance juridique des 9 Comités de Coordination Locale ; ➤ Mobilisation d'un don de 800 000 US\$ du fonds japonais de développement social, géré par la BM pour financer i/ la collecte et la diffusion auprès des producteurs, d'informations technico-économiques sur le coton et ii/ la formation en gestion et en organisation des OP
2002	➤ Publication du rapport sur les fonds épargnés par les CCL et lancement de l'enquête de référence sur le niveau d'information de cotonculteurs ; ➤ décembre 2002 : diagnostic institutionnel des CCL par le bureau d'étude CECL, sur don japonais
2003	➤ Après formation de formateurs régionaux et locaux, conduite d'une formation rapide auprès de 35 000 producteurs sur les techniques de production, la gestion des intrants et la qualité du coton graine ➤ 28 au 30 octobre 2003 : Restitution du plan d'action stratégique des CCL
2004	➤ Organisation d'un forum des producteurs de coton (Kélo) en vue de recueillir leurs points de vue sur l'impact des scénarios alternatifs de privatisation ➤ Validation du plan d'actions pour le renforcement institutionnel des CCL ➤ Organisation par la CTRC de sessions d'information de terrain sur le processus de coopérativisation dans l'ensemble des préfectures de la zone soudanienne ➤ Démarrage du PSAOP (Projet d'Appui aux Services et Organisations de Producteurs prévoyant l'extension des activités de la CTRC à travers l'exécution du plan d'action pour le renforcement des CCL et la promotion de l'accès des OP aux intrants ➤ Fonds épargnés par les CCL pour un montant de 750 millions F CFA
2005	➤ Adoption par le gouvernement d'une feuille de route avec la BM, l'UE, la France et la République Fédérale d'Allemagne). Concernant les OP, la feuille de route prévoit à échéance septembre 2006 : - l'organisation et le financement de la formation/structuration des producteurs (ce programme devant être discuté et finalisés avec le (ou les) Opérateur(s) éventuel(s) - la définition d'un Cadre Réglementaire d'une Filière Privatisée, comprenant notamment les principes généraux de mise en place d'une interprofession ➤ Organisation par le CTRC d'une consultation à l'échelle des cantons visant à discuter et promouvoir la mise en place de coopératives

Source : enquêtes (2005)

1.1.2. Eléments de débat

Les statuts des CCL ne leur permettent pas de jouer un rôle d'opérateur commercial de production, de mise en marché et de fourniture d'intrants. Dès lors que ce positionnement dans la filière est légitimé comme reflétant le souhait des producteurs, la transition des CCL vers une autre forme d'organisation professionnelle, régie par l'ordonnance 025/INT/SUR, est indispensable. La forme coopérative peut s'y prêter. Cependant, et malgré la conduite d'opérations de terrain visant à informer, former et promouvoir un système coopératif, diverses questions font débat concernant ce processus (tableau 60).

Tableau 60. Eléments de débats concernant le processus de renforcement des capacités des producteurs

Questions posées par le processus	Données d'enquête commentées
Niveaux réels d'appropriation et de compréhension par les producteurs des tenants et aboutissants d'un système coopératif en regard du processus d'information ?	Information des producteurs de base limitée à : - une tournée de sensibilisation des AV effectuée fin 2005 - la retransmission descendante d'informations des CCL ; - un programme d'informations radiodiffusées (couverture limitée) préparé par la CTRC, abordant le contexte économique mondial, la gestion de l'activité cotonnière par la Cotontchad, le microcrédit et différents éléments juridiques sur l'organisation des producteurs. - la formation d'ordre technique sur la production cotonnière. (pour 10% d'entre eux, soit 35 000 personnes)
Risques inhérents au décalage temporel entre : - l'amorce d'une évolution vers un système coopératif dès 2003, soutenue par le PSAOP ²¹ - les réponses politiques attendues concernant la redéfinition des règles de la filière ?	Posture préjugant des réponses politiques attendues qui impacteront les fonctions devant être assumées par ces OP : choix du scénario de privatisation, conséquences sur la pan-territorialité du prix d'achat du coton, devenir des zones marginales de production, modalités de partenariat privé-public ; devenir des fonctions critiques (intrant et crédit, notamment) ; niveau d'implication attendu des producteurs dans la gestion de la filière.
Légitimité des CCL à valider un positionnement concernant l'ensemble des AV ?	Cf. perception des CCL par les CE enquêtés
Capacité des CCL à susciter l'adhésion au processus ?	
Modalités d'association au processus des OP structurées et déjà existantes (SYNTRAD, GUMAC...) ?	Association au processus des autres syndicats de producteurs existant limitée à une participation à l'atelier de présentation du plan d'actions préparé par CECI
Pas de temps nécessaire à l'émergence de coopératives viables et légitimes ?	Crédibilité de l'objectif de disposer d'organisations professionnelles « fonctionnelles, viables et légitimes » ainsi que d'une interprofession dans les délais fixés par la feuille de route ? Risques de déstructurer le faible tissu organisationnel déjà existant et d'obérer les capacités futures d'organisation professionnelle.
Mécanisme de transmission des biens et capitaux des CCL à une autre forme organisationnelle -d'une échelle éventuellement différente- ?	Transmission des fonds épargnés par les CCL à « une structure poursuivant les mêmes buts » statutairement prévue en cas de dissolution des CCL. Adéquation de l'objectif lucratif des coopératives aux buts -syndicaux- des CCL ?
Modalités de financement du processus de renforcement des producteurs / participation à la privatisation ?	Les fonds épargnés par les CCL (750 millions de FCFA en 2004) représentent 150 000 F CFA / AV, soit une année effective de cotisation au kg de coton, ou encore : - moins de 7 % des achats annuels de la Cotontchad pour la fourniture d'intrants - moins de 20 % de la contribution des producteurs envisagée pour le rachat de la part de la Cotontchad détenue par l'Etat.
Modalités de création de l'interprofession ?	Difficultés à faire naître une interprofession puis légitimer et équilibrer les pouvoirs au sein de telles institutions
Validité d'un processus de coopérativisation par évolution juridique des CCL ?	Structuration ne reposant pas sur les organisations économiques de bases déjà existantes, à savoir les AV

Source : enquêtes (2005)

²¹ En particulier à travers le volet « Renforcement des capacités des Organisations des Producteurs, y compris les Organisations de Producteurs de coton » et la sous composante d'appui à la réforme du secteur coton.

1.2. La privatisation de la société cotonnière

1.2.1. Ancrage historique et déroulement de processus

Le processus actuel trouve son fondement dans la privatisation partielle de l'activité transport en 1992. A compter de cette date, les transports de graines et d'amandes vers l'Huilerie ont été externalisés, un contrat annuel étant passé auprès de différents transporteurs privés. Il en a été de même concernant les mises en place d'intrants et l'évacuation du coton graine à l'ouest du bassin cotonnier, confiées à l'entreprise TTS (actuelle UTA). Cette dernière a ainsi acquis une partie de la flotte de véhicule de la société cotonnière. Cependant, la logique d'une privatisation totale n'a véritablement été acquise qu'en 1999. Une seconde étape a alors été franchie avec la séparation de la Division Huilerie Savonnerie de l'activité d'égrenage, puis sa réintégration à l'ensemble cotontchad début 2006 pour résoudre diverses difficultés. L'analyse des échéanciers successifs de la privatisation montre une prise de conscience progressive de la nécessité de trancher un certain nombre de questions relatives au devenir des fonctions critiques²² et aux modalités du partenariat privé/public avant que la privatisation ne puisse être effective. Depuis 1999, les principales avancées du processus de privatisation sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 61. Historique du processus de privatisation

Période	Evènement marquant du processus de privatisation
1999	➤ Adoption du programme de réforme sectorielle par le Haut Comité Interministériel.
2000	➤ Audit technique et financier de la Cotontchad (Horus) ➤ Démarrage du processus de privatisation de la Direction de l'Huilerie - Savonnerie
2001 – 2002	➤ Recrutement d'un Contrôleur Général de la Cotontchad et publication dans la presse locale du projet d'apport partiel d'actifs de la Cotontchad à l'Huilerie - Savonnerie (HS SA); ➤ Lancement de l'appel d'offres pour la recherche de partenaires de référence pour l'Huilerie Savonnerie S.A et dépouillement des offres ; ➤ Audit sur la situation de trésorerie de la Cotontchad et discussion sur cette situation par le FMI et la Banque Mondiale ; ➤ Définition d'un plan d'action en vue de la mise en œuvre de mesures de réduction des coûts pour les opérations de la Cotontchad pendant la campagne 2002/2003. Evaluation et révision du mandat du Contrôleur général pour accompagner la mise en œuvre de ce plan ; ➤ Démarrage de l'étude sur le scénario de désengagement par le cabinet C2G; ➤ Lancement de l'analyse ex ante de l'impact social et sur la pauvreté et des scénarios identifiés (réalisation de l'analyse qualitative); ➤ Adoption du cadre réglementaire de la micro-finance en zone CEMAC.
2003	➤ Remise du rapport provisoire sur le désengagement de l'Etat par le cabinet C2G ➤ Demande de compléments par l'Etat Tchadien (fonctions critiques de la filière, notamment) ➤ Remise des compléments de l'étude en mai 2003 ➤ Finalisation de la privatisation de l'Huilerie Savonnerie
2004	➤ Organisation d'un forum des investisseurs (28 au 30 novembre 2004), ➤ Validation du document transmis par le cabinet C2G en octobre 2004
2005	➤ Mise de la Cotontchad sous tutelle du Ministère de l'Agriculture (21/09/05) ➤ Adoption par le gouvernement d'une feuille de route avec les partenaires impliqués dans la filière coton (BM, UE, France, République Fédérale d'Allemagne), prévoyant un désengagement de l'Etat de la société Cotontchad effectif au plus tard au cours de l'année 2007.
2006	➤ Désignation d'une Equipe Technique dont la mission consiste à suivre et accompagner la réalisation de la feuille de route ➤ Réintégration de l'Huilerie Savonnerie à l'ensemble industriel

Source : enquêtes (2005) et documents divers

1.2.2. Eléments de débat

Le processus de privatisation pose diverses questions connexes dont les réponses ne sont actuellement pas encore tranchées et qui peuvent en impacter le déroulement (tableau 62).

²² Ces éléments ne sont présents que dans la dernière mouture en date de la feuille de route

Tableau 62. Eléments de débat concernant le processus de privatisation

Questions posées par le processus	Données d'enquête commentées
Choix définitif du scénario de privatisation ?	2 possibilités : - cession des actions permettant de conserver l'unicité de la structure du système d'égrenage ; - cession des actifs, se traduisant par un processus de lotissement de la société en 2 à 3 ensembles (non déterminé) avec zones exclusives d'approvisionnement en coton graine. (scénario privilégié)
Devenir des fonctions aujourd'hui assumées de facto par l'entreprise Cotontchad selon un schéma d'intégration verticale ?	Approvisionnement en intrant, transport, encadrement de l'organisation des MAG, financement de la production semencière (CRRRA de Bébedjia et ferme de Békamba), etc.
Modalités d'apurement de la dette des AV ?	Dette d'un montant actuel de 2,8 milliards de FCFA. Conditions d'apurement (notamment dans le cas de dettes directement imputables à des carences de la Cotontchad) ?
Révision du mode de perception de la TVA et modalités d'apurement de la dette croisée ?	S'agissant d'un produit pour l'export, la TVA n'est pas due. Titrisation de la dette croisée envisagée
Positionnement de l'actionnaire DAGRIS vis à vis de la privatisation ?	Privatisation de DAGRIS en cours, résultats connus en septembre
Mécanisme de fixation du cours d'achat du coton aux producteurs sur le marché intérieur et modalité d'instauration d'un fonds de soutien au cours du coton ?	Découplage des cours du coton sur le marché intérieur des cours internationaux Niveaux de prix 2005 et 2006 résultant d'une subvention de l'Etat Mécanisme de stabilisation des cours proposé par l'AFD
Modalité de restructuration de la Cotontchad avant la privatisation ?	Renforcement des fonds propres, restructuration financière, réhabilitation industrielle (prêt de la BDEAC)

Source : enquêtes (2005)

A terme, l'intérêt majeur de la privatisation de la Cotontchad réside à l'évidence dans la possibilité que les investissements lourds nécessaires à la remise en état d'un outil industriel défaillant soient réalisés par les repreneurs. L'ouverture de l'axe Ngaoundéré-Moundou (chantier bitumé achevé) et le bitumage de l'axe Moundou-Sarh (à horizon 2007) constituent deux facteurs attractifs supplémentaires par rapport aux conditions actuelles d'exploitation industrielle. La feuille de route démontre toutefois que la privatisation de la Cotontchad ne peut être considérée que comme la dernière étape d'un processus nécessitant éventuellement une restructuration financière de la Cotontchad, mais surtout un diverses décisions politiques opérationnelles de la part de l'Etat.

1.3. Repositionnement de l'Etat et devenir des fonctions critiques

Le processus de privatisation en cours avec désengagement de l'Etat pose la question du devenir de nombreuses fonctions critiques :

- qui constituent un enjeu majeur pour la compétitivité globale de la filière cotonnière tchadienne ;
- dont l'orientation stratégique -à défaut de la mise en œuvre-, relève d'une responsabilité régalienne ;
- qui peuvent impacter le processus de privatisation et le positionnement des futurs repreneurs.

Une réflexion a été lancée au niveau de l'Etat pour documenter le devenir de ces fonctions (objectifs de développement rural assigné à la filière à travers les politiques de prix sur le marché intérieur, encadrement, recherche, production semencière, entretien routier, etc.) Une consultation des Directions Générales du Ministère de l'Agriculture a d'ores et déjà été opérée. Les réponses attendues ne sont pas encore connues à ce jour. Leur importance a néanmoins été réaffirmée dans la dernière mouture de calendrier de privatisation. Certaines des questions posées par le devenir de ces fonctions critiques sont synthétisées dans le tableau 63. Dans tous les cas, le champ des possibles à construire reste vaste en fonction i/ du niveau de pilotage de la privatisation par l'Etat et ii/ des options prises aux différents niveaux de régulation de la filière cotonnière (figure 13). Caricaturalement, 3 grandes options peuvent être suivies : régulation de la filière laissée au marché ; pilotage volontariste par l'Etat de l'évolution de l'ensemble des fonctions critiques de la filière avec restructuration du secteur avant la privatisation de l'entreprise ; ou pilotage intermédiaire, seules le traitement de certaines fonctions critiques étant réalisé.

Tableau 63. Eléments de débat relatifs au repositionnement de l'Etat et au devenir des fonctions critiques de la filière

Question critique	Situation actuelle	Eléments de débat	Perspectives supplémentaires
Devenir de la pan-territorialité des prix et de l'imputation des coûts	Pan territorialité totale, interzones et interusines. Exploitation du coton dans des zones économiquement non rentables	- maintien ou remise en cause de la pan-territorialité ; - définition de l'échelle éventuelle d'application ; - en cas de maintien, définition du cadre compensatoire à l'exploitation de zones non rentables. - en cas d'abandon même partiel, définition des politiques d'accompagnement à la cessation de la production cotonnière en zones non rentables	Sans décision de l'Etat, logique économique conduisant à un paiement différencié du coton selon un gradient de marges d'exploitation fonction de la distance à l'usine. Risque de mise en place d'un système avec imputation directe aux planteurs de frais d'approche différenciés, conduisant à la concentration de la production autour des usines, avec comme conséquence secondaire des phénomènes de migration inverse polarisée sur les voies et des centres de production cotonniers au détriment de la colonisation de zones peu saturées.
Devenir des zones marginales de production	Coton partiellement produit dans des zones dont l'éloignement aux usines est si important et les quantités collectées si faibles qu'elles ne peuvent être considérées comme rentables.	Si maintien des zones marginales de production dans l'optique d'un développement rural assumé par l'Etat, nécessité de définition des cadres incitatifs aux opérateurs pour couvrir le surcoût généré par l'exploitation des zones marginales ; ou aux producteurs si les coûts d'approche leurs sont imputés. Si abandon des zones marginales, nécessité de préciser les modalités d'accompagnement à la cessation de la cotonculture	
Refondation d'une filière intrants	Fonction assumée presque exclusivement par la Cotontchad Option suivie avec l'appui du PSAOP / CTRC : Structuration de coopératives gérant directement la fourniture d'intrant	Définition du rôle de l'Etat vis-à-vis de cette filière stratégique pour les performances technico-économiques des exploitations agricoles ? Création d'un système non apparentés à l'entreprise cotonnière pour la fourniture d'intrants ? Leçons à tirer de la privatisation béninoise : effondrement de l'offre en intrants et des rendements)	Diverses pistes : - réduction de la taxation sur les intrants - - affectation d'une part du budget de l'Etat au subventionnement des intrants ; - création d'une société de fabrication d'intrants - adaptation géographique des formulations ; - concentration des formules d'engrais visant à en diminuer le coût de transport relatif.
Devenir de la filière « crédits »	Cadre réglementaire de la micro-finance en zone CEMAC adopté par le Tchad en 2001. Opérateurs nationaux de micro-finance peu enclins à mettre en œuvre un système de crédit de campagne en zone rurale. Succès limité de l'expérience des COOPEC (BAD).	Composantes d'un plan de développement du crédit rural à court et moyen terme ? Modalités de développement d'un réseau d'institutions bancaires ou para bancaires spécialisées dans le crédit de campagne et le crédit d'investissement agricole ? Cadre incitatif au développement du crédit rural par les institutions de micro-crédit existantes ? Contractualisation de la fondation d'un réseau rural de microcrédit par les banques nationales ? Extension de l'expérience des COOPEC ?	Perspectives à CT : appui aux institutions de micro-finance (PROADEL) ; à la restructuration des demandes des clients, à l'organisation des OP et à la mise en réseau des acteurs (PSAOP)
Réforme de la production semencière	Semences de base produites par l'ITRAD. Multiplication initiale assurée par Békamba. Générations ultérieures produites par les AV.	Privatisation par cession d'actions autorisant le maintien du schéma existant, contrairement à une cession d'actifs avec plusieurs repreneurs. Modalités d'organisation géographique de la production semencière ? Modalités d'amélioration de la qualité des semences ? Révision des conditions de fournitures ? Devenir de la ferme de Békamba ? Devenir de la prestation de service avec l'ITRAD ?	Pistes à explorer : Création d'une coopérative semencière mixte Etat / repreneurs ? Concentration des maillons hors production polarisée sur le CRRRA de Bébedjia ? Autonomisation des usines pour la production de semences (contractualisation avec des AV) ?

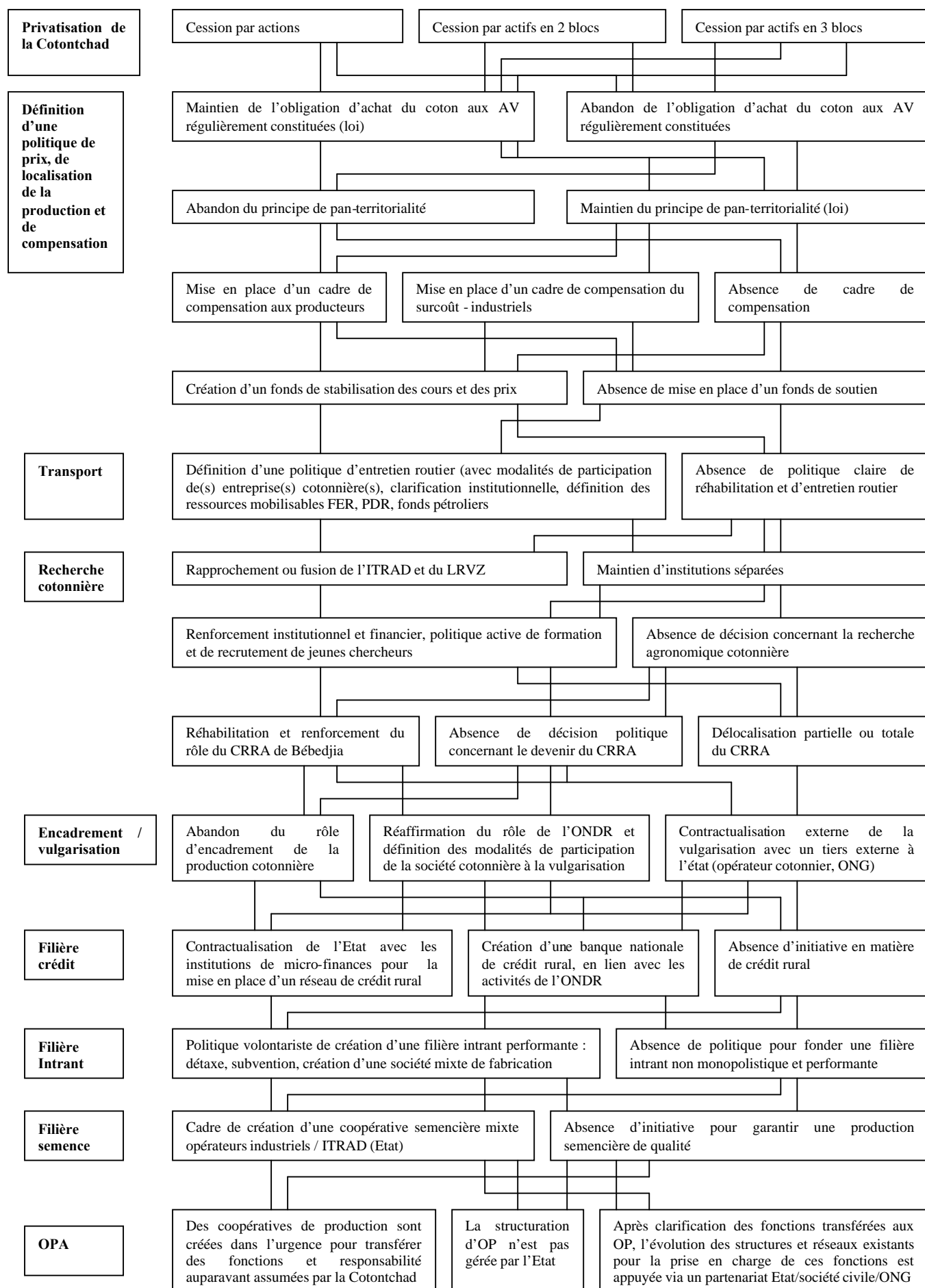
Source : enquêtes (2005)

Tableau 63 (suite). Eléments de débat relatifs au repositionnement de l'Etat et au devenir des fonctions critiques de la filière

Question critique	Situation actuelle	Eléments de débat	Perspectives supplémentaires
Modalités de refonte de la recherche cotonnière	CRRA de Bébedjia en situation géographique privilégiée mais enclavé, confronté à des difficultés de fonctionnement, fortement dépendant de la Cotontchad, RH limitées, foncier sous-employé, confrontée à des troubles locaux. Firmes phytosanitaires prêtes à financer des recherches appliquées.	Choix stratégiques concernant le devenir du CRRA à Bébedjia : - redéfinition du rôle du CRRA vis-à-vis de la production semencière, en lien avec le devenir de la ferme de Békamba - politique de formation / recrutement de jeunes chercheurs - synergies entre institutions de recherche nationales aux difficultés similaires. - définition des modalités du partenariat privé / public concernant la recherche cotonnière ainsi que les synergies à développer pour le financement et la conduite de ces recherches,	Options concernant le CRRA de Bébedjia: i/ confortation du rôle du CRRA : attribution effective de moyens humains et financiers, réhabilitation du parc matériel et infrastructures, désenclavement numérique, etc ii/ recentrage des bases vies avec réduction du foncier et personnel (maintien de techniciens), le CRRA devant un terrain d'expérimentations pour des chercheurs basés ailleurs
Modalités de réforme de l'encadrement technique	Carence de l'ONDR en ressources humaines et financières mais institut disposant de compétences indéniables. 180 agents interfaces employés par la Cotontchad cantonnés à l'organisation des MAG. Appuyé par CTCR/PSAOP processus de coopérativisation des CCL visant à la prise en charge par ces structures de l'encadrement	Organisation de la vulgarisation technique et de l'encadrement constituant une responsabilité régalienne. Nécessité de clarification par l'Etat des rôles qu'il assume, ceux qu'il souhaite contractualiser avec des opérateurs privés suivant un cahier de charges à déterminer ainsi que les modalités de financement de la vulgarisation technique, et plus particulièrement cotonnière	Options concernant l'encadrement : - revenir au système antérieur, avec conduite de l'encadrement par l'ONDR en contrepartie d'une participation des opérateurs cotonniers au coût de cette vulgarisation. - délégation de l'encadrement cotonnier aux opérateurs repreneurs, l'ONDR conservant un rôle de vulgarisation technique plus général. Risque de défaillance accrue de cette fonction en l'absence d'une décision de l'Etat
Programmation de la réhabilitation et de la maintenance du réseau routier	Etat de délabrement des voies de communication Budget annuel ne couvrant que la réhabilitation annuelle de 15 % du réseau de voies de communications nationales. Depuis 2005, Fonds d'Entretien Routier alimenté par des postes de péage officiels sur certains axes	Nécessité d'une clarification des responsabilités institutionnelle (cf. axes secondaires). Nécessité d'un schéma d'aménagement des voies de circulation de différentes natures Nécessité d'une définition de la contribution de l'activité cotonnière au financement de la maintenance du réseau routier: le volume des rotations contribuant effet significativement à la dégradation des pistes cotonnières	Taxation officielle du transport inexistante sur le réseau de pistes rurales cotonnières. Mobilisation envisagée des fonds pétroliers pour la zone soudanienne (+ zone pétrolière dans le cadre du PDR) Budget du Ministère des Transports pour la maintenance routière: 6 milliards de F CFA à comparer aux coûts de réhabilitation (5 à 6 millions F CFA / km) et de maintenance (2 millions de FCFA / km).
Evolution des marchés autogérés	Système de risque unilatéralement supporté par les planteurs Campagnes de productivité au déroulement dégradé.	Opportunité de renégociation du système des MAG devant préciser i/ le niveau de déconcentration et d'organisation géographique des MAG ; ii/ les cadres de compensation du transfert de fonctions supplémentaires aux AV ; iii/ les cadres de minimisation des retards de paiement, les délais actuels étant inacceptables ; iv/ les échelles de solidarité sur les risques de production et v/ les cadres d'indemnisation des AV en cas de perte de revenu imputable à des carences de(s) opérateur(s)	Gestion interprofessionnelle de cette renégociation indispensable pour la construction d'un système acceptable de tous. Difficulté à lever : faible légitimité des organisations paysannes faïtières pour conduire ce type de négociations

Source : enquêtes (2005)

Figure 13 : Schéma simplifié du champ des possibles



II – Perceptions d’acteurs relatives à la privatisation

2.1. Perception du segment production sur la privatisation de la Cotontchad

Le tableau 64 ci-dessous synthétise les commentaires ouverts des producteurs et responsables d’AV enquêtés concernant la privatisation de la Cotontchad.

Tableau 64. Niveau d’information et perceptions des chefs d’exploitation enquêtés concernant la privatisation

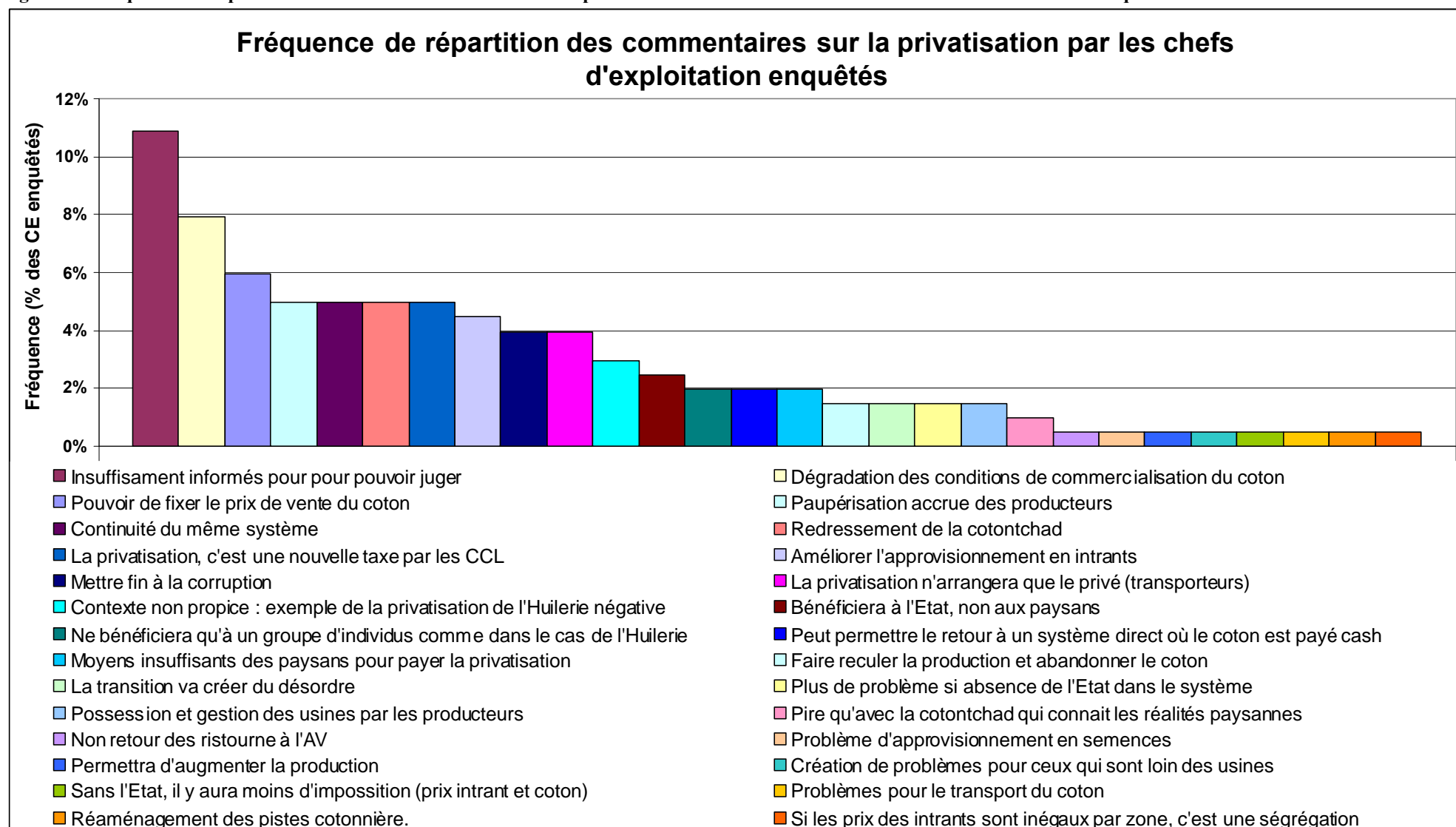
Informations et perceptions relatives à la privatisation	Données d’enquête commentées
L’existence du processus de privatisation de la cotontchad est une information bien diffusée en zone rurale. Les responsables d’AV sont mieux informés que les planteurs	96 % des responsables d’AV enquêtés déclarent avoir entendu parler de la privatisation, contre 79 % des producteurs de coton enquêtés
Les principales sources d’information concernant la privatisation sont les délégués des CCL, la Cotontchad, les radios rurales et les AV	Sources d’information citées ; CCL (76% des AV, 37% des CE) ; Cotontchad (21% des AV ; 15% des CE) les AV (29% des CE) ; les radios (20% des AV ; 4% des CE)
Les perceptions des CE et des AV relatives à la privatisation sont partagées	51 % des responsables d’AV pensent que la privatisation est un processus négatif, contre 43 % qui en ont une appréciation positive ;
Les planteurs et les responsables d’AV mettent d’abord en avant l’insuffisance d’informations sur la privatisation	20% des responsables d’AV et 11% des CE citent spontanément le manque d’information sur le processus
Les planteurs et les responsables d’AV enquêtés craignent une dégradation accrue des conditions de production et de commercialisation. Ils abordent la privatisation en terme de risque. Ils craignent le comportement du futur opérateur en terme de politique de prix ou de livraison d’intrants	Les CE et responsables d’AV enquêtés citent les risques : - de difficultés financières accrues pour l’entreprise - d’accroissement des retards d’approvisionnement en intrants, d’enlèvement ou de paiement ; - d’une dégradation générale de la fonction transport ; - de chute des cours, baisse des surfaces, et paupérisation accrue des planteurs
Les planteurs voient aussi en la privatisation une opportunité de redresser la Cotontchad tout en instaurant un système qui accorde plus de poids à la parole de producteurs devenus actionnaires.	Pour de nombreux producteurs, la privatisation représente l’espoir de fixer eux même le prix du coton livré. Certains espèrent que la privatisation permettra de remettre en cause le système des MAG et d’offrir un paiement cash du coton produit.
Les responsables d’AV enquêtés soulignent l’opportunité de construire une structuration des planteurs efficace tout en mettent en avant le faible poids des producteurs en regard des masses financières engagées et un problème global de capacité à gérer la filière.	Les responsables d’AV souhaitent une organisation capable de: mieux défendre leurs intérêts ; prendre en charge une partie de la gestion de la filière ; mettre fin à la corruption dans le système de commercialisation.
Les responsables d’AV enquêtés mettent néanmoins l’accent sur les liens existants entre la production cotonnière et la cohésion sociale	Les responsables d’AV enquêtés posent la question du risque d’accroissement des conflits sociaux au sein de la communauté villageoise. Ils craignent également que la privatisation se traduise par une déstructuration des organisations de producteurs existantes
D’autres responsables d’AV pensent que la privatisation permettra d’offrir un accès privilégié aux sous-produits de la filière tout en améliorant l’accès au crédit	Les responsables d’AV enquêtés souhaitent accéder aux tourteaux pour l’alimentation des ruminants et aux fibres à moindre coût pour l’usage personnel. Ils sont également demandeurs d’un meilleur accès au crédit court terme ou au crédit d’investissement.
Bon nombre de CE et responsables D’AV enquêtés sont néanmoins sans illusion sur l’issue du processus	Nombre d’enquêtés estiment que la privatisation ne profitera qu’au secteur privé (opérateur(s) cotonnier(s), commerçants, transporteurs) ou aux politiques. Pour 6% des CE, la privatisation se réduit par ailleurs à une taxation supplémentaire opérée par les CCL.

Source : enquêtes (2005)

Les figures 14 et 15 représentent la répartition des différents commentaires ouverts concernant la privatisation :

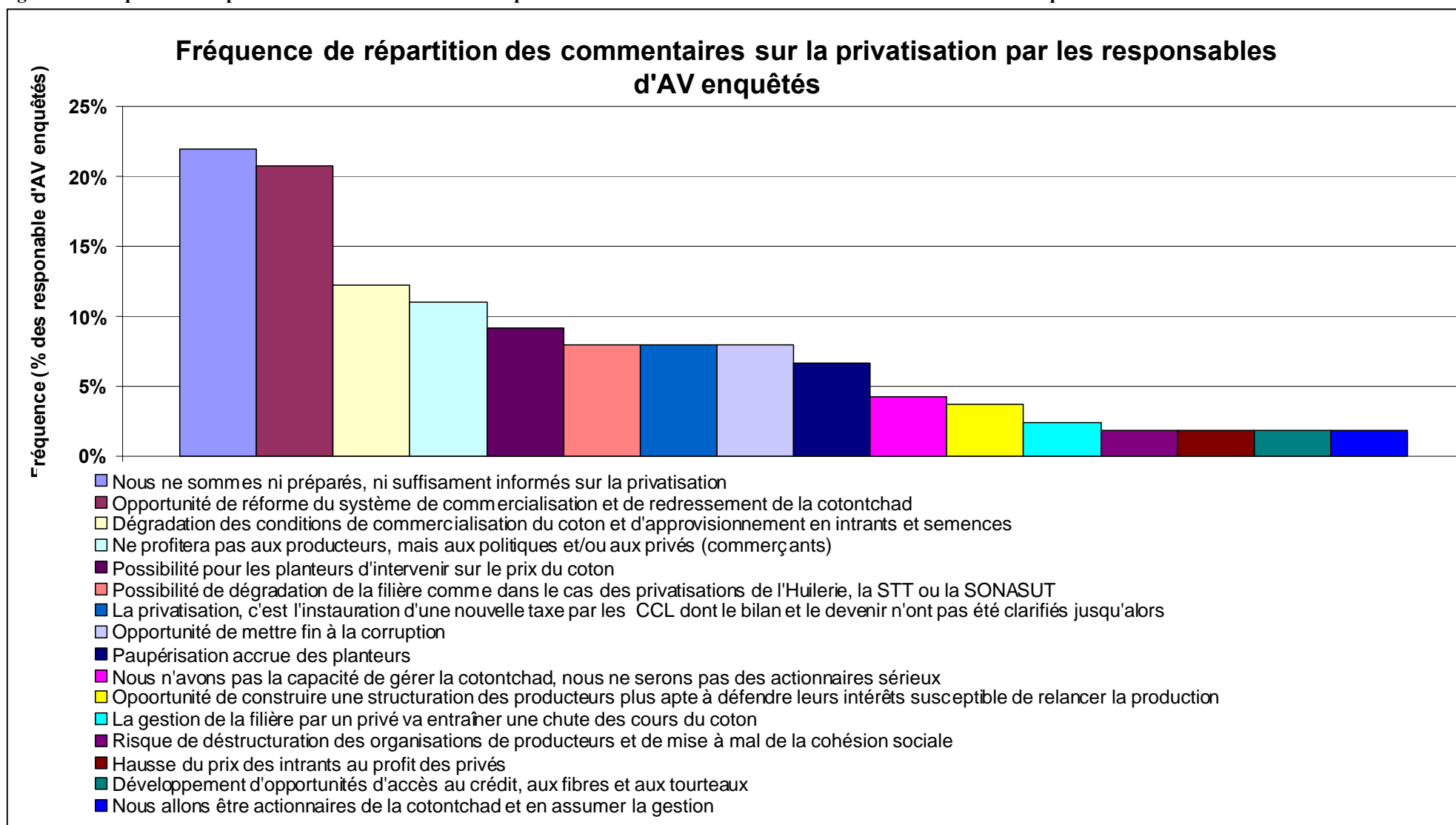
- au sein de l’échantillon de planteurs enquêtés ;
- au sein de l’échantillon de responsables d’AV interrogés.

Figure 14. Fréquence de répartition des commentaires ouverts sur la privatisation de la Cotontchad au sein de l'échantillon de CE enquêtés



Source : enquêtes

Figure 15. Fréquence de répartition des commentaires sur la privatisation de la Cotontchad au sein de l'échantillon d'AV enquêtées



Source : enquêtes

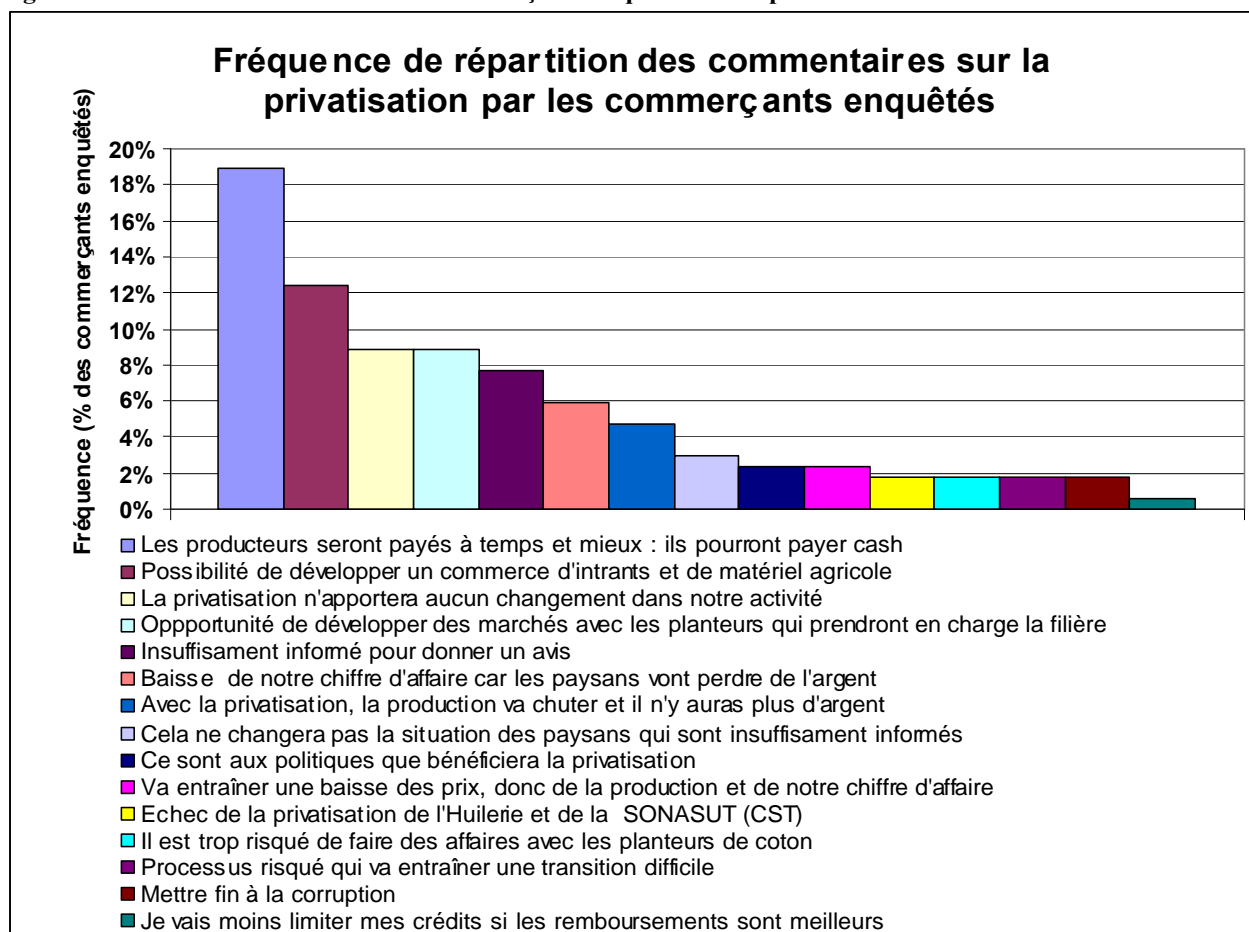
2.2. Perception des commerçants locaux sur la privatisation de la Cotontchad

La figure 16 ci-dessous représente la répartition des différents commentaires ouverts concernant la privatisation au sein de l'échantillon des commerçants enquêtés.

40% des commerçants enquêtés jugent que la privatisation de la Cotontchad ne modifiera pas leur activité. Ils sont presque autant à l'estimer susceptible d'accroître leur chiffre d'affaire.

Près de 20% des commerçants enquêtés espèrent un impact positif de la privatisation de la Cotontchad sur le règlement direct des achats et l'endettement des planteurs. Près de 20% d'entre eux voient également la privatisation comme une opportunité de développement de leur activité commerciale : ils aspirent à un accroissement de leur chiffre d'affaire induit par le développement des capacités financières des planteurs et la possibilité de leur vendre directement du matériel agricole et des intrants. De ce point de vue, il est étonnant de constater que la plupart des commerçants détenant un commerce d'intrants pensent avoir affaire à un monopole d'Etat rendant leur activité illégale et risquée. Nombre des commentaires ont aussi trait aux risques indirects de la privatisation : appauvrissement des planteurs entraînant une chute du chiffre d'affaire, baisse de la production ou baisse des prix du coton entraînant une raréfaction de la disponibilité financière. Enfin, quelques commerçants soulignent que la privatisation peut modifier un système commercial reposant actuellement sur une vente à crédit dont le terme échoît au paiement du coton.

Figure 41 : commentaires ouverts des commerçants enquêtés sur la privatisation de la Cotontchad



Source: enquêtes

Conclusion

L'enquête rapporte les contours d'une filière coton profondément tourmentée :

- la faiblesse des infrastructures, l'enclavement géographique du bassin d'exploitation, la dispersion des zones de production, l'état de délabrement des pistes cotonnières sont autant de facteurs générant de fortes difficultés d'exploitation industrielle ;
- dans un contexte agricole marqué par un haut niveau de contraintes à la production, les performances technico-économiques des exploitations cotonnières montrent une faiblesse persistante. Celle-ci est imputable à des pratiques opérées en réponse à un contexte externe défavorable, notamment caractérisé par des défaillances majeures de l'opérateur cotonnier en matière d'approvisionnement en inputs de production, d'évacuation et de paiement du coton graine. D'importants gains de productivité sont toutefois possibles ;
- la structuration des producteurs se réduit à des groupements d'intrants constituant le noyau des associations villageoises. L'organisation top-down des planteurs selon un système de représentation pyramidale (CCL) est confrontée à une faible légitimité, différentes faiblesses structurelles et un système de financement douteux ;
- les AV gèrent la commercialisation du coton graine au sein de marchés autogérés. Celle-ci est desservie par un système de risques unilatéralement supportés par les planteurs (hors risque de non recouvrement des intrants partagé avec la Cotontchad) ;
- les échanges économiques à partir du MAG sont caractérisés par des arrangements discutables et le développement de systèmes de profits marginaux fondés sur les défaillances de l'opérateur ;
- les services connexes (recherche, encadrement) sont confrontés à de graves difficultés structurelles et n'ont plus la capacité à assumer correctement leur rôle ;
- les performances de la production de semences sont faibles mais pourraient aisément être améliorées ;
- la société cotonnière cumule une crise financière et industrielle, se traduisant par une dégradation de la gestion des campagnes de productivité et une perte de confiance des planteurs dans l'opérateur cotonnier.

Dans ce contexte, un processus de libéralisation de la filière a été initié. Il vise le renforcement des capacités des producteurs, la privatisation à court terme de la société cotonnière et le repositionnement de l'Etat concernant le devenir des fonctions critiques.

Ce processus génère des interrogations sur :

- la capacité d'une organisation coopérative née de l'évolution des CCL à former une structuration des producteurs légitime et viable, en mesure d'assumer différentes fonctions lui étant transférées ;
- ses conséquences sur les dynamiques d'évolution des filières crédit et intrants ainsi que des services connexes (recherche, encadrement) ;
- le devenir du système garantissant l'unicité des prix dans l'ensemble de la zone soudanienne ;
- le devenir de l'exploitation du coton dans les zones marginales et les mesures d'accompagnement nécessaires des zones éventuellement abandonnées.

Ce processus peut constituer une opportunité pour :

- redéfinir un cadre institutionnel acceptable par tous qui précise les modalités du partenariat privé/public et les règles du jeu associant les différents acteurs ;
- restructurer une filière aujourd'hui passablement affaiblie.

Il présente toutefois le risque d'aggraver des conditions actuelles de production déjà défavorables en :

- obérant les futures capacités d'organisation des producteurs ;
- créant les conditions d'un affaiblissement supplémentaire des services connexes ainsi que des filières intrants et crédits déjà peu performantes.

Bibliographie

- Arrivets J., Rollin D., 2002. Questions de fertilité dans la zone soudanienne du Tchad : Proposition d'un travail de recherche développement utilisant des systèmes avec SCV, rapport de mission, Montpellier, CIRAD, 56 p. + annexes,
<http://agroecologie.cirad.fr/index.php?rubrique=tchad&langue=fr>
- Banque Mondiale et autres bailleurs, 2005, Feuille de route pour la Réforme du Secteur Coton au Tchad
- CCL Pala, 2000, Statuts : association professionnelle des producteurs de coton de la zone usine de Pala, dénommée comité de coordination local de Pala
- CECI, 2000, Plan d'Actions pour la restructuration et le renforcement des organisations de cotonculteurs
- CFDT, 1993 : Audit technique et financier de la Cotontchad - Annexes, N'Djaména, SCAC,
- CFDT, 1994 : Filières cotonnière d'Afrique Francophone, les risques d'un démantèlement, réunion d'Abidjan, N'Djaména, SCAC, 17 p.
- Comité de Réflexion et de Suivi de la Filière Coton, 1993, deuxième contrat-plan révisé de la filière coton, N'Djaména, SCAC
- Cotontchad, 1991, Projections de remboursement des emprunts à moyen et long termes 1991-2010, N'Djaména, SCAC
- Cotontchad, 1995, Comité de suivi de la filière coton du 3 février 1995, N'Djaména, SCAC,
- Cotontchad, 2004, Plan de relance de la production cotonnière à partir de la campagne 2004/2005, Moundou, COTONTCHAD,
- Cotontchad, 2004, Synthèse des travaux de l'atelier de relance de la filière cotonnière à partir de la campagne 2004-2005, Moundou, COTONTCHAD,
- Devèze J.-C., Halley des Fontaines D., 2005, Le devenir des agricultures familiales des zones cotonnières africaines : une mutation à conduire avec tous les acteurs, à partir des cas du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun et du Mali, AFD, EVA/STR, NDjaména, PRASAC, 62 p. + annexes
- Djondang K., 2005. Suivi de l'impact socio-économique des retards de paiement du coton et ses conséquences sur la sécurité alimentaire des populations, N'Djaména ITRAD
- Feizoure H., 1994. Réalité des pratiques paysannes en matière d'utilisation des intrants sur coton, mémoire de D. A. T., Montpellier, CNEARC.
- Felix A., Bellot J.-M., 1994. Tchad : La filière coton – Vers une nouvelle répartition du rôle des acteurs, N'Djaména, SCAC, 16 p. + annexes
- FMI – Etat Tchadien, 2005 : Letter of Intent, Memorandum of Economic and Financial Policies, and Technical Memorandum of Understanding
- Fok A.C.M., 2002. Préserver un futur au coton africain : la revendication légitime d'équité dans les échanges mondiaux ne sera pas suffisante. <http://www.cirad.fr/publications/documents/pdf/fok.fok>, 15 p.
- Fok A.C.M., 2005. Coton africain et marché mondial : une distorsion peut en cacher une autre plus importante, Colloque Agence Universitaire de la Francophonie, Bamako, 22 p.
- Hauswirth D., Naitormbaide M., 2004. Modes de gestion de la fertilité en zone soudanienne du Tchad, rapport provisoire, N'Djaména, Ministère de l'Eau et de l'Environnement, PNAE, 251 p + annexes.
- Hauswirth D., 2005. La libéralisation de la filière coton au sud du Tchad peut-elle seule suffire à la sortir de l'ornière, non publié, N'Djaména, SCAC, 17 p.
- Horus entreprise, 2000. Audit technique et financier de la Cotontchad. Proposition de plan d'action à court terme, Ministère des Affaires Etrangères DGCID / DCT / EPS, Paris, 108 p. + annexes.
- Lakhal H., 2005. Coton : prix bas, stocks mondiaux en hausse, AFD – RCH / AGC – produitoc n°131, 1p.
- Lanser P., Angé A., Guealbaye M., 2004. Programme d'appui à la relance du secteur coton. Etude de l'évolution des institutions et du secteur privé, aide mémoire, N'Djaména, FAO, 9 p.

Magrin G., 2000. Le Sud du Tchad en mutation : des champs de coton aux sirènes de l'or noir, thèse de doctorat, Montpellier, CIRAD, Éd. Sépia, 427 p. + planches illustrées

Marambaye D., 2002, Evolution des conditions paysannes de production du coton au sud du Tchad et ses conséquences sur les stratégies des paysans, rapport de maîtrise, PRASAC, N'Djaména

Mbetid-Bessane E., Havard M., Leroy J., Evolution des conditions de la production cotonnière en Afrique Centrale et ses conséquences sur les stratégies paysannes, PRASAC, avril 2003, N'Djaména, 43 p.

Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Elevage, Ministère de l'Environnement, 1999, diagnostic et stratégies pour le secteur développement rural, N'Djaména, 68 p.

Miroudot S., 2004, Quelle avenir pour initiative sectorielle du coton après l'échec de Cancùn ?

Nuttens F., 2001. La production de coton graine en zone soudanienne (cartes, graphiques et tableaux), N'Djaména, Ministère de l'Agriculture, ONDR / DSN

ONDR, 2001, Charte des Marchés Autogérés de coton graine, Moundou

Pieri C., 1989 : Fertilité des terres de savane : Bilan de 30 ans de recherche et de développement agricoles au sud du Sahara, Paris, Ministère des Affaires Etrangères, ISBN 2-87614-024-1, 444 p.

Paop, CIRAD/SAR n°81/96, 1996. Stratégies des producteurs. Exploitation et gestion des ressources naturelles de la zone soudanienne, Montpellier, CIRAD, 124 p. + annexes

Paop, CIRAD/SAR n°81/96, 1996. Les organisations paysannes dans le développement de la zone soudanienne du Tchad, Montpellier, CIRAD, 219 p. + annexes

Raymond G., 1991, gestion de la fertilité des sols et production cotonnière dans la sud-Tchad, IRCT-CIRAD, session « L'Agriculture et la gestion des ressources renouvelables », atelier B1

Verardo B., Ezemenari K., Baipor L., White S., Pedulla S. et al., 2004, Analyse de l'impact social et de la pauvreté Réforme du secteur Coton au Tchad - Analyse qualitative ex-ante – Première phase, 47p.+annexes